ŒUVRES

DE

M. LINGUET.

TOME SIXIEME.

DU PAIN

ET

DU BLED.

Par M. LINGUET, *Avocat au parlement de Paris.*

Intelligite qui judicatis.

UNIVERSIDAD FRANCISCO MARROQUIN
BIBLIOTECA DE
JOSE CECILIO
DEL VALLE
Guatemala, C.A.

A LONDRES.

M. DCC. LXXIV.

AVERTISSEMENT.

LA matiere que je vais traiter est usuelle. Il s'agit de la subsistance des hommes. Il n'y a personne de nous qui ne soit intéressé à la voir approfondie. Les tristes fruits qu'ont fait éclore les maximes des philosophes, que je combats, doivent sans doute faire desirer de voir encore remuer ce terrain où ils les ont plantées avec tant d'audace & de profusion. Les maximes qui ont fait illusion à tant de bons esprits, depuis dix ans, & produit des maux peut-être irréparables, sont aujourd'hui décriées, mais elles ne sont pas détruites. L'enthousiasme, qui les a fait naître

& adopter peut les reproduire encore & préparer aux générations futures des paroxismes aussi douloureux que ceux dont nous avons été témoins.

Le public doit souhaiter qu'il se présente enfin une main vigoureuse & hardie qui aille jusqu'à la racine de ces germes empoisonnés, & qui sans en craindre l'influence vénimeuse pour elle-même, les extirpe sans retour du vaste champ qu'ils ont infecté. C'est ce que j'ai promis d'entreprendre & ce que je vais tâcher d'exécuter.

Quand j'y ai travaillé pour la premiere fois en 1771, j'avois ensemble la vérité, le bien public à défendre, & une vengeance à exercer. Il auroit été plus sage de dédaigner celle-ci & de l'attendre du temps. Je sais aujour-

d'hui ce que j'aurois dû faire alors. Je retranche de mon ouvrage tout ce qui m'étoit perſonnel, & même tout ce qui pouvoit ſentir un peu la paſſion. Je ne conſerve que ce qui peut être d'une utilité générale, & achever d'éclaircir une queſtion que l'expérience a déjà réſolue.

Afin de prévenir toute équivoque, je déclare ici qu'en combattant une doctrine infiniment préjudiciable, je ne la confonds pas avec ceux qui la prêchent. Je n'ai aucun deſſein de compromettre, ni leurs mœurs, que je crois très-honnêtes, ni leurs perſonnes, que je reſpecte. Je n'en connois aucun par moi-même, mais je ne leur fais pas l'injuſtice de leur ſuppoſer à tous des ames ſanguinaires. Leur deſſein n'étoit point de déclarer la guerre aux

générations présentes & futures. J'en suis convaincu.

Ils ont été trompés, & leurs erreurs, quelques terribles qu'elles soient par leurs suites, ne peuvent être attribuées qu'à des fausses supputations. Ils ont parmi eux des hommes respectables par leurs vertus, justement chéris par la douceur de leurs mœurs, connus par leur bienfaisance, par des traits d'une générosité compatissante, & dont la vie raprochée de leurs maximes forme le plus étrange contraste qui ait peut-être jamais frappé l'œil d'un observateur.

Voilà ce que je pense des économistes, & ce que j'en ai toujours dit. La premiere édition de cet écrit renferme déjà ce témoignage honorable que je leur rends. Il s'en faut bien qu'ils

se soient piqués d'une semblable équité. Ces philosophes en général se sont défendus avec des armes bien indignes de la philosophie. Je ne parle pas seulement des intrigues secrètes, des manœuvres souterraines avec lesquelles ils s'efforçoient dans le temps de leur regne de faire imprimer les ouvrages qui leur étoit contraires, & d'enchaîner les hommes assez courageux pour les attaquer. J'ai en vue leur maniere de peindre dans leurs réponses les adversaires de la *science*. Il n'y a point de moyens qu'ils n'employassent pour les rendre odieux ou ridicules.

Tantôt ils s'attachoient à leur état pour rendre leurs démonstrations suspectes, comme ils l'ont fait à l'égard de M...... receveur-général des fermes; à

Nantes, citoyen eſtimable par ſon mérite & par ſes talents; dont l'emploi n'a rien que d'honnête, ſurtout dans un pays d'état, & n'eſt ſuſceptible d'aucun des ſoupçons que le titre d'officier de finances ſemble autoriſer.

Tantôt ils ſe permettoient les plus indécentes plaiſanteries, comme ils l'ont fait à l'égard de M. l'abbé G... Un de leurs journaliſtes ne l'a déſigné qu'en l'appelant *un italien qui s'en alloit tout à l'heure.* Ce trait plein de ſel & de génie a été ſoigneuſement écrit en lettres italiques, de peur que ſa fineſſe ne le rendît imperceptible : comme ſi le pays de l'auteur pouvoit influer ſur la bonté de ſon livre, ou que ſon départ pût affoiblir ſes raiſonnements.

Ils en ont agi de même à l'é-

gard de M. le *C. D. L.* homme que ses qualités personnelles distinguent encore plus que son rang, tout illustre qu'il est; homme qui a eu le courage de prendre des Anglois ce qu'ils ont de meilleur sans contredit, la hardiesse de penser dans un rang élevé, & l'amour du travail dans l'opulence. Il a, d'après l'expérience & la réflexion, senti le vuide & le danger de la charlatannerie économique. Il l'a fait voir dans une brochure où il ne s'est désigné que par ces lettres initiales, le *C. D. L.* Le même journaliste les a expliquées ainsi, *le copiste de Linguet*; on peut voir dans les *éphemérides*: comment ils m'ont traité & leurs partisans rougissent aujourd'hui de ce qu'ils se sont permis dans les cercles, dans les conversations,

à une époque où la plus singuliere méprise m'exposoit à la haine d'une partie de la nation & à l'envie de l'autre ; où je passois pour un courtisan vendu à la faveur, pour l'instrument ou même le moteur d'une révolution, tandis que j'étois le plus paisible, le plus retiré, le plus oublié des hommes, tandis que je m'interdisois avec plus de scrupule qu'aucun de mes confreres, non-seulement les affaires politiques auxquelles je n'ai jamais été appelé, mais les affaires privées dont mon état me fesoit un devoir & une nécessité de me mêler.

C'est avec ce mélange de bouffonneries, d'insinuations malignes & d'invectives grossieres qu'ils réussissoient à travestir quiconque n'étoit pas de leur parti en monstre dangereux ou en insecte

méprisable. C'est ainsi qu'ils parvenoient à faire regarder tous les vrais citoyens qui dédaignoient leur jargon mystique comme des ennemis de la vérité, & les cœurs vraiment humains qui détestoient les principes meurtriers de la science comme les destructeurs du bonheur public.

Ce qu'il y a de plus étrange, c'est que si jamais une cabale philosophique a mérité ces cruelles qualifications, il faut le répéter, c'est la leur. Au seizieme siecle, dans ce déluge de sectes qui déshonoroient & déchiroient la religion, il s'en éleva une d'anabaptistes, qui se flattoient de rendre service aux petits enfants, en leur ôtant la vie après le baptême, parce que par-là ils leur procuroient un bonheur sûr & inaltérable. Les économistes

ſont les anabaptiſtes de la philoſophie. Ils propoſent de tuer les hommes pour les rendre heureux. Ils diſent que le meilleur moyen de les garantir des beſoins, c'eſt de les faire périr de faim. Voici un petit abrégé de leur évangile.

Tout vient de la terre ; donc la culture des grains doit être l'unique objet de la politique.

La terre ne peut être cultivée que par des gens riches ; donc le gouvernement ne doit ſonger qu'à enrichir les cultivateurs.

L'opulence des cultivateurs ne peut être fondée que ſur le haut prix du grain ; donc le miniſtere doit travailler à hauſſer le prix du grain par quelque moyen que ce ſoit.

Le plus ſûr moyen de hauſſer le prix du grain, c'eſt de le rendre rare ; donc le gouvernement

doit en faciliter la ſortie, afin d'en diminuer la maſſe dans un royaume où il ſeroit trop dangereux de le laiſſer accumuler.

Si quelques compagnies ont réclamé contre cette opération, d'autres y ont applaudi, & ce ſont celles qui applaudiſſent qui ont raiſon.

La richeſſe ne conſiſte point dans la récolte, mais dans le *produit net*. Le *produit net* eſt le ſymbole de la croyance ſalutaire. C'eſt au *produit net* que doivent ſe rallier tous les partiſans de la ſaine doctrine. Quiconque croit au *produit net* eſt ſauvé : hors le *produit net*, point de ſalut.

Peu importe à l'état que ce ſoient des étrangers ou des citoyens qui faſſent le travail des moiſſons, & qui en emportent les ſalaires. La préférence eſt due

à la main qui ſe loue à meilleur marché. Comment le grand point eſt que le cultivateur ſoit riche, les choſes ſont dans le meilleur état poſſible, quand il vend ſes denrées au plus haut prix poſſible, & qu'il achete au plus bas prix poſſible les ſecours qui les lui aſſurent.

Les grandes fermes valent mieux que les petites ; en effet les premieres emploient moins d'hommes, coûtent moins en réparations & laiſſent plus d'argent, un plus grand *produit net* dans la poche du fermier.

Pour juger de la cherté du grain, ce n'eſt pas le prix d'un ſeul marché qu'il faut prendre, mais celui de tous les marchés que l'on connoît. On les additionne enſemble, on diviſe la ſomme par le nombre des mar-

chés, & le quotient donne le *prix moyen*, qui est le vrai prix du bled aux yeux du politique.

Ce calcul est susceptible de quelques petites difficultés : mais, pour les applanir, il n'y a qu'à donner une liberté indéfinie au commerce ; la liberté donnera l'équilibre, & justifiera le *prix moyen*.

Quiconque combat la liberté, est un ennemi des hommes, un *voleur* qui doit être livré à l'exécuteur *économiste*, M. Dupont, & supplicié par lui à petits coups, soit dans les *Ephémérides*, soit dans la suite de la *Phisiocratie*, soit dans les petites brochures que ce grand philosophe multiplie pour le bonheur de l'humanité.

Enfin, ceux qui gémissent de voir notre commerce détruit,

notre culture anéantie, nos journaliers réduits à s'expatrier, ou à mourir de faim, sont des barbares que la raison compatissante doit étouffer; & ceux qui prêchent le haut prix des denrées, qui travaillent à dessécher la génération présente, à anéantir les générations futures, sont des êtres chers au genre humain, des enfants de bénédiction, à qui l'univers doit des statues.

Tel est, en peu de mots, l'abrégé du *catéchisme économique.* Tels sont les principaux dogmes sur lesquels doit s'exercer la foi des initiés, & qui sont offerts à la crédulité des cathécumenes.

M. l'abbé ***, premier aumônier de la secte, l'Abubekre de ce nouvel Alcoran, est venu prêcher la soumission & le respect

pour ces vérités tout fraîchement révélées au maître. Il a débuté, dans l'exercice de son auguste ministere, par des tirades entiérement analogues à l'enthousiasme philosophique. C'est une chose vraiment étrange & pourtant curieuse que son avertissement dans le premier volume des Ephémérides de 1767.

C'est là que la science, le maître, l'ordre commencent à paroître sur la scene ; c'est là qu'on promet aux souverains de les louer, *toutes les fois qu'ils auront suivi les vrais principes de l'ordre* (page 29). C'est là que Pitagore, Socrate, Platon sont mis au nombre des docteurs en économie, à peu-près comme Moyse, Elie, & même, je crois, Adam, sont comptés par les Carmes parmi leurs confreres

(p. 21). C'est là qu'on félicite l'Europe d'approcher un peu de la sagesse Chinoise (ibid.) C'est là que le tableau économique, est comparé avec bien de la justice aux ridicules hiéroglyphes de Confucius, à ces prétendues figures dont je parlerai à la fin de cet écrit. Enfin, c'est là que l'auteur, reprenant précisément le ton de ces philosophes ambulants, qui offrent des illusions d'optique à la curiosité des enfants & des laquais, s'écrie : vous allez voir (dès que l'ordre sera établi, la science reconnue & ses disciplines adorés), vous allez voir, " d'un pole à l'autre, la „ terre sollicitée par les travaux „ assidus qui la rendent féconde, „ couverte d'habitants, de „ fruits, de troupeaux, de vil„ lages florissants, & de villes

„ magnifiques ; les arts, heu-
„ reux enfants de l'opulence &
„ du génie, embellissant les
„ empires & multipliant les jouis-
„ sances ; le commerce qui mar-
„ che avec eux, à la suite de
„ l'abondance, franchissant li-
„ brement tous les intervalles,
„ parcourant les côteaux & les
„ montagnes, les rivieres, les
„ fleuves & les vastes plaines de
„ l'Océan, pour communiquer
„ aux peuples divers les richesses
„ de l'un & de l'autre hémis-
„ phere, telles que la nature les
„ a produites, ou que l'industrie
„ les a fournies.

“ VOYEZ par-tout la paix, l'innocence & le bonheur habiter sous l'empire & la sauve-garde des loix depuis la cabane du berger jusqu'aux palais des princes ; le vice inconnu ou réprimé,

la vertu reſpectée ; la juſtice attentive, empreſſée à maintenir tous les droits ; le pouvoir ſuprême préſent en tous lieux, & veillant à l'exécution des devoirs ; la majeſté des ſouverains plus vénérable par la ſainteté des loix éternelles de l'ordre dont leurs commandements ne ſont que l'expreſſion, qu'impoſante par l'appareil de la puiſſance publique, qu'éblouiſſante par la pompe & par l'éclat dont leur trône eſt environné „.

“ VOYEZ ſe concentrer en eux toutes les volontés, toutes les forces phyſiques & morales de la ſociété ſe former pour eux un patrimoine intimement & indiviſiblement uni aux propriétés foncieres, qui ſont elles-mêmes le lien ſocial ; leurs intérêts aſſociés imperturbablement au bien

de l'état, leur opulence & leur grandeur nécessairement proportionnées à la propriété publique.

" VOYEZ s'étendre, depuis le trône jusqu'aux extrémités des empires, les rayons bienfaisants de l'autorité tutélaire „.

" VOYEZ les organes incorruptibles de la justice par essence ne recevoir & n'exécuter que les loix, rejetant avec horreur les volontés transitoires, erronées, iniques & destructives, inspirées par l'orgueil ou la cupidité; faisant régner, moins encore par leur pouvoir que par leur exemple, l'équité, les mœurs & le patriotisme „.

" VOYEZ enfin les peuples de l'un & de l'autre monde, éclairés des lumieres d'une philosophie profonde & salutaire, abjurer à

jamais leurs antiques erreurs ; éteindre le feu des diſſenſions, étouffer les germes cruels de la guerre, & conſpirer unanimement au bonheur de l'eſpece humaine ; ſans jalouſie, ſans rivalité, ſans combats, mettant déſormais toute leur gloire à ſe montrer plus ſages, plus heureux, plus habiles & plus bienfaiſants envers l'humanité. Quel eſt le mortel aſſez inſenſé pour n'être pas touché d'une ſi belle idée „?

Eh, mon ami, renferme ta lanterne magique, finis ta ridicule nomenclature. Quel eſt le mortel aſſez ſtupide pour ſe flatter de voir jamais ſe réaliſer de ſemblables illuſions ? Quel eſt l'homme aſſez ſot pour croire de bonne foi que l'ordre, la ſcience, & tous les docteurs du monde ôteront aux grands leurs paſſions, aux

aux petits leurs besoins, au travail la peine qui l'accompagne, au luxe les vices qui en sont inséparables, à la société l'inconvénient qui en fait le caractere fondamental, celui de ne consister qu'en privations & en jouissances? quel sera l'homme assez charlatan, assez audacieux, pour oser parler de villes magnifiques sans malheureux, d'édifices superbes sans chaumieres, de loix sans abus, de productions sans destructions, d'ordre sans désordre? toutes ces sottises romanesques sont bonnes dans l'île d'Eldorado ; mais est-ce à des hommes réels, à des hommes raisonnables, qu'on doit présenter de pareils fantômes?

Si tout ce qui peut appartenir à des hommes sur la terre ou dans son sein étoit également réparti

entre tous ceux qui l'habitent, il n'y en auroit aucun de pauvre, il n'y en auroit aucun de riche, mais dès l'inſtant où l'inégalité s'introduit, dès le moment où l'opulence eſt connue, il faut auſſi que l'indigence le ſoit. Il ne ſe forme pas de nouveaux tréſors en faveur de la claſſe qui acquiert la ſupériorité : ſon ſuperflu ne ſe forme que du néceſſaire qu'elle ravit aux autres. L'aiſance qu'elle s'attribue n'eſt formée que des portions ſouſtraites à ſes voiſins. Enfin pour parler le langage géométrique ou philoſophique du ſiecle, ſi les hommes qui couvrent la ſurface de ce globe ſont repréſentés par cent & les objets de leur jouiſſance auſſi par cent, & que dix des premiers réuniſſent excluſivement ſous leur main 90 des ſeconds, il faudra

bien que les 90 êtres dépouillés par cette opération se contentent entre eux tous des co-portions qui restent, & par conséquent qu'ils soient malheureux en raison, de ce que le bonheur ; c'est-à-dire, la jouissance de leurs rivaux se multiplie.

Voilà l'emblême de la société & le tarif, s'il est permis de le dire, d'après lequel il faut apprécier toutes les spéculations politiques ; celles qui tendroient à rétablir une égalité parfaite entre les hommes seroient autant d'absurdités, parce qu'elles tendroient aussi par là au bouleversement absolu des liens sociaux. Leur but unique doit être, en maintenant cette inégalité cruelle qui en fait l'essence, de l'adoucir autant qu'il est possible, d'assurer aux classes inférieures qui suppor-

tent tout le fardeau de la société, la seule espece de dédommagement qui peut les consoler des privations auxquelles elles sont condamnées.

Or, quel est-il ce dédommagement? c'est la subsistance : c'est la facilité de vivre, facilité qui tourne plus encore au profit des classes supérieures qu'à celle des autres, puisque c'est à elle qu'elles doivent les bras laborieux qui entretiennent leur quiétude, & qu'après tout des hommes qui consentent à vendre tout le fruit de leur existence, sans y mettre d'autre condition que de ne pas mourir de faim, ne sont pas des serviteurs bien chers. C'est à ce marché si avantageux, à l'opulence que le systême des économistes porte la plus funeste atteinte.

Avant que de le refuter, avant que d'examiner le culte ne faudroit-il pas apprécier l'idole ? Nous allons avoir à parler beaucoup de bled & de pain. N'est-il pas permis avant tout d'aprofondir ce que c'est ? Ne devrions-nous pas chercher si l'un est réellement, comme on le dit, un bienfait précieux de la nature, & l'autre une ressource estimable en politique.

DU PAIN
ET
DU BLÉD.

CHAPITRE PREMIER.

Du pain combien il y a peu d'hommes qui en fassent usage.

DANS un petit écrit publié il y a quelques années, je me suis avisé de dire que le pain considéré comme nourriture, est bien inférieur au riz. « Nous vivons de

» pain, diſois-je, nous autres occiden-
» taux ; notre exiſtence dépend de
» cette drogue, dont la corruption eſt le
» premier élément, que nous ſommes
» obligés d'altérer par un poiſon pour
» la rendre moins mal-ſaine, dont
» l'apprêt eſt ſujet à tant d'appareil,
» & qui depuis l'inſtant où la malheu-
» reuſe graine qui en fait la baſe eſt
» cachée dans le ſein de la terre, juſ-
» qu'à celui où un boulanger l'étale
» ſur ſa boutique, exige les plus grands
» travaux, ainſi que la plus cruelle
» dépendance. Elle eſt plus meurtriere
» encore cent fois par les monopoles &
» les abus qu'elle néceſſite, qu'utile par
» la propriété qu'elle a de ſervir d'ali-
» ment ».

On s'eſt efforcé dans quelques brochures de rendre ridicule ce peu de mots, & rien n'étoit moins difficile. Il n'y a point d'idée qui prête plus à la plaiſanterie au premier coup d'œil.

Il n'y a rien de ſi aiſé que de faire paroître abſurde le ſyſtême d'un homme qui regarde le pain comme un poiſon, qui félicite le peuple à qui la providence a caché le fatal ſecret de moudre & de paîtrir le froment.

Mais quels éclats de rire ſe ſont élévés auſſi à la premiere theſe où l'on a ſoutenu la circulation du ſang. Combien Gui-patin s'eſt-il permis de mots méchants ſur l'émétique, & ſes inventeurs! Cependant la découverte d'Harvée eſt aujourd'hui un axiome en médecine, & l'antimoine modifié eſt devenu une de ſes plus puiſſantes reſſources. Je ne ſais pas ſi mon opinion ſur le pain fera la même fortune, mais je ſais bien qu'elle n'eſt pas moins ſolide.

D'abord nous ſommes dans l'idée que c'eſt le ſeul aliment convenable à notre nature, & que le genre humain périroit s'il en étoit privé. Ce-

pendant il eſt de fait que le plus grand nombre de hommes n'en connoît pas l'uſage, & que chez ceux qui l'ont adopté, il ne produit que de pernicieux effets (*a*). Dans toutes les îles de l'Amérique, & même dans le continent,

(*a*) Qu'il me ſoit permis de faire à ce ſujet une obſervation qui n'eſt pas déplacée. Toutes extraordinaires, toutes bizarres que paroiſſent mes idées, elles ne laiſſent pas que de frapper bien des hommes éclairés & même des écrivains qui les adoptent ſans bruit, ſans même oſer en déſigner la ſource. Par exemple à peine eus-je publié mes lettres ſur la Théorie des Loix, où je préſentois mon opinion ſur le mérite du pain conſidéré comme aliment, que dans un ouvrage intitulé *queſtions ſur l'Encyclopédie*, imprimé par parties, il parut un article pain où cette opinion eſt repriſe & aſſez bien développée. L'auteur, il eſt vrai, ne va pas auſſi loin que moi. Il ſe contente de remarquer combien il s'en faut que cette denrée ſoit d'un uſage univerſel parmi les hommes. Je n'avois guéres dit que cela non plus dans les lettres ſur la Théorie des Loix, mais ici je prouve combien il eſt dangereux pour ceux même qui en font leur principale nourriture. Peut-être cet écrivain me ſera-t-il la grace d'adopter ce principe quand il aura vu com-

excepté quelques cantons du Paraguay & du Pérou, je vois qu'il n'y a de bled que celui qu'on y porte d'Europe, en épi ou en farine ; il y sert même bien moins à la nourriture qu'à la délicatesse : c'est une friandise, & non un aliment.

Les negres, les Indiens, tous les

---

ment j'en démontre la solidité. Il le fortifiera sans doute par de nouveaux arguments & il augmentera par là ma reconnoissance.

De même il a paru, il y a quelque temps dans l'année littéraire une lettre où une brochure, intitulée l'A, B, C, étoit un peu maltraitée à mon occasion. Je ne la connoissois point; cette lecture m'a donné envie de la lire. J'y ai en effet reconnu le plus grand nombre de mes idées sur les docteurs en droit public, sur l'Esprit des Loix, & même sur le despotisme Asiatique. Je me suis réjoui d'avoir un compagnon, de voir que je n'étois pas le seul qui découvrît la vérité & qui eût le courage de la dire. J'ai pardonné à l'auteur en faveur de sa fermeté d'avoir oublié de me citer en s'appropriant mes découvertes. J'ai appris depuis que cet ouvrage étoit de M. de Voltaire, & alors je me suis enorgueilli d'avoir fait un pareil prosélyte.

blancs pauvres, & même la plupart du temps les riches, vivent de cassave, de plantains, de bananes, qui en est une espece, de maïs, de légumes de toutes sortes. Ils ne s'apperçoivent que le pain leur manque, que dans le temps où l'impossibilité d'en tirer à cause de la guerre, le leur fait desirer comme les autres superfluités de notre hémisphère; il ne leur devient alors précieux, que parce qu'il est rare & & cher.

C'est la même chose dans toute l'Asie. J'ai lu, quelque part dans un écrit économique, qu'actuellement encore *les plus beaux bleds de l'univers* croissent dans cette partie du monde. Il est pourtant très vrai que cette plante n'y est qu'un pur objet de curiosité & de luxe, & non pas de consommation. L'auteur a été trompé apparemment par le nom de bled de Smyrne, que porte une espece de froment plus gros

& plus hâtif. Mais elle ne vient pas plus des échelles du levant que *il mal Francese* à Naples ne vient de Paris.

En Turquie, en Perse, dans toute la Moscovie, à la Chine, au Japon, dans cette immensité des prétendus déserts de la Tartarie, qui sont pourtant remplis d'hommes, on ne vit que de riz habituellement, quelquefois de millet, mais toujours des productions propres à fournir une bouillie mangeable sans apprêts, & non pas de ce composé fatigant, coûteux, gênant en tout sens, que nous appelons pain.

En *Afrique*, j'avoue que l'*Egypte* & la *Barbarie* fournissent d'abondantes moissons; mais outre que la dépopulation & l'indigence de ces cantons, si fameux encore aujourd'hui par leur commerce en bleds, ne prouvent pas la salubrité de cette production considérée, soit comme aliment, soit comme denrée négociable, ces deux

états, malgré leur étendue, ne font qu'un point fur l'immenfité de l'Afrique. Depuis le canal de Mozambique jufqu'aux Canaries, vous ne trouverez pas une charrue, pas un laboureur. La pêche, la nourriture des beftiaux, la chaffe, les fruits fourniffent la fubfiftance à toutes ces nations, & il y en a de confidérables, & elles font libres, & elles font heureufes. Les efclaves qu'elles nous fourniffent ne prouvent que l'indignité de notre avarice, & la facilité avec laquelle, dans tous les pays, les petits font la victime des paffions des grands.

Enfin, entre les deux tropiques, point de bled ni de pain. Paffé le 60e degré de longitude, & avant le 25e de latitude, point de bled ni de pain. Pour appercevoir le petit coin de terre où fe cultive & fe confomme cette plante fatale, il faut paffer le tropique du cancer; il faut venir fe

confiner dans notre petite Europe.

C'eſt-là que, dans l'eſpace d'environ quarante degrés, ſe trouve bornée la culture du bled, que nous croyons fiérement être le ſeul aliment compatible avec la dignité du genre humain : & encore, combien de peuples, combien d'individus qui en ſont privés, dans cet eſpace même où il ſemble ſi néceſſaire !

En Eſpagne, combien d'hommes qui ne vivent que de châtaignes, que d'une eſpece de glands qui en approchent ! En France, combien de laboureurs qui ne ſubſiſtent que de ſarraſin, comme dans la Champagne, que de millet, comme dans le Poitou, &c ! En Allemagne, combien qui ne mangent que des pommes de terre !

Les Anglois & les Hollandois eux-mêmes, ſi grands commerçants en bled, s'en défient comme d'un poiſon. Ils ne ſemblent goûter au pain que

pour rendre hommage à la mode. Enfin, ſi lon avoit la patience de faire à ce ſujet un calcul bien minutieux & bien exact, de 900, 000, 000 d'hommes qui, dit-on, peuplent la ſurface de la terre, on en trouveroit peut-être à peine 50 qui vécuſſent de bled : & voilà l'aliment univerſel ! voilà l'important objet de ſubſiſtance, auquel les gouvernements doivent tout ſacrifier, ſur lequel toutes les ſpéculations politiques doivent porter !

CHAPITRE II.

Que le pain est de toutes les productions la plus penible à cultiver, à recueillir, à conserver. Combien le riz est préferable.

SI vous cherchez maintenant la cause de ce discrédit général auquel le pain est condamné, vous la trouverez aisément dans les fatigues qui précedent la culture du bled, dans les dangers qui en accompagnent la croissance, dans les travaux qui sont attachès à sa préparation.

Avant que de le semer, il faut fumer la terre, la retourner, lui donner trois façons, & quelquefois quatre. A peine est-il germé, que les mulots, les vers, des insectes de toute espece

l'attaquent & font trembler le laboureur. Les gelées, les inondations le déracinent, ou le font périr. La moindre pluie, dans la fleur, le fait couler; la nielle le consume; la grêle le coupe; trop d'abondance le fait verser & le rend stérile. A-t-il échappé à ces dangers? Offre-t-il enfin à l'œil du spectateur des flots ondoyants qui réjouissent le propriétaire? Il faut le scier, le faire retourner, le faire sécher, le mettre en bottes; & dans cet état même une pluie un peu longue peut le gâter, le faire germer dans l'épi.

Est il dans la grange? Il faut le soumettre au fléau, l'arracher par des efforts violents de l'asile où la nature l'a caché.

Est-il battu, vanné, criblé, réuni en morceaux? vous croyez peut-être qu'il ne s'agit plus que d'y porter la dent pour s'en nourrir? Il est bien loin

encore de pouvoir servir d'aliment; il faut le porter au moulin : après lui avoir fait subir l'action des meules, il faut le saſſer, le blutter.

Eſt-il en farine ? il faut le pêtrir, y introduire un mélange de pâte aigre & infecte, ſans laquelle il n'auroit, dit-on, point de goût: & encore faut-il que ce mélange ſoit gouverné avec la plus parfaite diſcrétion. Trop foible, il laiſſe au pain une peſanteur dangereuſe. Trop fort, il lui communique une aigreur dégoûtante.

On l'enfourne. Deux bâtons brûlés de trop l'expoſent à être converti en cendres, ou du moins en une maſſe amere, qui n'aura ni ſuc ni ſubſtance.

Je ſuppoſe que tous ces inconvénients ſont prévus & évités. Enfin le four s'ouvre, & vous livre une compoſition aſſez agréable au goût, je l'avoue, quand elle eſt nouvelle, mais qui acquerra bientôt la dureté de la

pierre & l'insipidité du sable, si elle est à l'abri de l'humidité, ou que la moisissure va couvrir en huit jours dans le cas contraire ; les animaux même n'en voudront plus, dès que la fermentation ou la sécheresse l'auront réduite à l'un de ces deux états. Voilà l'histoire naturelle de cette admirable denrée, que nous avons appelée pain.

Voulez-vous pousser plus loin celle du bled qui le fournit ? Votre dessein est-il de le conserver, ou en farine, ou sous l'écorce dont la nature l'a revêtu ? Sous l'une ou sous l'autre forme, sans les plus grands soins, sans les mouvements les plus violents, sans une assiduité & des fatigues éternelles, il s'échauffe, il contracte un goût putride qui annonce ou développe ses qualités malfaisantes : les insectes le dévorent : il germe dans le grenier même. Le malheureux propriétaire qui s'est cru riche, voit, un matin,

avec déſeſpoir, ſon tréſor changé en pouſſiere, ou converti en une maſſe corrompue, que la police ſe hâte avec raiſon de proſcrire, à moins qu'un crédit ſupérieur ne lui impoſe ſilence, & ne condamne cent mille hommes à être empoiſonnés, pour épargner une perte de quelques écus à un riche imprudent.

Ces procédés ſont auſſi indiſpenſables qu'aſſujettiſſants. Ils tiennent le cultivateur dans des entraves éternelles, le propriétaire dans des craintes non interrompues, le conſommateur dans des embarras & une dépendance ſans fin.

A cette culture accablante, comparez maintenant celle du riz. Pour préparer la terre à le recevoir, il ſuffit de la mouiller : un ſimple bâton ſert alors de charrue : vous dépoſez vos graines dans les creux que vous faites dans la boue, & vos ſemailles ſont finies.

A meſure que le riz s'éleve, vous faites remonter l'eau. Elle lui ſert alors d'enveloppe autant que d'aliment. Tandis qu'elle ſubſtante & fortifie la racine, elle garantit la tige des inſectes, des injures de l'air, & de tous les accidents extérieurs.

Eſt-il mûr? vous l'arrachez ſans peine du terrain vaſeux où il a pris ſa naiſſance. Une manipulation peu pénible le détache de l'épi & de la coſſe intérieure qui l'enveloppe plus immédiatement.

Pour le manger, vous n'avez beſoin ni de l'appareil des moulins, ni des préparatifs ruineux de la boulangerie. Une marmite, un feu doux, une légere ébullition vous fourniſſent un aliment auſſi délicieux que ſalutaire.

Son exceſſive dureté le rend inacceſſible aux attaques des inſectes. Cette même propriété, qu'il doit à ſa conſiſtance compacte & ſerrée, le ga-

rantit de la fermentation. Vous le conſervez, vous le tranſportez ſans inquiétude & ſans danger. Sous un moindre volume, il renferme un beaucoup plus grand nombre de parties nourriſſantes ; avantage qu'il tient du fluide dans lequel il eſt né, & qui contenant en plus grande abondance que la terre les ſucs nutritifs, les prodigue avec plus de profuſion à une plante qui lui ſemble particuliérement conſacrée.

Et vous êtes ſurpris que les $\frac{19}{20}$ du genre humain la préferent à votre malheureuſe petite production ſeptentrionale qui ſemble appeler la faim, au lieu de la chaſſer, qui paroît à ſes funeſtes propriétés être un préſent fait par la nature dans ſa colere, & dont l'épi contient plus de malheurs peut-être encore que de grains !

Vous obſervez que la culture du riz eſt mal-ſaine, parce qu'elle change les

champs en marais, & que les vapeurs en peuvent devenir contagieuſes ; mais celle du bled eſt-elle plus ſalutaire ? Si le labour qui ouvre les ſillons n'a rien de mortel, en eſt-il de même de la moiſſon qui les dépouille ?

Ce travail exceſſif à la plus grande ardeur du ſoleil, cette attitude courbée qui arrête la circulation, qui met toutes les parties du corps dans une tenſion violente, qui force à reſpirer les exhalaiſons que la chaleur tire de terre ; ces nuits paſſées à la roſée après la ſéchereſſe brulante du jour ; cette ſoif appaiſée ou plutôt eludée par des torrents d'eau ſouvent fangeuſes qui par ſa crudité cauſe la fievre, & par ſa peſanteur détruit l'eſtomac, croiez-vous que tant d'inconvenients funeſtes ne l'emportent pas ſur l'humidité marécageuſe que le voiſinage de la moiſſon peut communiquer à l'air pendant quelques jours dans

dans les plaines où le riz ſe recueille.

A tous ces avantages qu'a le riz ſur bled, il en faut joindre encore un qui ſeul les vaudroit tous. Outre que le riz eſt le plus ſubſtantiel des aliments, c'eſt auſſi le moins coûteux. Dans nos contrées même où il ne croît point, où il ne ſe tranſporte qu'à grands frais, où l'incertitude du débit en augmente la valeur, où au lieu de garnir les marchés, il eſt relégué dans les boutiques des droguiſtes & vendu en détail preſque comme les épiceries les plus précieuſes, on en vit encore à meilleur marché que des plantes indigenes recueillies ſur nos ſillons. Il fait les délices du riche dans l'abondance, & la reſſource du pauvre dans les famines.

L'œconomie qui preſide à la nourriture du ſoldat trouve ſon profit à ſupléer par des diſtributions journalieres de riz aux fournitures qui coûte-

roient trop cher ſi on les feſoit entiè-rement en pain. A ſa ration de farine petrie cuite au four avec des embarras, qui font ſouvent échouer les projets les mieux concertés on y joint pendant la guerre une once de riz qu'il fait cuire, qu'il aſſaiſonne lui même ſans frais & ſans préparatifs.

On la lui retranche, il eſt vrai, à la paix parce qu'apparemment eſſuyant moins de fatigues, on lui ſuppoſe un moindre beſoins de nourritures. On traite ſa force comme ſon fuſil qu'on laiſſe repoſer dans un magazin juſqu'au moment de s'en ſervir de nouveau, mais cette étrange ſupreſſion n'empêche pas qu'il ne réſulte de la livraiſon du riz ſur la quelle elle tombe une preuve inconteſtable de ce que j'ai avancé que le riz étoit tout à la fois plus ſubſtantiel & moins coûteux, même dans nos climats, que le pain.

Qu'eſt-il donc en Aſie, en Afrique,

dans tous ces lieux où on le recueille où il se consomme sur la terre qui l'a produit ? Il y est le plus simple, le plus bienfaisant de tous les aliments, la plus sûre & la plus facile ressource de l'indigence. En tout pays, sous tous les climats, il est donc préférable au pain.

CHAPITRE III.

Que l'usage du pain est contraire à la liberté & à la population.

De toutes les matieres que l'estomac de l'homme peut digérer sans se détruire tout d'un coup, il n'y en a peut-être pas qui soit plus dangereuse que le pain. Il l'est au physique, il l'est au moral, il l'est à ne l'envisager que du côté de la politique.

Au Physique, il fait un sang epais qui circule avec peine qui se corrompt aisément. Tout le monde en convient. Un des plus célebres aphorismes de medecine, c'est que l'indigestion en est mortelle; si l'excès en est nuisible à ce point, il est difficile de croire que l'usage en soit bien salubre.

On demande comment il eſt poſſible que tant de millions d'hommes puiſſent vivre avec une drogue ſi meurtriere. On pourroit répondre par l'exemple de Mithridate qui étoit parvenu à digérer les poiſons, par celui du manioc dont le ſuc eſt un venin qui tue, & la partie farineuſe un aliment dont on ſe nourrit. L'habitude dénature tout. Nos corps ſont des milieux ſuſceptibles de toute ſorte de modifications; mais qui ſe detruiſent à la longue par celles qui ſont contre leur nature même, en y réſiſtant.

On lit dans les voyageurs qu'il y a une nation en Afrique qui ne vit que de ſauterelles. Cette nourriture corrompt le ſang de ceux qui en uſent, au point qu'avant quarante ans leurs membres tombent en pourriture, & qu'ils expirent après avoir été tout vivants rongés des vers. Voilà l'emblème du pain conſidéré phyſiquement

& l'explication de l'indolence qui nous le rend néceſſaire.

Quant au moral, je vois que l'eſclavage, l'accablement d'eſprit, la baſſeſſe en tout genre dans les petits, le deſpotiſme, la fureur effrenée des jouiſſances deſtructives, le mépris des hommes dans les grands, ſont les compagnes inſéparables de l'habitude de manger du pain, & ſortent des même ſillons où croît le bled.

Je vois qu'en Aſie, & dans tous les lieux où il n'a point pénétré, les mœurs ſe ſont conſervées ſimples, les gouvernements juſtes & la vie douce, même pour les dernieres claſſes de la ſociété, ou plutôt ſur-tout pour elles.

Je vois au contraire, qu'en Europe, leurs chaînes ſont devenues intolérables, en raiſon de l'accueil que l'on a fait à l'agriculture ; que c'eſt, de tous les pays du monde, celui où le

pauvre eſt le plus effectivement dans l'eſclavage. Les eléments même y ſont ſerfs, les matelots ſont claſſés, les ſoldats ſont forcés de ſe faire tuer ſous peine de mort, les ouvriers ne peuvent faire uſage de leurs bras qu'avec des patentes ; l'air, l'eau ſont enchaînés ; la mer, le plus indépendant, le plus indomptable des êtres, eſt ſoumiſe à des réglements. Ils ſont étendus ſur ſes rivages, comme des filets deſtinés à ſurprendre, ſinon les poiſſons, au moins les hommes qui ont l'imprudence de s'en approcher.

Et l'origine de l'eſprit qui a engendré ces fers de tant d'eſpeces, je la retrouve dans la contrainte éternelle, à laquelle notre agriculture ſoumet le cultivateur & le conſommateur.

Le premier eſt lié à la terre, par le cercle non interrompu de ſes travaux, par ſes craintes, par ſes eſpérances. Le ſecond ne l'eſt pas moins par la

modicité de ſon ſalaire, que l'avarice a combiné de maniere qu'il équivaille à peine à ſa ſubſiſtance ; par ſes préjugés qui lui font croire qu'il ne peut exiſter qu'avec du pain, qu'il périroit s'il faiſoit uſage de toute autre eſpece d'aliment ; par ſon indigence, qui lui ôte le moyen de faire des proviſions, qui le réduit à ne manger qu'autant qu'il travaille & qu'il eſt payé, & qui l'aſtreint par conſéquent à des fatigues au-deſſus de ſes forces dans les jours où il trouve de l'occupation : tandis que le repos forcé des jours d'oiſiveté, augmente encore ſon épuiſement au lieu de le réparer, à cauſe de l'inanition & du déſeſpoir qui l'accompagnent.

De-là réſulte pour tous deux cet état habituel d'angoiſſe qui les flétrit, cet anéantiſſement abſolu qui éteint les facultés de leur ame, qui les rabaiſſe

vers la terre, comme les animaux associés à leurs manœuvres.

D'un autre coté, le riche, maître du sol, & de l'unique denrée dont les hommes veuillent se nourrir, s'en prévaut. Il en fait l'objet de ses spéculations. Il profite de la nécessité factice, dont on la suppose, pour en surhausser le prix.

Ce n'est que de nos jours qu'on a osé ériger le monopole en art & le secret de perpétuer les famines en vertu : mais dans tous les temps, le bled a produit, avec les charansons qui le le consument, des marchands adroits, qui ont tâché de tirer leur fortune de la variation des prix qu'ils savoient faire naître. De-là, je le répete, la dépendance avilissante des petits, & l'endurcissement inhumain des grands.

Ceux ci, une fois accoutumés à regarder la faim des autres comme une source de richesses pour eux, n'ont

plus connu d'excès déshonorants, ni de maniere de jouir criminelle : de-là, peu-à peu, cet abus des productions de la nature, déguisé sous le nom de progrès des arts : de là cette mollesse qui énerve les particuliers & les empires : de-là cette profusion des ressources en tout genre qui constitue ce qu'on appelle le luxe, & n'a jamais été, comme je le dis encore, que dans les pays où il y a du froment, des moulins & des boulangers.

Enfin, quant à la politique, ces inventions ne sont pas moins dommageables. S'il est vrai, comme on n'en sauroit douter, que la puissance solide d'un prince consiste dans le nombre de ses sujets, on ne peut rien imaginer de plus absurde que l'usage exclusif d'une denrée qui livre au besoin & à la mort une partie du peuple au moment où elle vient à manquer, ou seulementt à changer de valeur.

La nature eſt pleine de ſubſiſtances préférables en tout ſens, n'y eût-il que la pêche. Les eaux en général, & ſur-tout la mer, ſont une vaſte campagne, qui offre des moiſſons inépuiſables; on n'y a que la peine de recueillir, & jamais celle de ſemer. La proie y va au-devant de la main qui la cherche. Elle s'accumule, elle s'entaſſe, pour ôter à la mal-adreſſe même la poſſibilité de la manquer. Elle fournit une nourriture plus légere, & cependant plus ſolide que le pain, plus favorable à la population. La pêche eſt donc bien au-deſſus de l'agriculture. Elle devroit lui être préférée.

Du moins, ſi elle étoit autant encouragée, autant eſtimée, elle deviendroit un de ſes plus utiles ſuppléments. Dans les temps de famine, on vivroit de poiſſon ſans dégoût & ſans dépenſe. La compaſſion du gouvernement pour la partie ſouffrante

du peuple, feroit plus fructueufe.

On a vu quelquefois la police, ou attendrie, ou alarmée des cris de la multitude, prendre fur elle de faire enfoncer les magafins, & de remplir les marchés, aux dépens des propriétaires : mais cette abondance forcée, au lieu de guérir le mal, ne fait que l'augmenter. Les monopoleurs rachetent à bon marché le bled qu'on vend malgré eux. Le peuple n'y gagne qu'un inftant de foulagement ; & les murmures qu'excitent les mefures que prennent les monopoleurs pour fe mieux cacher, rendent enfuite la difette plus dure & plus conftante.

On a vu d'autres fois des princes généreux acheter du grain cher, & le vendre à perte. Cette opération eft plus douce, mais elle n'eft pas plus utile. Elle a le même inconvénient. Le pauvre, qui ne peut fournir qu'à fa fubfiftance journaliere, voit ce fecours paffager abforbé fans en avoir

joui. C'est encore le riche qui se l'approprie & qui en abuse pour se faire payer du moment où il a été forcé de fermer ses propres greniers. Le bled fourni par l'humanité, retourne dans les prisons de l'opulence; il n'en sort plus qu'avec un passe-port de l'avarice; & l'indigent, victime de la compassion même qu'il inspire, doit sa perte précisément aux moyens imaginés pour le secourir.

Distribuez du poisson, au lieu de bled, & cet inconvénient disparoît. La conservation en est difficile, limitée, désagréable. La consommation sera la mesure de l'empressement. Le riche fuira l'odeur huileuse, attachée aux fruits de cet acte de bienfaisance; & le pauvre, moins délicat, s'applaudira de rester seul à tendre la main pour les recevoir.

On prétend que l'agriculture, c'est-à-dire, dans le langage économique,

l'art de faire venir du bled pour en tirer du pain, eſt le ſeul ſecret d'avoir beaucoup d'Hommes. Cela n'eſt pas vrai. Il n'y a point de pays ſi peu peuplés, que les plaines proſtituées au labourage. Il ſemble que cet art funeſte porte avec lui la ſtérilité qu'il combat, & qu'il tue les hommes, en multipliant leurs ſubſiſtances.

Comparez, pour la population, la Picardie, la Beauce, toute couvertes de moiſſons dorées, à la Normandie, au Poitou, qui n'ont preſque que des pâturages & des vergers, à la bonne partie de la Champagne qui n'a que des vignobles. Dans celles-ci, vous trouverez les villages entaſſés les uns ſur les autres; vous découvrirez de toutes parts une nature riante & animée; vous verrez les richeſſes & les hommes ſe multiplier comme les arbres qu'ils taillent, & les beſtiaux qu'ils régiſſent.

Dans les autres, vous vous croyez à chaque inftant tranfplanté au milieu d'un défert. Des efpaces arides, des plaines defféchées, des habitations rares & ifolées, des bâtiments de boue, où tout annonce l'indigence & la faim, font des fignes trop vifibles du fléau qui les défole. Quelques meules de grains difperfées çà & là dans les campagnes, ne paroiffent indiquer des marques d'abondance, que pour faire un contrafte plus frappant avec la mifere à laquelle font en poie les mains qui les ont recueillies (*a*).

Si nous fortons de la France, nous

(*a*) Il n'y a rien de fi peuplé que le voifinage des rivieres, leurs bords font par-tout occupés par des prairies ou des vignobles. Voyez la Seine, la Marne, l'Aine, la Loire, la Garonne, le Rhin, la Mofelle, le Rhône, la Saone, &c. S'il y a quelques endroits où le terrain ait paru plus favorable à la culture du bled, vous pouvez être certain de voir fur le champ la population diminuer, & les villages fuir.

remarquerons que la Hollande & la Suiſſe, les deux pays du monde les plus peuplés; ne ſont point des pays d'agriculture.

Quoi qu'on en diſe, il en eſt de même de l'Angleterre. Elle n'eſt rien par ſes terres à bled. Il n'y a pas à Londres, & dans ſes autres ports, qui ſont à-peu-près toute la nation, un quart des habitants qui vivent du ſol. C'eſt le commerce qui les nourrit, comme en Hollande.

En Suiſſe ce ſont les pâturages & les manufactures.

L'Allemagne, la Pologne, tout le Nord n'a fourni ces immenſes peuplades qui ont ébranlé, & enfin détruit l'empire Romain, que quand ces contrées avoient beaucoup de chaſſeurs, beaucoup de pâtres, & pas un laboureur. Depuis que leur ſol a été fertiliſé par la charrue; depuis que les ports de la mer Baltique ont été regardés

comme des greniers inépuiſables, la fécondité qui rendoit les nations ſeptentrionales ſi puiſſantes, s'eſt tarie. Cette grande fabrique d'hommes a ceſſé de fournir les eſſains nombreux qui portoient par-tout la terreur & les ravages.

L'Afrique eſt en général peu peuplée ; mais perſonne n'ignore que, de toutes les contrées habitables de cette partie du monde, l'Egypte & la Barbarie ſont les moins habitées.

Enfin, quelque part que vous jetiez les yeux, vous trouverez dans le fait la réfutation de cet axiome ſi impoſant des *économiſtes*, que *la population eſt toujours en raiſon des ſubſiſtances*, c'eſt à dire, ſuivant eux, de la reproduction des grains. Vous vous convaincrez au contraire, que la charrue ouvre le tombeau de notre eſpece, en traçant les ſillons où le bled va croître. Cet inſtrument, regardé par tant d'eſ-

prits peu attentifs comme l'emblême de la paix, de la fécondité, est peut-être encore plus redoutable pour le genre humain, que l'épée qui en suspend l'exercice.

Si vous êtes jaloux d'une population nombreuse, la pêche, les prés, les bois, sont les moyens de subsistance qu'il faut favoriser. Si vous êtes jaloux de gouverner une peuplade heureuse, qui ne se consume point à des travaux mal sains, qui respecte son maître sans le redouter, qui ne connoisse point le joug avilissant de la richesse, ni le tourment meurtrier de la faim, apprenez-lui à ne tirer ses aliments que de la pêche, des prés & des bois.

Je le répete, c'est le luxe qui nécessite le pain ; & il le nécessite, parce qu'il n'y a point de genre de nourriture qui tienne plus les hommes dans la dépendance : mais il ne songe pas qu'il

n'y en a point auſſi qui en diminue autant le nombre, & en empêche plus ſûrement la reproduction.

Un pays de pâturage eſt néceſſairement plus peuplé qu'une campagne à bled. La terre en pré rend réellement plus en ſubſtance que la terre à labour, & tout ce qu'elle rend tourne à la ſubſiſtance des hommes. Ils boivent le lait. Ils mangent la chair des beſtiaux qui ont conſumé l'herbe. Ce ſont pour ainſi dire, des marmites vivantes dans leſquelles ils ont fait cuire, & préparer ſans fatigue & ſans dépenſe cet aliment inſipide par lui-même.

C'eſt-là, c'eſt dans les prairies que les hommes ont du loiſir & de la gaieté. C'eſt-là qu'ils font des églogues, qu'ils chantent l'amour & la liberté. C'eſt-là que le nom de payſan n'eſt point une injure, & que leur eſprit ſe fortifie par le repos du corps, au-

lieu qu'une ſombre triſteſſe couvre les plaines déchirées par le ſoc. Un abrutiſſement honteux en accable le conducteur. Ni le plaiſir, ni le raiſonnement ne ſont faits pour lui, & s'il n'avoit l'habitude de marcher ſur deux pieds; vous auriez ſouvent peine à le diſtinguer des animaux qu'il dirige.

Tout bien conſidéré, le principe que j'ai avancé eſt donc vrai. Vu du côté de la politique, le bled n'eſt pas moins pernicieux qu'au moral & au phyſique. Jamais hommes n'ont été moins en état de travailler à la population que ceux qui mangent du pain.

Cependant, je le ſais bien, nous ne nous corrigerons pas de l'habitude d'en manger. Toutes nos nations Européennes ſont diviſées en deux claſſes, l'une qui travaille à le produire & qui le débite; l'autre qui le conſomme & qui l'achete. C'eſt de tous les commerces celui qui a le plus

d'activité, & même d'influence ſur ce qu'on appelle le bonheur ou le malheur du peuple. Voyons donc par quels principes il doit être dirigé pour produire de bons ou de mauvais effets.

CHAPITRE IV.

Du commerce des bleds. Que ce n'eſt point à tort que ceux qui s'en mêlent ſont odieux.

Il y a des préjugés dangereux, mais il y en a d'utiles ; il exiſte des opinions communes très-extravagantes, mais on en trouve de très-reſpectables ; nous voyons tous les jours des préventions générales très-mal fondées, mais il s'en rencontre de très-ſolides, qui ont pris leur origine dans l'expérience & l'amour du bien public. De ce genre eſt, je ne crains pas de le dire, celle qui attache une ſorte de flétriſſure au commerce des bleds, & qui ne préſente jamais le mot d'*accaparement* en ce genre, ſans y joindre

l'idée de la honte & du crime.

Tout homme qui fait des bleds un objet de ſpéculation en grand, commence par en faire des amas. Tout homme qui en a de grands amas redoute l'abondance, elle ameneroit un prix inférieur à celui de ſon achat : il deſire la diſette, elle ſeule peut lui aſſurer le bénéfice ſur lequel il a compté. Il faut qu'il ſoit ruiné, ou que le peuple ſouffre.

Obligé d'opter entre ſon bien être perſonnel ou la douleur commune, il ſe donne, comme il eſt naturel, la préférence. Il devient donc néceſſairement ennemi public. Chaque épi qu'il voit croître heureuſement lui paroît une diminution de ſon tréſor : chaque pain qu'il voit faire d'une farine qui n'eſt point ſortie de ſon magaſin, lui ſemble en compromettre l'opulence. S'il pouvoit cadenaſſer la bouche de tous les hommes qu'il ren-

contre, & les aſtreindre à ne manger qu'avec ſon attache, il le feroit, pour ſe tranquilliſer ſur le ſuccès de ſon opération.

De cette diſpoſition, aux manœuvres qui font déſerter les marchés, aux manipulations obſcures qui amenent la famine, ou, ce qui eſt abſolument égal pour le peuple, la *cherté*, il n'y a pas loin. Il faudroit qu'un négociant en bled fût un prodige de généroſité, qu'il fût le plus vertueux de tous les hommes, s'il ſe les interdiſoit par le ſeul amour du pauvre, par égard pour l'humanité ; & ſi ce ſentiment vivoit dans ſon cœur, il ne ſeroit point négociant en bled : il ne feroit pas de la ſubſiſtance de ſes pareils l'objet d'une ſpéculation lucrative.

Il ne s'y eſt attaché, que parce qu'il a prévu que la denrée dont il accumuloit les tas, ne tarderoit pas à renché-

rir.

rir. Peut-être s'eſt-il flatté que ſes amas produiroient cet effet. C'eſt donc ſur le malheur de quelqu'un, & de la partie de la ſociété la plus à plaindre, qu'il a tablé.

Il a dit dans ſon cœur : je mettrai un impôt ſur la miſere du peuple. J'ai mille ſeptiers de froment dans mon grenier ; ſi le prix en pouvoit doubler je doublerois mon capital. Il faut donc tâcher de parvenir à cette heureuſe augmentation. Il eſt vrai que les ouvriers de cette manufacture, les artiſans qui font fleurir cette ville, les journaliers dont cette campagne eſt remplie, ne verront pas doubler leur ſalaire ; ne recevant que la même ſomme pour l'équivalent de leurs travaux, ils ſeront forcés de s'endetter pour ſe procurer la même quantité de pain, ou de diminuer la moitié de la ſubſiſtance de leur famille : mais que m'importe ? Le grand point pour

moi, c'eſt que mon bled ſoit vendu trente livres, afin que j'en gagne quinze. Le reſte m'eſt indifférent.

Le peuple ſent que ce raiſonnement eſt la conſéquence néceſſaire des démarches du négociant en bled. Il ſent que, ſi l'accapareur ne l'a pas fait, il a pu, il a dû le faire : ſans quoi ſa conduite feroit de la derniere inconſéquence. Le peuple ne le voit donc que comme un homme juſtement ſuſpect, comme un homme cruel, prêt à le ſacrifier pour aſſurer ſa fortune. Il eſt donc naturel qu'il le haïſſe, qu'il le décrie, qu'il ſoit toujours prêt à l'inſulter, & ſouvent à paſſer des outrages à des marques de colere encore plus violentes.

La police arrête avec raiſon ce tranſport; mais enfin il eſt excuſable. On voit qu'il eſt fondé ſur des conſéquences très-juſtes & ſur un principe inconteſtable.

Les philoſophes économiſtes attaquent avec enthouſiaſme, & le principe, & le ſentiment qui en eſt l'effet. Ces protecteurs généreux du *pauvre peuple*, ne peuvent lui pardonner de regarder comme des oppreſſeurs déteſtables, des calculateurs dont il voit que les ſupputations ont ſa miſere pour baſe, & ſon déſeſpoir pour objet; ils veulent le forcer à payer leurs manœuvres de ſa reconnoiſſance. Ils exigent qu'en expirant d'inanition à la porte de ces greniers, où l'abondance ne ſe concentre que pour produire la famine, ſes derniers ſoupirs ſoient des remerciments pour ſes aſſaſſins.

D'un autre côté, ils ſe recrient avec emportement contre les efforts de la police, qui a quelquefois fait enfoncer les barrieres de ces magaſins meurtriers, & dérangé les opérations de l'avarice qui s'y étoit retranchée. Gêner, diſent-ils, le commerce des

bleds, c'eſt manquer à l'humanité & au droit naturel ; c'eſt en détruire la réproduction & violer le droit de la propriété ; c'eſt décourager le laboureur ; c'eſt empêcher que le commerce ne vienne ſuppléer au défaut de nos moiſſons ſi elles ont manqué, ou vous débarraſſer du ſuperflu qu'elles ont produit dans le cas contraire ; c'eſt enfreindre les loix qui aſſurent à chaque propriétaire la libre jouiſſance des productions que ſon travail & ſon induſtrie ont fait naître.

Les bleds, continuent-ils, ſont une denrée ſemblable en tout aux autres objets du négoce. Le trafic n'en doit point être dirigé ſur des principes différents : or ſur toutes les autres matieres, on ne s'eſt jamais aviſé d'empêcher les ſpéculations des marchands.

Dans le droit elles ſont légitimes, puiſqu'ils ne diſpoſent que des effets dont ils ont acquis la propriété. Dans

le fait elles ſont utiles, puiſque leurs amas ſont autant de cautions contre la diſette, ou leur vente autant de ſources de richeſſes : pourquoi le bled, qui eſt eſſentiellement ſuſceptible des mêmes opérations, ſera-t-il ſoumis à d'autres regles ? Voilà les principaux axiomes des philoſophes que je réfute. Il eſt difficile de rien dire de plus ſpécieux & de plus faux.

CHAPITRE V.

Que le commerce des Bleds ne peut pas être dirigé d'après les mêmes regles que celui des autres denrées, & que la police a droit de faire quelquefois garnir les marchés, même par force.

D'ABORD l'identité supposée entre le bled & les autres objets du commerce, est une chimere cruelle, destructive du premier de tous les droits, combattue par la raison & par l'expérience, propre uniquement à aveugler les meilleurs esprits, & à introduire dans l'administration les plus affreuses méprises, au lieu des vérités qui doivent la diriger. Il y a dans le fait & dans le droit une prodigieuse différence entre ce présent de la nature, dont l'habitude fait une nécessité ex-

clusive & journaliere, & ces productions de l'industrie, dont l'usage n'est jamais indispensable, & dont l'achat peut toujours être différé.

Dans le droit, tout être vivant a un titre pour exiger des aliments. Ses dents & son estomac, voilà sa patente. Il la tient de la nature, & c'est la plus respectable de toutes les chancelleries. Le premier de ses devoirs & le plus sacré, c'est de veiller à la conservation, c'est de chercher sa subsistance; de ce devoir suit le droit de s'emparer, quand le besoin le presse assez vivement pour exposer sa vie, de tout ce qui peut le satisfaire.

La société a pu restreindre ce droit: elle a pu fixer la maniere de le faire valoir, exiger des équivalents, en modifier l'exercice; mais elle n'a pu l'anéantir.

Cela est si vrai, que chez les peuples les plus attachés à la loi de la

propriété, chez ceux qui ont porté contre le vol les ordonnances les plus rigoureuſes, il ne s'eſt jamais trouvé un légiſlateur qui osât les appliquer à la ſouſtraction d'un pain, faite par un homme prêt à périr de faim. Dans tous les tribunaux du monde, l'exceſſif beſoin ſera toujours la juſtification d'un larcin qui n'aura porté que ſur des objets propres à ſervir de nourriture. Il n'y a point d'avare qui ne frémit d'en rendre ſa plainte, & point de juge qui ne rougit de la recevoir.

Ce qui eſt permis à chaque particulier, peut-il être défendu à tout un peuple ? Ce qui n'eſt pas un crime pour chaque individu iſolé, peut-il en devenir un pour toute une nation dont la partie la plus utile va périr, ſi on ne la ſoulage promptement, ſi l'on ne commet pour elle, & en ſon nom, cette eſpece de brigandage lé-

gitime que la néceſſité excuſe, & que le beſoin exige ?

Sans doute on n'a jamais enfoncé la porte d'un fabricant de draps ou de toile, pour enlever juridiquement ſes étoffes, & les diſtribuer aux pauvres contre ſon gré. La raiſon en eſt ſimple. 1°. Comme je le dirai tout-à-l'heure, le prix n'en eſt pas ſujet à des variations auſſi promptes, auſſi diſproportionnées que celui des grains. 2°. L'achat d'un habit ou d'une chemiſe n'eſt jamais urgent.

Quelque dénué que vous ſoyez de vêtement, ce n'eſt jamais aujourd'hui qu'il faut vous en fournir un, ſous peine de compromettre votre exiſtence. Les haillons qui vous ont couvert hier, pourront encore vous rendre ce ſervice au moins juſqu'à demain ; mais il n'en eſt pas de même du pain. Voilà une famille à qui il en faut pour vingt ſols tous les jours : elle n'a que

ces vingt ſols à donner pour la portion qu'elle en conſomme. Elle périra donc, ſi vous ne voulez la lui donner que pour quarante ſols.

Direz-vous qu'elle peut ſe réduire à moitié ? Non : ſa ſubſiſtance de demain, le retour de ces vingt ſols même, qui ne lui aſſureroient, au gré de cette cruelle économie, qu'une demi-vie, eſt fondé ſur la vigueur des bras de ſon chef ; mais s'il n'a mangé hier que la moitié de ce qu'il falloit pour l'entretenir, ſes bras affoiblis ne feront demain que la moitié de ſon ouvrage. De proche en proche la continuation du régime & l'amoindriſſement du gain le conduiront en huit jours à l'hôpital, & ſes enfants au cimetiere.

Dans le droit, il y a donc évidemment des cas où la néceſſité autoriſe la police à faire même avec violence garnir les marchés, & à n'avoir pas pour les magaſins de bled le ména-

gement qu'elle a pour ceux d'étoffe. L'accapareur en bleds eſt non-recevable à revendiquer la ſécurité du fabricant de ſiamoiſes, ou du manufacturier d'Elbeuf. Il n'y a aucun parallele à faire entre *Maliſſet* & les *Vanrobais*.

Mais dans le fait les ſuites du renchériſſement dans l'un & l'autre genre, & la facilité de l'opérer, établiſſent entre eux une bien autre différence. Qu'un marchand dans une ville augmente un matin ſes indiennes; qu'au lieu de les donner à 3 livres l'aune, il ne veuille les livrer qu'à 3 livres 10 ſols, ſon caprice ne fera de tort qu'à lui-même : il n'influera pas ſur les diſpoſitions de ſes confreres : il ne fera même qu'aſſurer leur débit : il verra les acheteurs refluer chez eux & leurs marchandiſes diſparoître, tandis que la ſienne lui reſtera. Il n'en eſt pas de même du grain.

Il étoit hier à vingt livres. Qu'à l'ouverture du marché il se présente deux hommes, l'un qui le fasse vingt-quatre livres ; & l'autre qui l'achete sur ce pied, voilà le prix du marché établi : le bled vaudra vingt-quatre livres, si même il ne va pas au delà.

Sur le champ l'avarice, qui veille sans cesse autour des sacs, soupçonne que la cherté peut être susceptible d'accroissement. Le marché suivant, sans même qu'il y ait des manœuvres plus criminelles que le desir ordinaire du gain, le prix se réhausse encore : alors il est avéré qu'il y a disette. Ce bruit devroit, ce semble, faire ouvrir tous les greniers, il les ferme au contraire ; on suppose qu'il n'y a que de l'avantage à attendre : on se fixe un taux d'augmentation jusqu'à l'arrivée duquel on ne portera rien sur la place, & la disette devient famine.

Vous dites qu'avec la liberté le

commerce accourra de proche en proche, & préviendra cet inconvénient : c'eſt ce que j'examinerai plus bas. Mais enfin, quand toutes vos aſſertions à ce ſujet ſeroient auſſi incontestables qu'elles me paroiſſent douteuſes, il faudra du temps avant que le convoi ſoit arrivé, & le bled redeſcendu à vingt livres. Juſques-là tous ceux qui en auront eu beſoin l'auront payé vingt-quatre livres, ce qui ne fait pas un petit objet.

D'ailleurs, qui vous aſſurera que le bruit de la diſette d'Abbeville ne fera pas auſſi déſerter le marché d'Amiens? Qui vous peut garantir que d'Amiens l'eſpece d'*embargo*, mis par la cupidité, ne s'étendra pas à Noyon, à Saint-Quentin, dans l'Artois ; que toutes les routes, par leſquelles pourroit arriver le ſecours, ne ſeront pas infeſtées par cet ennemi commun qui le redoute?

La secousse une fois donnée se répand au loin. La bonne volonté même du commerce pourroit donc être inutile : la terreur ou l'espérance ne s'évanouiroient qu'imperceptiblement. En attendant, le pain est renchéri dans tous les lieux qui en ont été les théatres ; &, prenez-y garde, le coup n'a porté que sur le peuple.

C'est une remarque bien essentielle. Les gens aisés ont des provisions ; ou ils recueillent du bled, & quand celui qu'ils consomment acquiert passagérement plus de valeur, il ne leur en coûte pas davantage ; ou ils n'en recueillent pas, mais alors ils choisissent le moment favorable pour acheter ce qu'il leur en faut. La consommation de la maison est toujours prête d'avance dans le grenier, & l'on brave avec cette ressource les augmentations éphémeres.

Le pauvre ne l'a point, ce préser-

vatif utile. Le prix du moment eſt toujours le ſien. Obligé d'acheter à chaque marché, il ſe ſent de toutes les variations qui s'y ſuccédent.

Et quand le riche n'auroit point à cet égard d'avantage ſur lui ; quand il feroit également aſtreint à un approviſionnement journalier, quelle prodigieuſe inégalité ſubſiſteroit encore entre ces deux claſſes de la ſociété, relativement aux bleds ! Quelle diſtinction importante il y auroit à faire pour elles entre cette denrée & toutes les autres ! Quelle diſproportion entre les effets qui réſultent pour chacune du hauſſement des prix !

Que le *velours* & le *pagnon* augmentent du double ſi l'on veut, le manouvrier s'en inquiete peu. La bure, dont il ſe couvre, ne ſe ſent point des influences des belles fabriques. La baptiſte, les perſes, la dentelle, tous ces aliments du luxe, toutes ces ſuperflui-

tés précieuſes, qui le nourriſſent & qui l'épuiſent, n'intéreſſent que les maiſons opulentes, dont elles abſorbent les revenus ; mais ſi le pain augmente tout d'un coup, c'eſt dans la chaumiere du vigneron, du batteur en grange, que l'alarme ſe répand, & ſans intervalle le déſeſpoir.

Le bourgeois à ſon aiſe apprend cette nouvelle ſans inquiétude ; dans le cas même, où comme je viens de le dire, il ſe reſſentiroit, ainſi que ſes ouvriers, de la ſurcharge, c'eſt pour lui un objet imperceptible, autant qu'un fardeau accablant pour eux. Je ſuppoſe qu'il ait chez lui dix bouches à nourrir, à trois ſeptiers par an chacune : quand le bled valoit 15 livres, c'étoient 450 livres qu'il payoit à ſon boulanger ; le bled monte à 30 livres, il ne lui en coûte que 900 livres. S'il a deux mille écus de rente, c'eſt à

peine $\frac{1}{13}$ de ſon revenu que la cherté lui emporte.

Mais chez un journalier, qui a ſa femme à nourrir avec ſix ou ſept enfants, & qui gagne à peine 250 livres par an, les fêtes & les jours ſans travail prélevés, en doublant le prix du pain, vous doublez toute ſa dépenſe. Il s'en faut juſte d'une ſomme égale à tout ſon gain de l'année, qu'il n'ait de quoi vivre; il ne reçoit que 250 livres, il faut qu'il en paie 500 l.

Il eſt donc bien plus que ruiné : car ce qu'on appelle ruine dans le monde, dans le langage honnête des gens comme il faut, n'eſt qu'une diminution de fortune : c'eſt un accident qui compromet rarement l'exiſtence de celui à qui il arrive; il ne lui ôte que le ſuperflu. Mais ici, c'eſt la moitié du plus rigoureux néceſſaire, que l'infortuné ſe voit ravir.

Pour ſuppléer à ſa perte, il faut

qu'il s'excede de travail & d'abſtinence, ce qui ne le garantit ni lui, ni ſa femme, ni ſes enfants, d'un ſort funeſte ; c'eſt ſon ſupplice & le leur qu'il prolonge, plutôt que ſa vie. L'inſtant qui vient terminer cet enchaînement de défaillances, n'en eſt ni le plus douloureux, ni le plus amer.

Il n'y a donc, quoi qu'on diſe, aucune reſſemblance entre la denrée conſacrée parmi nous à la ſubſiſtance habituelle, & toutes les autres matieres ſur leſquelles s'exerce impunément le génie ſpéculateur des négociants. La police, reſponſable à l'état de la conſervation des hommes laborieux qui en font le ſoutien, peut & doit mettre un frein à toute eſpece de manœuvre qui tendroit à la compromettre. A l'inſtant où elle court le moindre riſque, il n'y a pas de moyen qu'elle ne ſoit obligée de mettre en œuvre pour l'aſſurer.

C'eſt alors que l'axiome, *ſalus populi ſuprema lex eſto*, doit être mis en uſage dans toute ſon étendue. C'eſt alors qu'il faut chercher du bled où il eſt, & par-tout où il eſt. C'eſt alors qu'il faut garnir le marché à quelque prix que ce ſoit. Le prétendu propriétaire n'en devient plus que le gardien : ſa prérogative, comme toutes les autres ſans exception, cede à un droit encore plus ſacré, ſource ou écueil de tous les droits, à la néceſſité.

CHAPITRE VI.

Que la violence par laquelle la police force les propriétaires des grains à garnir les Marchés, n'est ni contraire au droit naturel, ni nuisible par ses effets.

CETTE démonſtration me ſemble palpable. Qu'y répondent les économiſtes ? Deux choſes : 1°. par-là, on bleſſe la propriété. 2°. On nuit au bien public, d'abord en décourageant le laboureur, qui ne ſemera qu'autant qu'il ſera ſûr de recueillir le produit de ſa ſemence, & d'en diſpoſer à ſon gré ; enſuite, en écartant le commerçant qui pourroit ſeul ſuppléer à la ſtérilité de vos campagnes, ou à l'inaction de vos agriculteurs.

La premiere objection eſt réfutée

d'avance. La propriété partielle du maître de quelques facs de grains, eſt ſubordonnée à la propriété univerſelle qu'a tout un peuple en corps ſur le terroir qu'il occupe, & ſur les fruits qui y croiſſent.

En ſuppoſant que la réunion des hommes en ſociété ſoit volontaire, & fondée ſur des conventions, jamais ſans doute ces conventions n'ont ſtipulé que le poſſeſſeur inveſti du domaine d'un champ en deviendroit le propriétaire, l'arbitre, ſans exception ni limitation quelconque : jamais ſes voiſins, en s'engageant à reſpecter ſa jouiſſance, n'ont juré de mourir de froid auprès de ſa haie, plutôt que d'en couper les branches ſans ſa permiſſion pour faire du feu, ou de faim à la porte de ſa grange, plutôt que d'y entrer ſans ſa volonté pour y prendre du grain.

Ils ont renoncé à rentrer dans leur

ancienne poſſeſſion indiviſe, tant que par leur travail, ou par celui d'autrui, ils pourroient ſe procurer des aliments, ou de l'abri contre les injures de l'air. Mais à l'inſtant où toute reſſource à cet égard leur manque, la haie & la grange redeviennent communes, du moins tant que le beſoin exiſte, & qu'une néceſſité abſolue place les voiſins du propriétaire entre l'infraction de la loi ou la mort (1).

Qu'on y prenne garde; c'eſt un cas qui ſort de la regle ordinaire, & qui ne peut jamais tirer à conſéquence. C'eſt ici au maintien de la ſociété, que l'on ſacrifie la loi fondamentale

(1) Ceci eſt une réfutation ſuffiſante de l'axiome, avancé, page 295 des *repréſentations aux magiſtrats. Les beſoins*, y eſt il, *ne ſont point des droits, & les droits ſont avant tout.* Quel cruel maître eſt ce donc que la philoſophie, ſi de ſemblables maximes ſont le fondement de ſes leçons.

de la société : c'eſt à la conſervation des bras, ſans leſquels la propriété ne deviendroit qu'un titre onéreux ou illuſoire, que l'on fait céder le privilege eſſentiel du propriétaire. C'eſt donc vraiment ſon bien que l'on aſſure, en paroiſſant le maltraiter. C'eſt pour l'affermiſſement durable de ſa jouiſſance qu'on ſemble la violer par une contrainte paſſagere.

Quant à l'influence que peut avoir ſur l'état du laboureur, & ſur l'activité de ſes travaux, la crainte de ne pouvoir diſpoſer deſpotiquement du produit de ces travaux même, il y a une multitude de réponſes à donner : je ferai voir plus bas, en parlant de la cherté du pain, que ce n'eſt point le laboureur qui en profite : je démontrerai qu'elle lui eſt même bien plus nuiſible qu'utile ; je me contenterai pour le préſent de faire une obſervation fort ſimple.

Tous les états ont des avantages & des inconvénients : tous d'un côté procurent des plaisirs à ceux qui les exercent, & de l'autre les assujettissent à des peines, à des désagréments plus ou moins forts. Quand on les embrasse, on sait à quoi l'on s'engage.

Le laboureur trouve dans sa profession la certitude de vivre, puisque c'est par ses mains que passe d'abord la matiere premiere de la subsistance, le fonds de tous les aliments. Il y trouve une sorte d'empire absolu sur tous les gens qu'il emploie. Il y trouve la simplicité des mœurs, la tranquillité de la vie, & une véritable abondance qui en fait le charme.

En échange, il sait aussi que la denrée qu'il fait naître, est par sa nécessité même plus particuliérement soumise à l'inspection de la police. Il sait qu'il n'y a en quelque sorte qu'un demi droit ; il sait que dans le cas où il arriveroit

arriveroit une disette, c'est dans les greniers qui en seront remplis qu'on cherchera des ressources. C'est une des clauses tacites de son bail, c'en est une des charges.

Le droit du fermier peut-il être plus sacré que celui du propriétaire dont il tient la place ? Nous venons de voir que, suivant les vrais principes de l'ordre & de la nature, le propriétaire même ne pourroit opposer sa franchise & sa possession aux ordres d'une police éclairée. Comment son représentant pourroit-il s'y soustraire ?

Mais, dites-vous, il a un bail. Le prix de ce bail ne diminue pas en raison de ces enlevements violents auxquels vous le soumettez. Non, sans doute, il ne diminue pas, & il ne doit pas diminuer. Quand il seroit vrai qu'on exerçât cette violence envers le laboureur, elle ne lui seroit pas pré-

judiciable. Au contraire, elle lui assureroit un très gros bénéfice.

Ces commissaires, ces archers, contre lesquels les économistes épuisent les traits de leur éloquence, ces furets qu'ils sont si fâchés de voir sur la piste du négociant en bled, n'enlevent pas les grains pour rien ; ils ne les volent pas ; ils les font porter sur la place, ils les y font vendre. Mais le prix qu'ils y fixent est encore fort au-dessus du prix ordinaire, sur lequel seul le laboureur a compté quand il a contracté ses engagements.

On le prive, il est vrai, d'un bénéfice arbitraire & excessif ; mais on lui assure un gain honnête, un gain qu'il n'a pas même espéré en entrant dans sa ferme. On ne lui fait donc aucun tort réel ; le prétendu privilége que l'on viole en sa personne, n'est que celui de la cupidité.

Une derniere réponse décisive à

toutes les déclamations économiques contre l'ouverture involontaire des greniers, à ces gémiſſements des philoſophes ſur les effets funeſtes qui en réſultent pour la culture, ſur la tyrannie décourageante à laquelle on aſſujettit par-là le laboureur, c'eſt que ce n'eſt jamais ſur lui qu'elle tombe. Ce ne ſont pas les payſans que l'on inquiete dans les cas preſſants. Ce ſont les marchands, les regratiers millionnaires, dont les enlevements ont ſouvent néceſſité l'apparence de diſette à laquelle on les ſacrifie.

On ne va pas chercher les ſecours dans les granges du fermier honnête qui n'y reſſerre que les fruits de ſon travail. On ne s'adreſſe qu'à ces réceptacles ténébreux de l'intrigue & du crime, où des manœuvres ſecretes ont fait couler ſans bruit la ſubſiſtance d'une province. On ne va fouiller que dans ces tanieres myſtérieuſes, où l'a-

varice, comme les animaux carnaciers dont elle a les mœurs & l'allure, s'eſt dérobée avec ſon butin. C'eſt là qu'on la trouve pâle, inquiéte, tourmentée de ſes remords plus encore que de ſes deſirs, couchée ſur ces ſacs qu'elle s'eſt flattée de métamorphoſer en or, & interdite à l'aſpect du jour qui pénetre dans ſon aſile.

Marchez, peres du peuple, protecteurs du pauvre. Combattez le monſtre, arrachez-lui ſa proie. Ne ſoyez pas émus des hurlements qu'il jette à l'inſtant où la main de la juſtice le ſaiſit. Ne le ſoyez point de la fureur avec laquelle vous pourſuivent tous ces inſectes bruyants, accoutumés à vivre de ſes reſtes, approbateurs intéreſſés d'une morale qu'ils pratiquent : mépriſez leurs vains efforts, & n'en ſoyez ni moins fermes, ni moins tranquilles ſur la légitimité d'une

expédition à laquelle tient le ſalut de vos compatriotes.

Les opérations dont je viens de parler ne ſont qu'un remede, je l'avoue. Elles ne ſauroient être un état conſtant, un régime habituel; j'ai eu ſoin d'en avertir; c'eſt la néceſſité qui les motive, elles ne doivent pas s'étendre au-delà; il faut donc trouver un procédé qui en épargne l'uſage, ou du moins qui le rende rare.

Mais quel eſt-il ce procédé précieux & ſalutaire?

Eſt-ce un recueil de réglements combinés avec ſageſſe, d'inſtitutions fondées ſur l'expérience & la réflexion, une loi qui regiſſe la maſſe des bleds exiſtante dans un royaume, comme on gouverne l'eau qui fait le jeu d'une écluſe? Une loi qui ouvre à propos les portes pour laiſſer échapper le ſuperflu, & les ferme de même

à l'inſtant où une évacuation trop forte pourroit vuider le ſac, & y mettre le fluide au-deſſous du niveau qui le rend utile ?

Eſt-ce une liberté indéfinie, qui ne reçoive de regles & de modifications que de la nature même, qui épargne au gouvernement juſqu'aux ſoins & aux frais de la manutention, qui le réduiſe au ſimple emploi de témoin de tous les incidents qui ſe paſſeront ſous ſes yeux ?

A laquelle de ces deux manieres de ſe conduire eſt dûe la préférence ? L'une & l'autre ont des partiſans & des adverſaires zélés, qui prétendent tous être également inſpirés par la raiſon, & par l'eſprit de bienfaiſance. Avant que d'examiner ceux qui ſont les mieux fondés à s'approprier ces attributs, voyons un des principaux réſultats de la liberté. S'il ſe trouvoit qu'elle pro-

duisît néceſſairement un grand mal, il n'y auroit plus d'embarras pour prononcer : la proſcription des effets entraîneroit néceſſairement celle de la cauſe.

Div

CHAPITRE VII.

De la liberté dans le commerce des grains. Qu'un de ses premiers effets nécessaires, de l'aveu des économistes, est de produire la cherté. Etranges variations de ces philosophes à ce sujet.

LA liberté dans le commerce des grains, si on en croit ses partisans, est le palladium des empires, c'est l'ame de la vie politique. Elle réunit les propriétés les plus contradictoires en apparence, & les plus salutaires. Si la stérilité a frappé les campagnes, si un état souffre de la famine, quel sera le remede à cette angoisse redoutable ? La liberté.

Si au contraire une récolte abondante le charge d'un grand superflu,

qui le débarrassera de cette réplétion onéreuse ? La liberté.

La liberté prévient les engorgements, & soulage dans les disettes ; la liberté fait fleurir les campagnes, & enrichir les villes. Avec la liberté, un état va de lui-même ; c'est une huile favorable, qui en assouplit tous les ressorts, qui en fortifie toutes les jointures ; le jeu en devient doux, facile, insensible. Avec la liberté, un souverain se trouvera le plus heureux comme le plus oisif des hommes. Son unique fonction sera de s'établir le spectateur désintéressé de la félicité dont jouissent ses sujets ; & son unique travail, de veiller à ce que rien n'altere le spécifique précieux qui en est la source, à ce que rien ne puisse ni en gêner l'usage ni en restreindre l'application.

Cependant au milieu de cet enthousiasme important, & de ces panégyri-

ques ſans fin. Les économiſtes ne peuvent s'empêcher de convenir que l'effet le plus ſûr, le plus inévitable de la liberté dans le commerce des grains, c'étoit leur cherté. Le fonds de leur ſyſtême ſe réduit à nous amener à payer le pain au même prix à-peu-près que les *Hollandois* & *les Anglois*. Ce ſeroit-là la ſuite infaillible de la liberté. Or ce prix de la *Hollande* & de l'*Angleterre* eſt pour nous une véritable cherté.

Les économiſtes à cet égard n'ont caché ni leurs réſultats, ni leurs vues. Ils ont prêché hautement que le bled à bas prix étoit la ruine de tout, & qu'un empire ne proſpéroit que quand le pain y étoit cher.

Ils ont un peu rougi depuis, il eſt vrai, non pas du fond du ſyſtême; mais de la dureté des expreſſions. M. l'Abbé R... à la page 414 de ſes repréſentations, ſe récrie avec majeſté contre

un ténébreux écrivain qui attribueroit *aux philoſophes que le public appelle* économiſtes, *ces rêveries abſurdes.* Il aſſure que ſes confreres ont toujours dit que le *pain étoit cher & trop cher* : du moins pour lui il le ſoutient hautement ; il répete une vingtaine de fois en deux pages, que le pain eſt trop cher.

Je ne ſais point ſi en effet il y a eu quelque autre élû qui ait dérogé de même à la profeſſion de foi commune. Malheureuſement le ſymbole de leur religion n'a pas encore pris une forme abſolument conſtante. Ils n'ont pas encore de *vedam* approuvé & reconnu, qui fixe préciſément leur croyance ſur cet article. Le tableau économique n'en parle pas. Si ſes apôtres avoient eu des ſuccès ſolides, on y auroit ſans doute ajouté en petits points à ce ſujet, un chapitre increé comme les autres ; mais on ne l'a point fait, ce qui jette dans l'embarras les adver-

faires de la doctrine, & donne de la hardiesse à ses partisans : ils peuvent par cette incertitude avouer ou désavouer à leur gré, ou suivant leurs intérêts, les différents prédicateurs qui ont travaillé au progrès de la *science*. Mais le public, sans avoir égard à ce stratagême ingénieux, n'en a pas moins le droit de les regarder tous comme solidaires, & de les rendre cautions respectivement les uns pour les autres, des erreurs qu'ils enseignent.

Or il est sûr que le dogme de sa cherté est consigné dans un très-grand nombre de leurs bons livres. Il est, par exemple, le seul & unique fondement de la *philosophie rurale*, ce commentaire vénéré du *tableau*, ce monument presque aussi inintelligible que s'il étoit écrit dans la langue sacrée des *Brames*, & que l'auteur eût

emprunté, pour nous instruire, l'idiome du hanscrit.

On y lit tome 2 pag. 225, ces propres mots : *Le haut prix est à l'avantage des revenus, & n'est au désavantage de personne ; car tous les états dans la société doivent être considérés comme* VENDEURS, *& non comme acheteurs.* Maxime affreuse, pour le dire dès-à-présent en passant, en ce qu'elle compromet l'existence du journalier ; il n'a à vendre que le loyer de ses bras, dont on peut se passer deux jours, trois jours ; & on lui vend du pain, dont il ne peut se passer vingt-quatre heures. Les économistes ont donc prêché la cherté.

Ils ont depuis prétendu qu'ils ne souhaitoient pas que le pain fut cher ; mais qu'ils vouloient seulement qu'il ne fut pas bon marché. Mais ce pas bon marché ayant paru avec justice à tous les cœurs humains, à quicon-

que n'eſt pas initié aux myſteres, l'equivalent de la cherté, ils ſe ſont enfin reſtreints à ſoutenir que ce n'eſt plus ni cherté, ni pas bon marché qu'il faut dire, mais bon prix. Tout orgueilleux de cette dénomination nouvelle, de cette enveloppe honnête donnée au plus cruel des ſyſtêmes, ils avancent aujourd'hui que le bon prix, loin d'annoncer ou de cauſer la diſette, en eſt le remede. Mais qu'appelez-vous, s'il vous plaît, diſette ? Car il faut toujours vous ramener à la vraie ſignification des mots, & définir ce que l'on entend, afin de ne pas donner lieu aux ſubterfuges dont votre économie eſt ſi ſouvent prodigue.

Par diſette vous entendez ſans doute, comme moi, privation ; ainſi, quand on dit qu'il y a ſur un marché diſette de bled, cela ſignifie qu'il n'y a point de bled ; & comme, d'après

l'expérience & la raiſon, la cherté ou le bon prix, quand ils ſont à un certain excès, garniſſent infailliblement les marchès, vous vous récriez avec une emphaſe bien puérile ou bien criminelle, que la cherté ne fait donc pas diſette.

J'en conviens. Mais dites-moi un peu, quand Tantale, au milieu de l'abondance fantaſtique qui l'entouroit, voyoit l'eau fuir de ſes levres, & les pommes reculer à l'approche de ſes mains, feriez-vous parvenus à lui faire entendre évidemment qu'il avoit tort de ſe plaindre de la diſette de l'eau & des pommes, & que cet état étoit pour lui une véritable abondance? Le peuple, ce malheureux peuple, dont vous affectez de parler avec tant d'intérêt & que vous ſacrifiez avec ſi peu de ſcrupule, n'eſſuie-t il pas, avec vos beaux ſyſtèmes, préciſément le ſort de Tantale? Vainement garniſſez-vous

le marché, si les sacs se referment quand il y porte la main? Que lui sert l'abondance, quand faute de l'écu d'augmentation qui pourroit l'en rendre participant, il meurt de faim auprès de ces fiers agriculteurs, dont le cœur est plus dur encore que leurs terres, & ne s'ouvre comme elles qu'avec l'aide de l'argent?

En deux mots, quand un grand peuple ne payoit le pain qu'un sol, six liards, la livre, que tout dans l'intérieur du royaume s'étoit arrangé sur ce prix, que les salaires étoient fixés en conséquence à un taux qui ne faisoit guere qu'assurer la vie aux ouvriers, & que tout d'un coup, par une secousse subite & violente, ce même pain monte à 3, 4 & 5 sols, qu'il s'y soutient long-temps, & qu'on annonce que le prix constant, habituel doit être par la suite d'environ 3 sols, assurément chez ce peuple-là il y a cherté. Cette cherté

eſt meurtriere; tous les ſubterfuges économiques n'empêcheront pas qu'il ne ſoit très permis de la déplorer, & très-preſſant de la détruire. Or voilà l'effet qu'a produit chez nous, & que devoit néceſſairement produire la liberté. Elle eſt donc funeſte par elle-même de ce côté-là, du moins pour nous. Il n'y a point de replique.

Ces vérités ſont ſi palpables, que les économiſtes eux-mêmes n'ont pu ſe les diſſimuler. On a déjà vu qu'ils s'étoient défendus, comme d'un reproche injuſte, d'avoir avancé qu'il falloit que le pain fût cher. Ils ont été bien plus loin. Ils ont ſoutenu qu'il n'avoit pas été cher. C'eſt une choſe curieuſe, que le raiſonnement par lequel ils prétendent le prouver. Voici les propres termes de M. l'abbé, pages 13 & 14 de ſes repréſentations aux magiſtrats, de ce bréviaire de l'humanité éclairée qui devoit répan-

dre la lumiere & le bonheur ſur tout l'univers.

» Le prix commun des grains du » royaume n'a pas été très haut .... » ... Par les états que nous donne- » rons ci deſſous des prix des diffé- » rents marchés du royaume depuis le » premier janvier 1767 juſqu'au mois » d'août 1768, on ſe convaincra non- » ſeulement qu'il n'y a point eu de » cherté dans le royaume, mais même » qu'il n'y en auroit point eu dans au- » cune province, ſi elles avoient été » en communication de ſecours les » unes avec les autres. On verra qu'il » y avoit des marchés, dans leſquels le » grain ſe vendoit 42 livres le ſeptier, » tandis qu'il étoit dans d'autres mar- » chés à 11 livres & quelques ſols.

» Quelle eſt la baſe ſur laquelle le » gouvernement doit opérer pour ju- » ger de l'état des grains dans le royau- » me? Le pauvre affligé ne ſent que

» son mal, il ne voit que ses champs » & le marché qu'il a sous ses yeux. » C'est là son univers. Mais les loix » embrassent tout le royaume. Le gou- » vernement voit d'en haut. Il voit la » nation entiere, il voit toutes les » terres & tous les marchés, & c'est » dans le prix commun des grains qu'il » trouve le vrai prix du grain natio- » nal ». C'est là ce qui s'appelle, dans la langue économique, le prix commun ou prix moyen.

Savez-vous bien, Messieurs, que si Paschal revenoit au monde, il lui seroit facile de rendre ces inventions beaucoup plus ridicules que le pouvoir prochain & le contrat mohatra. Quoi! un roi qui veut savoir en quel état est son royaume, n'en doit juger qu'à vol d'oiseau! L'état de la prospérité de son empire doit se lever comme une carte! Quand, à une extrémité, on paie le bled 40 livres, il

peut ſe diſpenſer de tous ſoins, de toute inquiétude, pourvu qu'à 200 lieues de-là on ne le paye que 10 livres: le prix moyen ſera de 25 livres, ce qui n'eſt pas cher. Ne ſentez-vous pas combien une ſemblable ſupputation prête à la plaiſanterie ? Mais non, je me trompe : ce n'eſt pas ici le lieu de plaiſanter, ce n'eſt pas quand il s'agit de la vie des hommes, des larmes du pauvre, du déſeſpoir de pluſieurs millions de familles, qu'il eſt permis de ſe livrer à des jeux d'eſprit.

Comment des ames honnêtes ont-elles pu s'aveugler au point de s'occuper ſans frémir de ces calculs inſidieux ou plutôt de ces poignards aiguiſés pour aſſaſſiner l'indigent. Comment a-t on pu dreſſer de ſangfroid & avec de bonnes intentions, ces tables fatales, ces vraies tables de proſcription portées contre tout pays qui aura le malheur d'être l'extrême déſavanta-

geux? Que servoit, aux marchés où le bled se vendoit 42 livres, l'abondance de ceux où il n'en valoit qu'onze? Le misérable expirant à Saint-Pol en Artois de douleur & d'inanition sur les cadavres de ses enfants déjà consumés par la faim, étoit-il soulagé par la vigueur dont jouissoient à bas prix ses pareils à Murdebarrez? Quel étoit donc l'objet ou l'aveuglement de ceux qui ont produit sous les yeux du public & du gouvernement des calculs si absurdes & cependant si terribles.

CHAPITRE VIII.

Que la cherté du grain ruine & tue les journaliers.

MAis, dit on, le bon prix du grain eſt la ſource de la proſpérité d'un état : c'eſt ce qui aſſure les revenus : les revenus ſeuls donnent la facilité de faire de la dépenſe, & c'eſt la dépenſe qui rapporte dans la main du journalier l'argent avec lequel il ſubvient à ſes beſoins. Si les revenus ſont médiocres, la dépenſe le ſera auſſi : le propriétaire mal-aiſé ne fera plus travailler les ouvriers, ou les fera travailler pour une médiocre récompenſe ; ils ſouffriront de ſa pauvreté, comme dans l'état contraire, ils ſe ſeroient ſentis de ſa richeſſe. Ce n'eſt-

là qu'un enchaînement de paralogismes.

D'abord la cherté n'enrichit personne, si ce n'est dans un cas, dans celui où la disproportion entre le salaire des ouvriers & le prix de leur subsistance, se soutiendroit toujours comme aujourd'hui. Mais cette richesse est affreuse ; elle souille, elle infecte les mains assez lâches pour se l'approprier. C'est faire de l'or avec le sang humain. Il n'y a que des ames économistes, assez ennemies de tout sentiment de pudeur pour prêcher une aussi horrible morale, quoiqu'il y en ait peut être d'assez cruelles pour la mettre en pratique.

Ensuite le propriétaire enrichi, dit-on, paye plus largement le manouvrier qu'il emploie. Cela n'est point du tout certain, je le ferai voir tout à l'heure. Mais je le suppose pour un moment : ne voyez-vous pas que c'est sur le ma-

nouvrier même qu'a été priſe cette richeſſe, dont, à vous entendre, l'excédent eſt tout employé à le ſoulager ? Ne voyez vous pas que c'eſt ſa miſere qui la produit ; & que, loin d'adoucir ſon état, elle ne fait que le plonger dans l'incertitude la plus déſeſpérante, dans le dénuement le plus intolérable ?

Le propriétaire a des tréſors. Mais d'où lui viennent-ils ? De ce qu'il a vendu ſon bled un bon prix. Mais à qui l'a-t-il vendu ? Au manouvrier (*a*) ; d'où il ſuit deux effets terribles.

Le premier, qu'avant que de voir hauſſer le ſalaire, il a fallu qu'il donnât

(*a*) Les autres claſſes de la ſociété ont à la vérité fourni quelque choſe à cette contribution univerſelle ; mais elles ne ſont qu'un point imperceptible auprès de celle des manouvriers, qui eſt plus nombreuſe elle ſeule que toutes lesautres enſemble.

au riche l'argent qu'il en devoit recevoir, ſuivant vous, pour ſe préparer une augmentation incertaine, il a fallu qu'il commençât par en ſupporter une très-réelle : c'eſt ſur ſon ſalaire, à quize ſols par jour, qu'il a été obligé de donner au propriétaire de quoi lui en payer trente.

Le ſecond effet de cette marche inconcevable, c'eſt que cette avance même, priſe ſur ſon néceſſaire phyſique, ne lui donne aucun droit à l'indemnité. C'eſt que cette indemnité n'eſt pas ſeulement problématique, elle eſt inutile. Si elle eſt retardée, comme nous voyons qu'il arrive, ſi la proportion ne s'établit pas, ſi pendant cinq, ſix ans, dix ans, le pain ſe paie trois ſols & même cinq, & que le ſalaire reſte à quinze, je demande à quoi ſert à ces malheureuſes familles, que l'indigence éteint, le ſervice tardif que la proportion en-

fin introduite aſſurera à celles qui y auront réſiſté juſqu'à cette époque ? Les trente ſols accordés après tant d'années, réchauffent-ils les cendres des infortunés tués par la régie barbare qui les reſtreignoit à la moitié ?

En deux mots on ne paye le pauvre qu'après qu'il a payé. La ſurcharge qu'il éprouve eſt certaine & préſente, le ſoulagement que vous lui prommettez eſt incertain & éloigné : donc toute augmentation dans le prix du pain, ſi elle n'eſt précédée du hauſſement des ſalaires, eſt affreuſe. C'eſt la plus funeſte mépriſe qui ait jamais pu être commiſe en politique.

Elle aſſure du moins, dites-vous, la facilité d'employer plus d'ouvriers. Le poſſeſſeur des terres, ou ſon repréſentant, ſe trouvant un plus grand ſuperflu, ſonge à augmenter ſes jouiſſances. Il ne le peut qu'en ſoudoyant plus de bras ; dès-lors une multitude

d'ouvriers, qui auparavant ne trouvoient point d'emploi, ſont recherchés : en attendant que l'équilibre s'établiſſe entre leur travail & le prix qui en eſt la recompenſe, ils ont au moins du travail, & l'équilibre eſt le fruit de l'empreſſement avec lequel on ſe les diſpute.

Paralogiſmes tout purs encore. Vous parlez toujours comme ſi vous aviez affaire à des hommes ſans paſſions, à des hommes à qui le bien-être de leurs pareils fût précieux, & qui ne vouluſſent jouir de rien eux-mêmes qu'en facilitant la jouiſſance des autres. Voyez quel eſt, chez les hommes conſtitués comme la nature les a faits, & non comme ils paroiſſent dans vos romans économiques, l'effet de la cherté des denrées.

Je ſuppoſe que ce ſoit réellement dans la main du maître des grains que le profit s'arrête ; qu'en réſulte-t-il ?

Si c'eſt le propriétaire demeurant à la ville, le luxe augmente. Ces jouiſſances ſcandaleuſes & meurtrieres, que l'on nomme plaiſirs, ſe multiplient. C'eſt à ſe jouer de ſon exiſtence & de celle des autres, qu'il emploie ces revenus que vous lui avez procurés par un moyen ſi fatal. Au lieu d'appeler à partager ſes richeſſes l'ouvrier de la campagne qui les fournit, c'eſt l'artiſte inutile, c'eſt le compagnon & l'agent de ſes débauches ou de ſes frivolités, qu'il accable de bienfaits.

De là, la corruption totale; de là, l'affoibliſſement d'un peuple; de là, tous ces effets que M. de M... ... peint avec une énergie qui auroit dû, ce ſemble, l'empêcher d'en vanter la cauſe.

Si l'homme, devenu opulent par la cherté, eſt ce que nous appelons un laboureur, un fermier, il n'eſt pas

moins faux de prétendre que sa richesse devienne la ressource des ouvriers du canton. J'en appelle à cet égard à l'expérience ; il n'y a personne qui ne sache qne, de tous les états sans exception, celui qui vise le plus à la parcimonie, à l'épargne sordide, c'est celui de laboureur.

A peine ceux qui le professent se trouvent-ils une apparence de superflu, qu'au lieu de l'employer à augmenter l'exploitation d'un bien dans lequel ils ne font que passer, ils ne s'appliquent qu'à thésauriser, afin de se procurer le moyen de s'arracher bientôt de cet état pénible, dans lequel ils rougissent de se voir engagés ; leur objet unique est de faire de leurs enfants des messieurs, de devenir des rentiers oisifs. Ils ne visent qu'à augmenter l'argent qu'ils gardent dans leur coffre ou qu'ils enfouissent. Ils lésinent sur les moindres objets.

Indemnisés par le prix de ce qui peut leur venir de bled d'un retranchement sur les avances, ils diminuent imperceptiblement le nombre des bestiaux, des co-opérateurs en tout genre; ils ne récoltent pas tant, mais ils épargnent des gages de domestiques; il se sauvent les risques attachés à la nourriture des animaux qui partagent & vivifient leurs travaux. La maigre moisson qui leur reste après cette soustraction de secours, leur paroît toujours un bénéfice réel, puisqu'ayant coûté moins, elle rapporte autant que les précédentes qui étoient faites avec beaucoup plus d'appareil.

Vous voyez donc que le journalier ne gagne absolument rien à l'opulence du fermier.

Ajoutez encore que cette malheureuse classe de la société porte en tout genre toutes les especes de pertes qui se font sentir aux classes supérieures.

Le cultivateur eſt le premier à s'armer contre elle de ſon indigence même.

Dans le temps où le bled valoit 15 liv. le ſeptier, un laboureur de Beauce payoit à ſes manouvriers la moiſſon en nature ; quand le bled a valu 30 liv. il falloit, pour être juſte, ou continuer à les payer de la même maniere, ou en transformant leur ſalaire en eſpeces, l'évaluer ſur le pied actuel de la denrée. C'eſt ce qu'on n'a point fait.

Ces miſérables, deſcendus de leurs montagnes, ſe ſont trouvés appauvris de moitié en arrivant dans le plat pays ; le voyage leur a coûté la moitié de leurs trop juſtes eſpérances ; on n'a plus voulu les payer qu'en argent, mais en appréciant les journées d'après le tarif établi lorſque le bled ne valoit que 15 l.

Et voyez quel funeſte effet il en réſulte pour ces familles déſolées ; voyez

quelle effroyable, quelle quadruple trahiſon, s'il eſt permis de le dire; on oſe ſe permettre envers eux.

Quand on les payoit en nature, c'étoit la proviſion de l'année qu'ils emportoient. C'étoit du bled coupé de leurs mains. C'étoit leur ſubſiſtance de pluſieurs mois, gagnée par les plus rudes, les plus accablants travaux entaſſés, accumulés dans un petit nombre de jours. Alors ils étoient à l'abri des variations : quelque viciſſitude qu'éprouvaſſent les marchés, leurs petits greniers, remplis à la ſueur de leur front, leur préſentoient une reſſource conſolante, & un aſile toujours ſûr.

Aujourd'hui, quelle différence ! Ce n'eſt plus la denrée qu'on leur donne, ce n'eſt pas même la moitié de ſa valeur; ces infortunés rentrés chez eux, exténués par le même travail, n'y rapportent plus qu'une portion de la

récompense. Ils sont ruinés, parce que leurs maîtres sont riches, & meurent de l'opulence de leurs tyrans.

Vous me direz sans doute, que tel est l'ordre naturel & essentiel des sociétés politiques, que le pauvre doit, d'après la sagesse incréée, être le jouet du riche : & j'avouerai que le principe est malheureusement trop vrai. Je sais qu'en général l'indigent qui porte le fardeau de toute la société quant au travail, en endure aussi presque toutes les charges quant à la dépense. Je sais que l'homme opulent, qui fait ses provisions, économise précisément parce qu'il a de quoi payer; tandis que le malheureux qui vit au regrat, achete les choses le double, précisément parce que la faculté lui manque pour en faire l'acquisition.

Mais si cet ordre funeste & destructeur est tellement dans la nature des

choſes qu'il ſoit irréformable, gardez-vous donc, maîtres en humanité, de le charger encore par de nouveaux abus. Ne venez pas nous prêcher avec emphaſe, que la plus ſage de toutes les opérations politiques, ce ſoit de réduire la moitié d'une nation à mourir de faim. Avant que de compter comme autant de triomphes, quelques écus qu'une centaine d'aiſés auront conſervés dans leurs poches, comptez, s'il eſt poſſible, à combien de mal-aiſés il en aura coûté la vie, & ſoyez ſûrs que vous en trouverez encore plus de cimetiere remplis que de bourſes.

L'homme, dites-vous quelque part dans vos repréſentations, *eſt fait pour les larmes !* Ah jamais il ne remplira mieux cette triſte & pénible vocation que ſous votre empire ! Laiſſez-nous, conſolateur cruels, laiſſez-nous nos maux & notre miſere ; em-

portez loin de nous vos funeſtes connoiſſances; cachez dans l'obſcurité vos tables & vos tableaux. Et puiſſe notre poſtérité ne pas ſe reſſentir un jour des maux qu'ils nous ont fait.

CHAPITRE IX.

Raiſon qui rend la cherté des grains pernicieuſe aux journaliers : c'eſt que leur ſalaire n'augmente pas avec le prix du pain.

MAIS avec le temps du moins la proportion s'établit-elle entre le travail & ſon prix ? Le journalier à force de mourir de faim parvient-il à ſe retrouver dans cet équilibre qui lui permet de vivre ? Non : je dis nettement que non ; & ſi quelqu'un oſe ſoutenir l'affirmative, je ne crains pas qu'il puiſſe la prouver.

En général dans nos gouvernements Européens, le bled, ce prétendu thermometre de la proſpérité des états, n'a jamais communiqué aux objets

qui l'environnoient, & de la valeur desquels il auroit dû être la mesure, les variations qu'il a éprouvées. Il a augmenté de prix à l'excès ; mais très-peu de ces objets sont montés avec lui, & aucun n'a monté sur la même ligne.

Les rentes constituées, les offices aliénés, les baux non-rachetables, la paye des soldats, tous les articles dont l'évaluation étoit malheureusement stipulée en argent sont restés aujourd'hui que le marc de ce métal est à 52 liv., sur le même pied où ils avoient été établis quand il n'étoit estimé que 14 livres. Ce seroit peut être le sujet des spéculations politiques les plus profondes, & les plus intéressantes que cette inconcevable injustice, sur laquelle portent aujourd'hui toutes les administrations de l'Europe. C'est même la véritable origine de la prépondérance énorme que les rois ont

acquise en France, par exemple, bien plus que la ligue & les efforts de Richelieu, & toutes les causes subordonnées auxquelles on l'attribue.

Si Louis XIV au lieu de payer ses soldats 5 sols par jour, avoit été obligé de leur en donner 10, ce qui n'est que l'équivalent de ce qu'ils avoient sous François I, il n'auroit pas eu 300000 hommes sous les armes : il n'auroit pas été si impérieux. Une infinité de choses que le despotisme de son regne a facilitées, ne seroient pas arrivées ; mais ce n'est pas là de quoi il s'agit (*a*).

(*a*) C'est également là ce qui a procuré au clergé, aux moines, ces richesses prodigieuses qu'on leur envie aujourd'hui avec tant de fureur & d'injustice : de toutes les usurpations politiques les leurs sont assurément les plus légitimes, puisqu'elles ont été volontaires. S'ils ont recueilli des dépouilles, c'est de l'aveu des propriétaires. Dans les temps où ils les ont reçues, elles n'avoient pas la valeur qu'elles ont

Le prix du bled ne regle point du tout celui des autres valeurs qui composent ce qu'on appelle la fortune, le revenu ou la subsistance des membres de la société. A l'égard des journaliers la disposition n'est pas restée tout-à-fait aussi monstrueuse en apparence qu'à l'égard des soldats. La raison en est simple. C'est que le journalier a une femme & des enfants, c'est qu'il

---

acquises depuis ; mais comme elles étoient en nature, comme les redevances qu'ils en trouvent ont presque toujours été stipulées en grains ou sujettes de 9 ans en 9 ans à des réhaussements proportionnés à celui du prix des denrées, ils se sont toujours soutenus au niveau, tandis que tout baissoit autour d'eux. Leurs richesses ont augmenté précisément par ce qu'elles n'ont pas diminué, & il en a résulté pour eux un éclat & même une puissance qui, en leur procurant des grands avantages, en influant sur l'administration publique les a aussi dévoués à une jalousie dont ils éprouveront tôt ou tard les effets : mais ce n'est pas encore là ce que nous examinons.

y a un tiers de l'année où il ne travaille point à cause des fêtes, & où il ne gagne rien. C'eſt qu'il n'eſt ni logé, ni habillé par le roi, ni ſoigné dans ſes maladies. C'eſt qu'il faut que ſa paye fourniſſe ſans exception à tous ces beſoins qui le dévorent. En rapprochant tous ces aſſujettiſſements de l'indépendance du ſoldat, on verroit peut-être que celui-ci, a moins perdu encore dans la diminution effective de ſa paye que le manouvrier. Le mépris qu'on a fait de leur exiſtence commune eſt peut-être plus égal entre eux qu'on ne le penſe. Mais nous ne parlons pas de ce qu'ils ont ſouffert pendant deux ſiecles qui ont précédé le nôtre. Examinons ſeulement ce qui ſe paſſe ſous nos yeux depuis dix ans.

Le prix du pain a doublé. Cela eſt certain. Les revenus des poſſeſſeurs des biens fonds de ce qui s'appelle *cultivateur*, ſoit propriétaire, ſoit fermier

ont haussé. Les journaliers ont-ils eu part à cette augmentation.

Quelques écrivains indiscrets ont osé dire qu'oui. Ils ont cité des pays où, suivant eux, les journées avoient doublé comme le pain. Il faut être bien hardi pour ne pas trembler d'attacher ainsi dans des écrits des assertions aussi contraires à la vérité, & il est bien inconcevable que ces impostures, consignées dans des imprimés, aient pu trouver un seul auteur crédule, tandis qu'il n'y a personne à qui sa propre expérience ne peut en démontrer la fausseté.

Je m'adresse à vous, qui que vous soyez qui me lisez, habitants des villes, bourgeois paisibles qui raisonnez si disertement sur l'exportation, & qui vous passionnez avec tant d'ardeur sur ses bons effets que vous ne connoissez que par les éphémérides, payez-vous la façon de votre habit, celle de

vos ſouliers, le raccommodage de votre linge, ſon blanchiſſage, le double de ce que vous les payiez avant 1764 ? Votre perruquier, votre frotteur, votre menuiſier, votre ſerrurier, votre vitrier, tous ces ſerviteurs qui ne ſont point à vos gages, & à qui vous n'accordez qu'un ſalaire paſſager en échange de l'induſtrie momentanée qu'ils vous conſacrent ont-ils fait monter leur prétentions au double ?

Si quelqu'un d'eux a haſardé dans ſes mémoires, une petite augmentation, ne l'avez-vous pas accuſé d'infidélité ? ne l'avez-vous pas menacé de lui donner un ſucceſſeur ? n'a-t-il pas été obligé de peur de perdre votre pratique de laiſſer les choſes ſur l'ancien pied, & ne vous êtes-vous pas applaudi en ſecret de cette fermeté économe qui le ruine ? Cependant vous n'ignoriez pas qu'il payoit ſon pain moitié plus cher que dans les années

où s'étoit établi le taux auquel vous le fixez.

Vous êtes donc un témoin contre vous-même, & cependant la hardiesse avec laquelle les économistes osent assurer que tous les propriétaires ont fait ce que l'équité leur commandoit, vous fait plus d'impression que le cri de votre propre conscience ? Croyez-vous donc les autres hommes plus justes que vous. Auriez-vous l'idée honteuse que vous êtes le seul à qui l'avarice ait parlé ? En ce cas vous faites au genre humain plus d'honneur qu'il n'en mérite. La lésine qui vous rend cruel dans votre ménage opere de même sur le cœur de tous vos voisins.

Il n'y en a pas un qui ne pense, ne raisonne & n'agisse précisément comme vous, sur-tout à la campagne où le besoin est plus impérieux, & les ressources moins multipliées que dans

les villes, l'ouvrier dans celles-ci, eſt ordinairement en état de faire quelques avances, tous les atteliers y ſont des eſpeces d'entrepriſes qu'un maître régit par les bras de ſes garçons. Nourri du bénéfice qu'il fait ſur eux, il eſt plus en état de ſacrifier quelque choſe, & d'attendre un inſtant plus favorable, ou d'eſſuyer quelques pertes : mais dans ces hameaux où l'opulence n'a que ſes racines qui en emportent tout le ſuc & le tranſportent dans une autre région, le journalier eſt maîtriſé de minutte en minutte par la néceſſité la plus tyrannique. S'il ne travaille pas aujourd'hui à quelque prix que ce ſoit, ſa famille & lui ſeront mort de faim demain. Il reçoit donc à genoux le ſalaire qui ne lui aſſure que la moitié de ſa ſubſiſtance, & par le plus affreux de tous les abus, la cruauté qui ordonne à ſon eſtomac de ſe reſſerrer ſans permettre à ſes bras de

s'affoiblir, il faut qu'il la regarde comme un bienfait, tel eſt le ſort des journaliers dans toutes les campagnes.

Je ne citerai que l'*Artois*, province que je connois très-bien, province où les hommes aſſurément n'ont pas le cœur dur, province qui a gagné plus qu'aucune autre à la cherté, où le *bon prix* s'eſt établi & ſoutenu avec tous ces effets. Voici ce que m'écrit en ce moment un des plus nobles, des plus vertueux, des plus éclairés gentilshommes de cette province.

» La journée des manœuvres, mon » cher ami, n'eſt pas augmentée depuis » plus de quinze ans. On a toujours » payé les journaliers à dix ſols. C'é- » toit le plus haut prix du canton. Il » s'eſt ſoutenu au même taux, & à » préſent le plus cher ne paſſe point » 12 ſols, à moins que ce ne ſoit pour » des épuiſements d'eau, ou creuſe- » ments de foſſés où ces pauvres mal-

» heureux ſont continuellement mouil-
» lés ; mais pour les autres travaux,
» vous pouvez aſſurer que la main-
» d'œuvre eſt reſtée au même taux,
» malgré l'augmentation des denrées.
» L'augmentation proportionnée dans
» le ſalaire ne peut même avoir lieu
» que quand la miſere *aura fait périr*
» *ou expatrier un grand nombre d'ouvriers*
» *qui languiſſent dans la plus affreuſe*
» *inanition*. . . . .

» Si vous le jugez même à propos,
» vous pouvez faire remarquer que
» l'Artois, province qui n'a d'autre
» revenu que ſa reproduction, toute
» eſpece de commerce lui étant interdit
» par les droits d'entrée & de ſortie
» du royaume, l'Artois eſt non-ſeule-
» ment ſans ſociété d'agriculture,
» mais a été une des premieres à de-
» mander qu'on reſtreignît la ſortie
» des grains pour l'étranger à un taux
» bien au-deſſous de celui qui eſt fixé

» par l'édit de 1765. Cette même » cherté de grains nous a forcés à en » faire des achats considérables, pour » pouvoir donner le pain à dix-huit » deniers la livre. De plus nous avons » été autorisés à emprunter 600000 l. » afin d'ouvrir des chemins dans les » différentes parties qui pussent donner » par tout des atteliers où le peuple » fût sûr de trouver du travail. Et » sans cette ressource il seroit mort de » faim. . . . . . .

Voilà des faits. Il en résulte que dans le temps même où le pain avoit la valeur forcée, exorbitante que lui donnoient les enlevements, les journées n'étoient pour les meilleurs ouvriers que de dix & douze sols comme avant 1764.

Comment ont-ils vécu, direz-vous ? Comment ? De la charité, de la commisération des gentilshommes qui leur donnoient pour ne rien faire, plus

qu'ils ne leur auroient payé pour travailler. J'ai vu, il eſt vrai, un d'entre eux, faire des aumônes plus éclairées & plus fructueuſes. J'ai vu celui dont je viens de citer la lettre, M. le marquis de S.... faire travailler à des bâtiments où il n'appeloit que des ouvriers infirmes, eſtropiés ou privés de quelques ſens. Qui auroit vu ſes atteliers, ſe ſeroit cru au feſtin du riche de l'évangile.

Sa politique étoit auſſi humaine que ſage. Ces malheureux n'auroient trouvé nulle part de l'occupation; ils n'étoient pas même en état d'aller quêter des ſecours que le nombre des mains vuides rendoit rares. L'apparence de travail qu'ils ſembloient faire, prévenoit les riſques de l'inaction & de la mendicité; d'ailleurs elle rendoit plus doux, & en même-temps moins onéreux, les bienfaits qu'ils recevoient de mon généreux ami.

Sa

Sa maniere d'aſſiſter les pauvres n'a point été imitée par-tout. Mais la bienfaiſance naturelle aux perſonnes diſtinguées dans cette province, a ſuppléé à tout. Les miſérables ont vécu ſans qu'on ſache trop comment, juſqu'à l'inſtant où le prix du bled redeſcendu, s'eſt rapproché du taux anciennement fixé pour leurs ſalaires, qui, je le repete, n'ont point changé.

CHAPITRE X.

Pourquoi malgré la cherté les ſalaires n'ont pas augmenté. Réflexion ſur les maux qu'a produit la ſuppreſſion de l'eſclavage par la partie des hommes qui ne vit que du loiſir de ſes bras.

ET pourquoi ſe ſont-ils ſoutenus dans cette immobilité meurtriere ? Pourquoi ? Par deux raiſons. Il n'en faut point accuſer préciſément l'inſenſibilité des riches, mais d'une part la facilité des pauvres, & de l'autre une politique prudente, quoique funeſte, de la part des gens aiſés.

S'il étoit poſſible au pauvre de paſſer pluſieurs jours ſans travailler, & par conſéquent ſans manger, il eſt bien certain qu'ils forceroient inſenſiblement les propriétaires à oublier le prix fixé

par l'uſage : cet uſage n'a aucun pouvoir ſur le bled quand il l'achete, il n'en auroit pas davantage ſur l'évaluation de ſon travail. Les champs, les vignes, menacés de reſter ſans culture répandroient l'alarme dans les maiſons dont la récolte fonde l'opulence. On ſoudoieroit plus chérement ces mains néceſſaires qui ſe tiendroient à l'écart, & la néceſſité feroit la loi à l'avarice.

Dans les villes, le nombre des manouvriers eſt plus borné quant aux manufactures. Leur gain eſt moins ſtrictement proportionné à leur dépenſe ; ils trouvent plus facilement du crédit chez le boulanger ; ils ont donc plus d'empire ſur l'entrepreneur, dont leurs travaux aſſurent la fortune.

Mais dans les campagnes on trouve ordinairement plus de bras qu'il n'en faut : ainſi la concurrence ne tend qu'au rabais, à rendre le travail moins

lucratif. Plus cette concurrence eſt certaine & la néceſſité preſſante, moins il eſt poſſible au journalier de marchander ſur le prix qu'on lui offre.

« Ce qu'il y a de terrible, comme » je l'ai dit dans la *Théorie des Loix*, » *liv.* 5, *chap.* 31, c'eſt que la modi- » cité même de cette paie eſt encore » une raiſon pour la diminuer. Plus » le journalier eſt preſſé par le beſoin, » plus il ſe vend à bon marché. Plus » ſa néceſſité eſt urgente, moins ſon » travail eſt fructueux. Les deſpotes » momentanés, qu'il conjure en pleu- » rant d'accepter ſes ſervices, ne rou- » giſſent pas de lui tâter pour ainſi » dire le poux, afin de s'aſſurer de ce » qu'il lui reſte encore de forces. C'eſt » ſur le degré de ſa défaillance qu'ils » reglent la rétribution qu'ils lui of- » frent. Plus ils le ſentent près de » périr d'inanition, plus ils retran- » chent de ce qui peut l'en préſerver,

» & les barbares qu'ils ſont lui donnent bien moins de quoi prolonger ſa vie que de quoi retarder ſa mort ».

Voilà d'une part ce qui empêche les ſalaires de monter.

De l'autre, le bourgeois, le fermier, avec la perſuaſion la plus intime que cette opération eſt juſte, que l'humanité l'exige, ne peuvent cependant ſe réſoudre à en donner l'exemple. Ils voient bien que leurs revenus ſont doublés; mais ils craignent que cette excroiſſance ſubite ne ſoit que paſſagere. Ils appréhendent que le prix du pain, après avoir ſubi cette enflure exceſſive dont ils gémiſſent eux-mêmes, quoiqu'ils en profitent, ne revienne au prix naturel qu'un déſordre extraordinaire a fait varier.

Ils ont, pour garant de la certitude de ce retour, l'expérience du paſſé. Ils ſentent que ſi cet incident arrivoit, il ſeroit très-difficile cependant de ra-

mener les journées à ce taux de dégradation qui deviendroit alors aussi équitable que l'augmentation l'auroit été précédemment. Maîtres de faire pencher dans cet instant la balance de leur côté, ou de celui des journaliers, pouvant s'exposer au risque, ou le leur faire courir, ils choisissent pour eux la sécurité : ils aiment mieux commettre une injustice envers ces infortunés, que de se voir dans le cas de l'essuyer de leur part.

Ce raisonnement étouffe donc la compassion dans leurs cœurs : s'ils y cedent, c'est, comme je l'ai dit, par des secours manuels qui ne les engagent à rien, & conservent leur franchise à l'égard du prix des journées. Dans l'intervalle cependant le manouvrier souffre, seche, & périt ; & pour comble d'horreurs, tandis que son existence est ainsi attaquée dans tous les sens, le seul, le dernier asile qui

lui ſoit reſté, ces tombeaux où la charité qui n'a pu le faire vivre, l'attend pour lui fermer du moins les yeux avec quelque appareil, ces retraites lugubres, où les ſecours même ſont meurtriers, ces hôpitaux qu'une compaſſion indiſcrette multiplie, & ſur leſquels une humanité éclairée verſe des larmes ameres, les hôpitaux ſont détruits, ruinés ſans reſſource par le bon prix.

On peut en juger par l'exemple de l'hôpital général de Paris même; établiſſement peut-être ſuſceptible d'une réforme, mais néceſſaire dans l'état actuel des choſes; établiſſement prêt à ſuccomber ſous la ſurcharge qu'a occaſionné le renchériſſement du pain dans cette capitale, où il a été moins ſenſible que par-tout ailleurs. Cette maiſon doit plus de deux millions. Elle n'a ni argent, ni proviſions, ni crédit.

D'où vient ſa détreſſe & ſa ruine? De la cherté du pain ſeule. Cet objet de dépenſe n'y montoit autrefois qu'à environ 300000 liv.; il en paſſe aujourd'hui 800000. Les revenus n'ont point augmenté, il s'en faut bien; ou ſi le loyer de quelques fermes a été ſoumis à un accroiſſement, il n'en a réſulté qu'un ſoulagement imperceptible dans une maſſe auſſi conſidérable.

Il en eſt de même de la charité de *Lyon*. Il en eſt de même de toutes ces maiſons dans tout le royaume; & ſi une fois elles viennent à manquer, quelle ſera la reſſource de l'artiſan, je ne dis pas pour vivre, mais pour mourir

C'eſt ici qu'il doit être permis de jeter les yeux ſur les horribles effets de la liberté perſonnelle, pour ces êtres ſans appui, que l'on félicite ſi noblement de l'avoir acquiſe. C'eſt

ſurtout dans les chertés qu'ils doivent ſentir combien leur état eſt affreux, & ce qu'ils perdent à ce prétendu gain.

On n'a jamais vu de chevaux mourir de faim par le renchériſſement du prix de l'avoine. Ceux qui les gardent les nourriſſent à quelque prix que ce ſoit, parce qu'ils ſont néceſſaires à leurs plaiſirs ou à leur ſubſiſtance. Ceux qui ſe trouvent dans l'impoſſibilité de les nourrir, les vendent à quelque prix que ce ſoit auſſi, à des maîtres qui aient ce moyen. Ainſi ils vivent. Il en étoit autrefois de même de l'eſclave.

Mais le manouvrier qui n'appartient à perſonne, le manouvrier dont la miſere reſte inconnue, le manouvrier envers qui l'on ſe croit quitte dès qu'on l'a payé, dont la perte ne porte préjudice à perſonne, dont la conſerva-

tion n'intéreſſe perſonne, on le laiſſe languir & mourir dans ſa bauge, ſans ſeulement daigner s'en inquiéter (*a*).

Je ne puis trop le répéter. La ſervitude perſonelle étoit le vrai ſecret de la proſpérité des anciens empires. C'eſt le ſeul moyen d'aſſurer, je ne puis pas dire le bonheur, mais au moins la ſubſiſtance de cette partie du genre humain deſtinée à gagner par un travail journalier & méchanique ſa nourriture journaliere. La certitude de la trouver, cette ſubſiſtance, eſt en effet l'unique portion de bonheur qu'elle puiſſe connoître.

Au reſte, je dois répéter auſſi l'obſervation que j'ai eu grand ſoin de faire dans la *Théorie des Loix*. La ſervitude que je regrette, ce n'eſt pas cette ab-

(*a*) Voyez à ce ſujet la *Théorie des Loix*, liv. 5.

jection ouverte même des apparences de l'humanité, que nous appelons esclavage dans nos colonies.

Nous avons trouvé moyen, nous autres peuples chrétiens, philosophes, &c. d'enchérir sur la barbarie même. Il n'y a point de mots pour exprimer la maniere dont nous agissons envers les Negres que nous allons voler dans la Guinée, & qui cultivent en Amérique nos sucres & notre indigo. Dans nos villes de l'Europe, dans ces retraites de la liberté, des lumieres, de la police, les hommes sont traités bien plus mal que les chevaux & les chiens. Mais dans le nouvel hémisphere, les Negres sont mille fois plus dégradés encore que les hommes dans le nôtre; & ce qu'il y a de remarquable, c'est que de tous les peuples Européens qui ont transplanté leurs vices dans ces malheureuses contrées, il n'y en a point

chez qui l'anéantiſſement des Negres ſoit plus affreux que chez les Anglois : preuve ſenſible de l'influence heureuſe de la philoſophie & de l'utilité dont elle eſt pour adoucir les mœurs.

CHAPITRE XI.

Que la cherté du grain n'a pas enrichi le cultivateur lui même, & qu'elle ruine ainſi ſans fruit tous les ordres de l'état.

Juſqu'ici j'ai bien voulu ſuppoſer avec vous que la cherté du pain enrichiſſoit le propriétaire & le cultivateur. J'ai prouvé que dans ce cas même c'étoit encore une opération abſurde & cruelle, une opération faite pour révolter tous les eſprits conſéquents, & alarmer tous les cœurs vraiment-humains. Que feroit-ce donc ſi en l'aprofondiſſant il ſe trouvoit qu'elle n'enrichit perſonne, qu'elle aſſaſſine ſans fruit la portion utile du peuple, & que le ſang du pauvre verſé ou évaporé ſi l'on veut,

ne laisse pas même au fond de l'alambic où on le distille l'or que les œconomistes cherchent avec tant d'avidité. (a)

---

(1) On ne finiroit pas si l'on vouloit relever toutes les considérations de ces philosophes. En voici une au sujet des richesses & des métaux qui est bien inconcevable. Tout le livre de *l'Ami des hommes* roule sur ce principe, que l'argent n'est rien, ou plutôt qu'il est la destruction des états où on le met au rang des richesses. Toute la philosophie rurale porte sur celui-ci, que l'argent est le salut des empires, qu'il faut s'en procurer à quelque prix que ce soit On y lit ces propres mots, p. 257 du second volume: *S'il étoit possible que la ciguë valût plus d'argent que le froment, le lin & le vin, il faudroit cultiver de la ciguë & abandonner aux autres le soin des productions du premier besoin* Je n'ose en vérité faire de réflexions sur un pareil passage; mais quand on voit de bons esprits en devenir les prôneurs, les admirateurs enthousiastes, & une secte qui veut régner, dit-elle, par le raisonnement, par l'instruction, par l'évidence, en faire la base de sa doctrine, quelle triste, quelle humiliante idée doit-on se former des bornes de l'esprit humain, & de la nature des travers qu'il est capable d'adopter, même avec de bonnes intentions?

La cherté n'enrichit point le fermier, du moins elle ne procure un peu d'opulence qu'à celui qui se trouve avoir un reste de bail à couler au moment de la régénération; mais dès qu'il est fini, le maître l'augmente. Le bénéfice passager qu'il s'est approprié se dissipe; ou s'il se retire plutôt que de se prêter à l'impôt dont la propriété veut charger son industrie, c'est-à-dire à l'envie qu'elle a de partager le bénéfice que le hasard & un systême inconsidéré lui ont offert, son successeur ne se trouve pas plus avancé que lui-même ne l'étoit dans le temps du bas prix: s'il vend sa denrée double, il paie un loyer double pour le terrain où elle croît.

Si d'ailleurs la proportion est juste, si les gémissements du misérable trouvent enfin le chemin du cœur des riches, & que les salaires haussent comme ils le doivent faire, le fermier n'a

plus aucune eſpece d'avantage. Sous la loi de grace, il rentre dans le même état que M. *** appelle l'anathême des prohibitions, c'eſt-à dire, avant l'établiſſement du bon prix.

Il en eſt de même du propriétaire. Tout augmentera en raiſon de la facilité qu'il aura à payer. Son ſort n'aura été plus floriſſant que dans l'intervalle qui ſe ſera écoulé entre le renverſement de l'équilibre en ſa faveur, & ſa reſtauration en faveur du manouvrier : le propriétaire enrichi en apparence perdra même réellement à cette extenſion trompeuſe de ſa fortune. Dans le moment où il aura paru ſeul en poſſeſſion de tout l'argent du royaume, le gouvernement, toujours preſſé de la ſoif de ce métal dévorant, ſe ſera accoutumé à ne s'adreſſer qu'à lui, & ſans doute il aura eu raiſon. Mais quand l'embonpoint éphémere & illuſoire que lui donnoit la cherté

aura difparu, il ne fentira plus que le poids & l'incommodité des charges dont fa maigreur effective ne le fera pas délivrer. Il fera forcé de continuer à payer les taxes qui auront paru équitables. & qui l'auront été dans le moment funefte où, aveuglé par la cupidité, il a confenti à abforber la fubftance de l'indigent.

Au profit de qui tourne donc la cherté? Au profit de qui! Eh, ne le voyez-vous pas? Je le répete : à celui du regratier qui fpécule fur le malheur commun; à celui de cette chouette politique, juftement abhorrée, qui n'a ni ferme à payer, ni impôts à craindre, ni induftrie effective à entretenir; qui n'a d'autre mérite que beaucou d'or, & d'autre talent que la hardieffe à braver la haine générale.

Il attend un moment favorable. Il faifit l'inftant où une récolte plus heureufe a prévalu fur la propriété defsé-

chante du ſyſtême, où la bonté de la nature l'emporte ſur le délire des hommes. Alors voyant le grain au-deſſous du taux devenu habituel & néceſſaire, il étend tout d'un coup ſes filets ſur les marchés. Il enleve tout ce qui s'y trouve. Il ſait que cette opération rendra bientôt inutiles la fécondité de la terre & l'abondance de la moiſſon. Il ſait qu'à ce ſignal la denrée, dont il eſt devenu un des plus forts propriétaires, va tout d'un coup hauſſer de prix.

Qu'alors, ſans attendre les ſecours que le commerce a préparés ou que le gouvernement forcera, ſon inhumanité éclairée ſache ſe borner à un gain modique. Qu'il regarniſſe les marchés imperceptiblement, comme il les a appauvris, il aura retiré le bénéfice réel de cette cherté momentanée qu'il aura occaſionnée. Ce jeu peut être réitéré pluſieurs fois, ſans même qu'il ſoit poſſible de s'en appercevoir, &

doubler dans un très-court espace les capitaux du négociant qui en a le secret.

C'est pourtant à la sécurité de cette manœuvre, que les économistes veulent qu'on sacrifie la subsistance des nations. Ce sont des droits ainsi acquis, dont on a imprimé *qu'ils vont avant tout, & qu'ils sont plus sacrés que les besoins.*

Mais, dit-on, l'homme qui se dévoue à ce métier court des risques : son bled s'échauffe & se pourrit par la garde, &c.

Voilà la punition attachée à son avidité. Il en est aussi souvent la dupe que ceux qu'il sacrifie.

Eh, ces risques ne sont de sa part que des crimes de plus ! sa perte même, dans ce cas, est un attentat commis contre le genre humain. Il n'a pas plus d'indulgence à attendre d'une police juste, qu'un assassin estropié par le fusil avec lequel il a voulu tuer son

ennemi. Pourquoi ce bled s'eſt-il pourri ? Parce qu'il a été gardé trop long-temps. Et pourquoi a-t-il été gardé trop long temps ? Afin de le vendre plus cher. Cette déperdition d'une matiere précieuſe, occaſionnée par l'avarice, eſt donc l'effet d'un complot formé contre la vie des hommes. Elle emporte donc la conviction de celui qui en a conclu & réaliſé le projet. Loin qu'il en réſulte des droits qui rendent ſa propriété plus ſacrée, il eſt démontré coupable, & par l'amas funeſte aux autres, qu'il a entaſſé & par ſa propre ruine qui en a été le fruit.

Mais depuis un ſiecle, dit-on, les autres denrées, laiſſées plus libres, avoient ſubi l'effet de l'augmentation dans le numéraire & la valeur des eſpeces. Elles avoient hauſſé de prix. Le grain ſeul étoit reſté dans un abaiſſement à

cet égard, qui rendoit la possession & l'exploitation des terres onéreuses. Il falloit bien le remonter à la valeur proportionelle qu'il n'avoit point acquise, lui laisser reprendre le niveau au dessous duquel une violence imprudente l'avoit forcé de rester. Or ce niveau est ce qui a paru cherté : ce n'étoit pourtant dans le fait qu'une égalisation nécessaire, indispensable ; un équilibre que la justice exigeoit, & que la politique ne pouvoit pas permettre de différer.

Cette raison est une de celles qui a le plus séduit de bons esprits, & ce n'en est pas moins une méprise de fait & de mots inconcevable.

Le bled n'a fait que reprendre son niveau ! Mais en ce cas il falloit donc empêcher les autres denrées de renchérir avec lui. Si, tandis qu'il s'est élevé à cet accroissement tardif dont il avoit été privé jusque-là, tout le

reſte s'eſt également ſenti de l'impulſion qui devoit ſe borner aux grains : ſi l'eſpece de végétation politique, à laquelle il a dû cet excédent de valeur, eſt devenue commune à toutes les autres productions de la nature & de l'induſtrie, votre opération a donc abſolument été manqué : la ſcience, dans un ſiecle ſi éclairé, n'aura fait que confirmer l'ouvrage des ſiecles de barbarie ; la liberté aura laiſſé les choſes dans la même anarchie que l'on attribuoit à l'eſclavage : or c'eſt ce qui eſt arrivé.

Du moment que la cherté du pain a paru conſtante, tout a renchéri avec lui, & ſur-tout les objets qui tiennent à l'exploitation des terres, ceux qui dépendent de l'agriculture ; le ſuif, les huiles, le beurre, les œufs, le cuir, la viande, tout a hauſſé de prix.

D'Après vos maximes, le fermier, fortifié par ce gain ineſpéré qui arri-

voit chez lui par toutes les voies, auroit dû perfectionner sa culture, multiplier ses troupeaux, couvrir ses pâtures de bestiaux de toute espece, sa basse-cour de volailles, &c. Point du tout. Sûr de s'enrichir par la vente de son grain, il a dédaigné toute la menue économie qui avoit été jusques-là sa ressource, & qui, en faisant son aisance, contribuoit à celle des villes. Il n'a plus nourri de poules, parce que le grain, vendu en mesure, lui rapportoit plus que quand il étoit modifié en œufs; & ces œufs, devenus plus rares, ont presque pourtant doublé de prix.

Il en a été de même des bestiaux. Cette partie intéressante de la consommation, est, comme je l'ai dit, cent fois plus intéressante pour la culture même que le grain, puisqu'elle en est l'aliment, puisque sans fumiers il n'y a point de moissons, puisque

ſans troupeaux il n'y a point de culture : cette partie cependant eſt négligée aujourd'hui au point que, ſi le gouvernement n'y veille, l'eſpece manquera avant peu.

Un fléau terrible ſe joint au pernicieux ſyſtème que je combats, pour achever de la ruiner : la maladie des bêtes à cornes, après avoir depuis vingt ans parcouru toute l'Europe, revient ſe fixer dans nos prairies. Elle attaque déjà nos côtes ſeptentrionales, tandis que la peſte les menace. Elle a penetré, & fait de grands progrès dans la Flandre, dans l'Artois, dans la Picardie : trouvant nos fermes dégarnies par l'avidité du laboureur. qui a mieux aimé avoir de l'argent dans ſa bourſe que des bœufs & des vaches dans ſon étable, elle va enlever ce qui en ſera reſté uniquement pour le beſoin ; alors, je demande

demande quels feront nos moyens pour réparer cette double perte.

Du côté de l'induſtrie, l'influence funeſte de la cherté n'a pas été moins ſenſible. Les manufacturiers ont monté en proportion, du moins tant qu'ils l'ont pu, le prix de leurs étoffes; & il a bien fallu qu'ils le fiſſent, ſans quoi ils feroient morts de faim, eux & leurs ouvriers. Le moindre louvier coûte vingt-une livres; il n'en coûtoit, il y a ſix ans, que ſeize; les vanrobais ſe paient vingt-quatre livres, ils n'en valoient que vingt; les pagnons ſont à vingt-huit livres, ils étoient à vingt-une livres.

Il en eſt de même de tout le reſte. Le bled ne s'eſt donc point élevé au niveau, mais tout s'eſt élevé avec lui: les choſes n'ont donc pas changé de poſition. Le moindre inconvénient de votre belle théorie feroit de n'avoir produit qu'un mouvement univerſel, &

par conféquent inutile. Mais nous ferions heureux s'il n'étoit qu'inutile !

J'ai prouvé qu'il étoit préjudiciable. La cherté, dans aucun fens, ne peut donc être utile. Dans tous les fens elle eft affreufe, elle ne procure de richeffes réelles ni au propriétaire qui retire le principal fruit de la culture, ni au laboureur qui n'en profite qu'accidentellement. S'il y avoit un être qui pût s'en applaudir, ce ne feroit que l'homme affreux, flétri du nom de négociant en bleds, ce vampire dévorant qui ne fe nourrit que de la fubftance des vivants & qui fouille le commerce par l'indigne abus qu'il en fait. Elle ruine le manouvrier fans reffource. Elle l'expofe, elle le force à périr de mifere. C'eft la plus abominable invention qui foit jamais tombée dans l'efprit d'un être doué de la raifon. Si l'on n'en jugeoit que par fes effets, on ne pourroit

ſe diſpenſer de l'attribuer à quelqu'un de ces génies reprouvés que la proſperité des hommes afflige, & qui ne trouvent du ſoulagement à leurs maux, que dans les calamités qu'ils répandent ſur notre déplorable eſpece.

CHAPITRE XII.

Autre effet de la liberté du commerce des grains, non moins préjudiciable que la cherté. Elle épuiſe le pays où on la tolere.

UN autre effet non moins certain de la liberté, c'eſt de dégarnir le pays où le bled croît en faveur de ceux qui en ſont dépourvus, c'eſt de proportionner l'étendue des fournitures beaucoup moins à l'opulence de celui qui les fait, qu'à la détreſſe de celui qui demande, & par conſéquent d'expoſer le premier à éprouver bien-tôt le même ſort, que celui dont il a préſervé le ſecond à ſes dépens.

A cet égard, dit-on, la liberté porte ſon remede avec elle. Les maux

que vous prétendez qu'elle fait, elle les guérit; & les maux qu'elle n'a point faits, elle les guérit encore. Elle prévient les manœuvres du monopole, ou empêche qu'elles ne soient nuisibles : avec la liberté, la disette même devient la source de l'abondance ; au moindre signe de renchérissement, le bled accourt de toute l'Europe dans la ville, dans la province affligée. Le mal n'étant que dans un lieu, & le secours venant de toutes parts, il n'est pas possible qu'il subsiste. Ne voyez-vous pas que ce que l'exportation aura défait, l'importation va le raccommoder ? *Ne voyez-vous pas que l'une & l'autre sont sur la même route* ?

Cette réponse se trouve mot pour mot dans les *représentations aux magistrats*, pag. 220, & c'est ainsi qu'on croit établir la certitude d'un équilibre toujours existant. Voilà comme

on raſſure le peuple tremblant à la vue des achats qui épuiſent ſon marché, & des énlévements qui dégarniſſent tout un pays. Voilà comme on enhardit le miniſtere à laiſſer emporter ce qui fait ſeul ſa tranquillité, ſa vraie puiſſance : il en reviendra autant qu'il s'en échappe, *c'eſt la même route*. Et c'eſt avec de ſemblables ſophiſmes que l'on prétend gouverner les hommes, c'eſt à de pareilles mépriſes que leur vie, leur exiſtence eſt abandonnée.

L'importation & l'exportation ſont ſur la même route ? Sans doute il n'y a pas plus loin de Nantes à Paris, que de Paris à Nantes ; la route qui mene de l'Iſle de France en Bretagne, eſt la même que celle qui conduit de Bretagne à l'Iſle de France. Mais les facilités pour les denrées peſantes, telles que les grains, ſont-elles les mêmes par le même chemin ? La Loire qui les

a emportés rapidement dans ſon cours d'Orléans à Painbœuf, remontera-t-elle avec la même impétuoſité vers ſa ſource, pour les rejeter ſur les quais de Briare ou de Montargis ?

L'importation & l'exportation ſont ſur la même route ? Eh bien, qu'en réſulte-t-il ? Ce bled qui part de chez vous, n'a encore ſubi l'impreſſion d'aucun voyage. Il eſt à bas prix. Il arrivera dans le lieu où vous l'envoyez, avec la ſeule augmentation du fret & des dépenſes de tranſport : mais s'il faut qu'il revienne, ces dépenſes qui ſeront encore au moins les mêmes pour le retour, le renchériront d'autant ; car le marchand ne vous le laiſſera reprendre qu'autant qu'il y gagnera. Vous le paierez donc plus cher que vous ne l'avez vendu. Vous n'aurez pas profité de la premiere charge produite par les frais de voiture, vous

ſupporterez entiérement la ſeconde, ou vous mourrez de faim.

L'exportation & l'importation ſont ſur la même route ? Eh, ſi l'une n'ayant point trouvé d'obſtacles, ou même ayant été facilitée par la politique, l'autre venoit à en rencontrer d'invincibles ; ſi, par exemple, la guerre ſe déclaroit, que les paſſages par conſéquent fuſſent fermés, & que les ennemis plus riches, plus précautionnés que vous, euſſent enlevé tous vos grains d'avance, que deviendriez-vous dans le cas d'une mauvaiſe récolte ?

Vous n'en auriez point dans votre enceinte. Il n'en arriveroit point d'ailleurs. Il faudroit encore périr de faim avec votre argent.

C'eſt le cas où ſe trouva Rome, lorſque, dans le temps de ſa plus

grande ſplendeur, les *pirates* couvrirent la Méditerranée. Il fallut une guerre pour r'ouvrir les communications; mais les *pirates* n'étoient qu'une puiſſance momentanée, ſans forces réelles, une puiſſance dont le nom malhonnête n'auroit pu être ennobli que par des ſuccès qu'il rendoit preſqu'impoſſibles.

Qu'une puiſſance effective, couvrant le même métier d'un titre plus décent & ſur-tout par des armements plus redoutables, forme le même projet, celui de vous affamer, d'empêcher chez vous la rentrée des convois, après avoir eu l'adreſſe de vous enlever votre ſubſiſtance : quel ſera votre recours?

Mais les Anglois n'acheteront pas tous nos grains?

Ils peuvent le faire. Ils ont de l'argent, ils ont du crédit A la veille d'une guerre, ils haſarderoient d'autant

moins à cette manœuvre, qu'alors ils feroient fûrs de fe faire fervir par nos foldats. Ils nourriroient nos propres troupes qui déferteroient en foule pour aller chez eux chercher du pain.

La prétendue identité entre l'importation & l'exportation, quant aux reffources contre la famine, eft donc une des plus chimériques illufions qui aient jamais été adoptées par une fecte de philofophes. La feule différence que les courfes du bled mettront dans fa valeur, à mefure qu'il aura plus long-temps erré en cherchant quelqu'un qui veuille le manger, eft la réfutation la plus complette de tout le fyftème économique.

Ce bled complaifant, qui viendra de fi loin trouver la faim, ne feroit utile qu'autant qu'il pourroit n'être pas à un prix exceffif dans l'endroit dont

il doit faire le salut, sans quoi ce ne seroit plus un soulagement ; car, comme je l'ai prouvé, cherté fait disette. Cependant il avoit une valeur intrinseque quelconque dans le pays d'où il part. Si vous le transportez par mer, les avaries, l'échauffement occasionné par le séjour du vaisseau, le chargement & le déchargement, font des risques & des avances qui l'augmentent; si c'est par terre, les charrois, les accidents, les hommes, les voitures, les chevaux à payer, les pluies qui font germer, &c. sont autant de taxes effectives qui produisent le même effet.

Si, en arrivant dans l'endroit, d'où l'on a fait le signe, le négociant se trouve avoir été prévenu, que l'abondance ait déjà succédé à la disette, comme les *économistes* assurent que cela arrivera toujours, il faudra donc

aller chercher un autre débouché ; il faudra donc courir de nouveaux hasards, & supporter de nouveaux frais. Quand ces courses ne feroient que doubler la valeur du bled voyageur, il ne tarderoit pas à se trouver à charge à son propriétaire : il faudroit le donner à perte.

Le commerce des bleds ne peut donc jamais être envisagé, ni comme une ressource pour les provinces affligées de la disette, ni comme un moyen de gain pour les négocians honnêtes.

Cette denrée ne deviendroit que comme les menues marchandises de merceries, que l'on promene de foire en foire. Après bien des lieues parcourues, elles se trouvent avoir consommé, sans profit pour le propriétaire, beaucoup plus que ce qu'elles auroient pu produire en les vendant

même à perte dans le lieu où elles ont été fabriquées ; mais il y a cette différence, que ces étoffes ou quincailleries qui courent les foires, ne sont que les rebuts des fabriques. Dans la nouveauté, les premieres productions en ce genre ont donné un bénéfice capable d'indemniser de la diminution qui déshonore ces dernieres.

Il n'en est pas de même à l'égard du bled. Les derniers septiers vendus valent autant que les premiers. S'ils étoient sujets à cette appréciation inverse qui sert de prétexte ou d'excuse aux marchands forains, il faudroit qu'ils changeassent de nature, qu'ils fussent incorruptibles comme les étoffes, qu'ils pussent se garder aussi longtemps. Le déplacement des merceries ne les altere point, & n'oblige pas à en jeter la plus grande partie, ce qui arrive presque toujours aux bleds transf-

portés : d'où résulte perte privée pour le négociant, & perte publique pour l'état, à qui l'on enleve ainsi une denrée précieuse.

CHAPITRE XIII.

Réfutation du ſyſtême qui ſuppoſe que la liberté portera du grain par-tout, & de proche en proche.

MAIS on continue : ce n'eſt pas de l'étranger que nous tirerons nos grains ; l'approviſionnement ſe fera de proche en proche. Ce ſang néceſſaire, circulant avec liberté, ira de lui-même trouver la partie qui ſe trouvera épuiſée. Il s'épanchera des poumons dans le cœur, du cœur dans les arteres, d'où il s'élancera dans les veines. Ce paſſage imperceptible rafraîchira, nourrira tous les rameaux de la végétation politique, ſans qu'il ſoit ſeulement beſoin d'y veiller. L'intérêt commun des particuliers ſera la balan-

ce, la meſure qui réglera, ſoit le verſement intérieur, ſoit l'évaporation à l'extérieur dans le cas d'un ſuperflu trop abondant.

A cela, deux réponſes fort ſimples.

1°. Ce cœur, ce centre par lequel, dans le cas de néceſſité, vous voulez que toute la maſſe de votre ſang repaſſe, ce ſont les provinces méditerranées, qui n'ont ni le voiſinage des ports, ni les rivieres navigables qui y équivalent à-peu près pour l'exportation, & qui ſont à-peu-près nulles pour l'importation. Or ces provinces ſeront ſans difficulté les premieres dégarnies.

Les frontieres, je l'avoue, commenceront par ſe vuider; c'eſt chez elles que le bon prix & la liberté feront d'abord leurs ravages. C'eſt ſur-tout avec l'étranger qu'elles gagneront en lui cédant leurs denrées; mais ce n'eſt pas de lui qu'elles en recevront, quand

elles n'en auront plus. Elles tireront au contraire leurs reſſources pour elles-mêmes & pour l'entretien de ce commerce lucratif, des provinces intérieures plus éloignées des débouchés, moins inſtruites des variations des prix, & forcées par leur ſituation à laiſſer un bénéfice aux courtiers qui ſe chargent de leurs productions.

Ces provinces fourniront tant qu'elles en ont ; & lors même qu'elles ſeront épuiſées, l'apparence des richeſſes qu'elles auront fournies, ou même la réalité durera encore chez leurs voiſines. Dans une ſaignée trop abondante, ce n'eſt pas le bras ou le pied par lequel le ſang s'écoule, qui ſe ſent le premier de la défaillance. C'eſt le cœur, c'eſt le cerveau, qui ſemblent cependant bien plus loin de la piqûre. Il en ſera abſolument de même dans le cas que j'examine, les frontières ſeront encore dans l'opu-

lence, & entretiendront l'exportation, lorſque dans le centre un relâchement ſenſible, une ſueur froide, s'il eſt permis de le dire, annoncera déjà l'imprudence de l'opération, & la foibleſſe qui ne peut manquer d'en être la ſuite.

Vous dites : mais le bled remontera bientôt. Mais j'ai déjà obſervé qu'il n'auroit pas les mêmes facilités pour le retour ; qu'il ſeroit hauſſé de prix en revenant ; que ce ſeroit une ſurtaxe cruelle, miſe ſur ces contrées indiſcrettes, à qui l'appas d'un gain momentané auroit fait oublier la néceſſité future, & que vous forceriez de racheter leurs propres moiſſons beaucoup plus cher qu'elles ne les auroient vendues.

Mais je vais encore plus loin, & c'eſt une ſeconde réponſe à l'aſſurance avec laquelle vous vantez les

bons effets de la liberté, en disant anathême à toute espece de réglement. Si les provinces frontieres elles-mêmes ont été abandonnées à cette indépendance absolue, à ce libertinage politique, s'il est permis de le dire, à cette frénésie marchande qui oublie son propre besoin pour ne s'occuper que de l'argent que peut rendre celui des autres quand il est satisfait ; si enfin elles sont aussi dans le dénuement, & qu'elles se trouvent dépourvues du superflu sur lequel vous avez compté pour indemniser à leur tour celles qui se seront mises dans l'indigence pour le leur fournir, quelle sera la ressource de celles-ci ? Que feront-elles de leur or, de cet or fatal mis à la place du bled qui se sera écoulé de leurs mains ? Que deviendront cette culture si florissante, ces fermiers si respectables, ces colons si célébrés dans vos brochures, & dont la richesse vous

paroît une portion ſi intéreſſante de la politique ?

Mais la moiſſon viendra ! Et ſi elle eſt mauvaiſe ? Il eſt vrai que vous devez les redouter moins que perſonne. Les mauvaiſes annés vous les multipliez ſur vos papiers pour accréditer votre ſyſtême, tandis qu'il ſemble que la nature s'opiniâtre à nous épargner les unes pour adoucir les pernicieuſes influences de l'autre. Vous avez la hardieſſe de ſoutenir que toutes les récoltes ont manqué depuis 1764. Un écrivain ne craint pas d'avancer, qu'*une de ces années a été plus diſetteuſe en tout genre de productions, qu'aucune année de ces temps malheureux qui forment dans l'hiſtoire des époques de calamités* : & il ajoute que *cependant le grain & le pain ſont toujours reſtés à des prix fort inférieurs aux prix de ces temps-là. Le peuple*, continue-t-il, *a donc été ſoulagé par quelque cauſe bienfaiſante, c'eſt-à-*

dire par la liberté. Il y a là au moins bien des erreurs.

1°. Il eſt faux que depuis 1764 juſqu'en 1768 il y ait eu trois mauvaiſes récoltes. En général les moiſſons ont été bonnes. Quelques provinces ont eſſuyé une ſtérilité locale ; mais les dépouilles en total n'ont été qu'avantageuſes : les fléaux qui ont affligé, le Querci, le Bordelais, ont reſpecté l'Alſace, la Lorraine, la Champagne, la Picardie, l'Iſle de France, la Beauce, l'Orléanois, &c. &c. &c. L'état commun du royaume n'avoit donc rien d'inquiétant. Il s'y eſt recueilli beaucoup plus de grains qu'il n'en falloit pour entretenir la conſommation ; ſi le bled ne s'étoit écoulé par torrents dans cet inſtant, nous ſerions reſtés dans l'abondance que nous tenions de la nature Nous n'aurions point eſſuyé la miſere que nous n'avons due qu'au ſyſtême de la liberté.

2°. Nommez cette prétendue année disetteuse en tout genre, qui doit faire oublier 1709, 1740, & ces autres époques de calamités, au seul souvenir desquelles les cœurs sensibles s'émeuvent encore. Si ces malheurs ont été retracés de nos jours, ce n'est qu'un systême erroné qu'il en faut accuser. La terre a été prodigue de ses secours, & c'est votre main qui nous les a arrachés. Votre funeste & cruelle liberté n'a pas précisément brûlé les épis, mais elle les a fait disparoître, sans qu'il nous soit même resté la cendre qui auroit du moins fertilisé nos terres. Qu'avons-nous gagné à ce ménagement apparent ?

3°. Il est encore bien faux que le bled soit resté à des prix fort inférieurs aux prix de ces années de désastres. Toute la France déposera contre cette assertion. Le Limousin, le Berry,

l'Auvergne, le Lyonnois, la Champagne, ſont autant de témoins qui vous condamneront. L'Artois même, province que j'ai déjà citée, qui n'a eſſuyé aucune ſtérilité, qui a eu des années, ſinon d'une pleine abondance, au moins aſſez fertiles pour être réputées heureuſes, l'Artois a vu le pain dans ſon enceinte au même prix que dans les années de déſaſtres.

Et obſervez que dans ces temps, où la politique encore acceſſible à quelques ſentimens de pudeur & de compaſſion, s'inquiétoit de l'état du pauvre, & s'empreſſoit de le ſecourir; dans ces temp-là les chertés n'étoient que paſſageres & momentanées. Mais depuis la promulgation des principes économiques, elle a été conſtante & durable. Le journalier n'a pas eu un inſtant de relâche, pas une minute où il n'ait eu beſoin de tremper avec ſes

larmes la *sagamité* amere qu'il étoit forcé de dévorer, au défaut du pain que vous lui aviez arraché. Dans la Marche, dans le Poitou, des familles entieres ont vécu de son, d'herbes, de tout ce qu'il y a de plus vil & peut-être de plus dangereux.

L'année derniere encore, à l'approche de la moisson, l'*escourgeon* tout verd a été arraché par ces malheureux que la faim trompoit, & qui croyoient trouver dans cette production imparfaite la substance du grain, parce qu'elle en avoit déjà la forme. On l'a fait griller au four, afin qu'il pût soutenir l'action de la meule. On en a fait du pain; on l'a mangé. Des coliques, des dissenteries en ont été la suite. Cet aliment, changé en poison, a dépeuplé des villages, tandis que dans la capitale on dissertoit sur les bons effets de la liberté.

Voilà

Voilà les vrais fruits de la liberté indéfinie, & elle n'en ſauroit produire d'autres. Elle eſt infiniment nuiſible, c'eſt-là ſa propriété & l'unique réſultat qu'elle préſente.

CHAPITRE XIV.

Que les éloges donnés à la liberté du commerce des grains, ſont remplis de contradictions & d'exagérations inconcevables.

On l'a vantée cependant, on en a vu paroître des panégyriques fortifiés même par des noms reſpectables ; mais quand les faits ne dépoſeroient pas contre elle & ſes apologiſtes, quand les gémiſſements de tout un peuple en pleurs qui la déteſte, ne ſeroient pas plus croyables que les phraſes & les arguments de ſes protecteurs ; la maniere ſeule dont elle eſt défendue, permettroit-elle de croire que les auteurs de ces éloges fuſſent bien convaincus de ce qu'ils avançoient ?

Dans une de ces pieces, on lit :

nous croyons déja voir naître plus d'enfants qu'autrefois ! mais un objet pareil eſt-il donc un de ceux où l'idée, la ſuppoſition peut avoir lieu ? Eſt-ce ſur un *nous croyons*, qu'on ſe flatte de décider le gouvernement à autoriſer une opération trop réelle ? Eſt-ce en le flattant d'une augmentation incertaine dans le nombre de ſujets à venir, qu'on peut l'engager à conſacrer un état des choſes, qui compromet l'exiſtence des ſujets actuellement vivants ?

D'ailleurs eſt-ce donc deux ans après la publication de la loi qui autoriſoit la liberté, qu'on pouvoit déjà s'appercevoir de ſes effets quant à la population, ou même les ſoupçonner ? Eſt-ce quand la moitié de la nation, & celle ſur-tout à qui le don de faire des enfants a été ſpécialement dévolu, manquoit de pain de toutes parts, que l'on pouvoit s'imaginer voir les familles ſenſiblement accrues ?

M. D *** ne raisonnoit pas de même tout-à-fait dans une de ces notices de tous les livres consacrés à la *science*. Dans le nécrologe dressé par lui, mois par mois, jour par jour, de toutes les brochures oubliées au pied de la divinité ; il déplore deux ans de silence, & il se récrie amérement que les progrès de la *doctrine* ont été reculés d'autant, qu'il en a peut-être coûté la vie *à vingt millions d'hommes, & la naissance à deux cent millions d'enfants.* Eh ! qui vous empêchoit d'en faire, humain & peuplant philosophe ? Étoit-ce cette liberté qu'on vous ôtoit ? Eh quoi ! n'avez-vous cette faculté que dans vos livres, ou bien en prêchant le prétendu moyen de rendre les hommes heureux : tremblez-vous d'en augmenter le nombre par vous-même, & de couvrir la terre d'individus que vos pernicieuses erreurs dévouent à la plus cruelle indigence ?

Ce n'eſt pas tout : tandis que d'un côté on diſoit hautement : nous croyons voir *naître plus d'enfants, graces à la liberté*, on imprimoit que *la liberté n'avoit exiſté nulle part*. C'eſt un des plus forts articles des *repréſentations aux magiſtrats*. C'en eſt même le fondement, & le principal objet de cet ouvrage eſt de le prouver.

Il y a plus : cet écrivain, après avoir aſſuré, à la page 11 de ſes repréſentations, que depuis 1764 il n'y avoit eu que de mauvaiſes années, dont une au-deſſous des plus mauvaiſes, ſoutient, à la page 236, que *depuis 1764 l'exportation a procuré chaque année des récoltes plus fortes que la précédente* : ce qui laiſſe difficilement un intervalle pour placer l'année diſetteuſe pire que 1709. Enfin, à ſes pages 233 & 234, il prétend qu'il y avoit *un ſuperflu immenſe de grains en France*, & que la liberté *n'en a preſque pas fait ſortir* ;

tandis qu'à la page 237, il voit plus de 50,000,000, liv. *verſées dans l'état par le commerce*, & l'agriculture reſſuſcitée au moyen de l'exportation. Des aſſertions ſi contradictoires ne portent aſſurément pas ſur des vérités. Je n'en examinerai qu'une ici, c'eſt la revivification de l'agriculture par la liberté.

Eſt-elle fondée? Helas non! c'eſt une des plus terribles mépriſes de ces écrivains, que d'avoir eſſaié d'en impoſer au gouvernement, ſur cet article, par des brochures.

Non: l'agriculture n'eſt point rétablie. Elle eſt affoiblie à un point qu'il ſeroit peut-être difficile de calculer. Ces prétendus défrichements ont été, quelque temps, les objets de toutes les ſpéculations de nos agronomes citadins: mais au fond c'eſt un badinage, qui n'a produit que du mal dans

les provinces, s'il y a produit quelqu'effet réel.

Pour défricher, il faut ſuppoſer que le nombre des bras laborieux ſoit augmenté dans un royaume, ſans quoi votre opération eſt illuſoire. Vous ne faites que changer la culture de place : n'ayant pas plus d'ouvriers, vous ne travaillez pas plus de terrains ; mais, au lieu de les appliquer aux cantons fécondés par vos peres, vous vous attachez à ceux qu'ils avoient dédaignés, ou que l'impuiſſance leur avoit fait abandonner. Ce n'eſt donc pas le nombre des friches qui diminue, c'eſt leur ſituation. Les lieux cultivés deviennent des landes, tandis que les landes ſe couvrent de moiſſons : voilà tout ce que l'état y gagne, & il y perd ce que les anciennes terres rendoient par les impôts, dont les nouvelles cultures ſont exemptées ; il y perd ce que l'introduction

des beaux-esprits défricheurs ; des laboureurs à projets, détruit des mœurs, de la bonhommie rustique dans les villages où le malheur commun les fixe.

Voilà quel a été le fruit de toutes ces grandes entreprises d'agriculture faites par des compagnies de Paris, de ces beaux établissements entre Bordeaux & Baïonne, de ces desséchements entrepris avec tant d'appareil : toutes spéculations qui n'ont fait qu'épuiser la bourse des actionnaires, remplir celle des principaux directeurs, & attirer enfin des banqueroutes ignominieuses pour la nation, sans qu'il en ait résulté rien de réel, rien de vraiment avantageux.

Citera-t-on à l'appui de ces chimeres, comme on l'a fait dans les Ephémérides (*a*), un curé de Mondreville,

(*a*) 1770, tome 5, p. 13 & suiv.

grand prédicateur du commerce libre, & obſervateur ſcrupuleux de ſes effets? Ce prêtre véridique prétend prouver par des exemples le bien de cette liberté. Il cite ſa paroiſſe, & préſente la plus admirable échelle de la variation qui s'y eſt fait ſentir.

En 1762, elle n'étoit compoſée que de ſoixante-cinq feux. De 1762 à 1764, eſclavage, & par conſéquent ruine & dégradation, dont il donne le relevé ſucceſſif & effrayant. En 1764, richeſſes, proſpérité, augmentation de ménages, des enfants, & même des ânes, qui ne ſont point oubliés dans ſon calcul. Dans les réflexions qui ſuivent la lettre du paſteur, on n'oublie pas d'attribuer les malheurs à la prohibition, & le bonheur à la liberté. Mais ſi les prohibitions avoient été ſi nuiſibles qu'elles euſſent emporté, comme il le dit, en deux ans dans ſa paroiſſe $\frac{1}{12}$ des habitans & des va-

ches, $\frac{1}{10}$ des chevaux, & qu'elles eussent fait laisser en friches $\frac{1}{5}$ des terres; en 1762, il n'y auroit plus eu rien à détuire à Mondreville.

Ce n'est pas à cette année que les prohibitions ont commencé. Ou donc ce village n'auroit plus existé depuis long-temps, ou il faudroit croire qu'il formoit autrefois une ville comme Peking, afin que l'influence meurtriere des prohibitions eût eu de quoi s'y exercer. Il en est de même du tableau opposé. Si le cacul que présente le conscientieux pasteur des progrès de la restauration en quatre ans, étoit vrai, avec la liberté, dans cinquante ans d'ici, Mondreville seroit plus grand que Paris, & la cure de ce hameau vaudroit en novales mieux que le meilleur évêché de France. C'est ce que je souhaite au prêtre qui en est pourvu, ce pauvre curé est encore un spéculateur modeste, un

partiſan ſage & raiſonnable de la liberté ; la philoſophie rurale en exalte bien autrement les avantages & les produits. Voici ce qu'on y lit, à la page 295 du tom. 2 : » Si vous don-
» nez tous les ans 100 liv. à un la-
» boureur, & qu'il emploie cet argent
» à la culture, il aura dans neuf ans
» 102200 liv. pourvu que la produc-
» tion ait ſon LIBRE cours, & qu'il
» remette toujours en accroiſſement
» d'entrepriſe le produit de cette gra-
» tification, de maniere que le tout
» faſſe le fer à cheval. *L'inventeur*
» *ajoute, en s'adreſſant à ſon lecteur* :
» Penſerai-je que vous répugnez à
» vous rendre à l'évidence ? Serai-je
» aſſez coupable pour ſoupçonner qui
» que ce ſoit de mauvaiſes intentions,
» & de s'élever contre les vérités les
» plus reſpectables & les plus impor-
» tantes au genre humain ?

Il devoit ajouter, les plus neuves &

les plus extraordinaires; car si l'envie prenoit à un arithméticien de pousser plus loin le calcul, de prendre trois périodes de neuf ans, par exemple, au lieu d'une, & de supputer ce que peut rendre le fer à cheval avec la liberté au bout de vint-sept ans, on trouveroit que le laboureur, avec ses 2700 liv. d'avances annuelles, sera devenu riche de 26, 675, 528, 200, 000, 000 de livres tournois. Réduisant ce trésor en une expression plus portative, il donnera un milliard quatre cent millions de toises cubiques d'argent monnoyé, ou de quoi couvrir quatre vingt treize millions trois cent trois mille trois cent trente-trois arpents trois cent toises & quelques pieds quarrés, c'est-à-dire les deux tiers de la France, en écus de six livres.

S'il a vendu son bled sur le pied seulement de 30 liv. le septier de Pa-

ris, ce qui n'eſt pas tout-à-fait bon prix, il s'enſuivra que les 100 liv. ſi prudemment rendues à la terre tous les ans, ont produit huit cent quatre-vingt-neuf billiards cent quatre vingt-ſept milliards ſix cent ſoixante-ſix millions ſix cent ſoixante-ſix mille ſix cent ſoixante-ſix ſeptiers cinq boiſſeaux & un tiers, meſure de Paris; c'eſt-à-dire, de quoi nourrir au moins vingt millions d'hommes pendant onze millions huit cent quinze années, ou de quoi approviſionner dix-huit cent cinquante-deux royaumes auſſi grands que la France, & quelques villes frontieres, pendant ſix mille ans, le tout ſorti d'un grain de bled en 27 ans.

Il n'y a pas lieu d'être ſurpris qu'avec de ſemblables richeſſes les écrivains qui les promettent, craignent ſi peu la diſette & la cherté. On ſent qu'ils ne doivent être embarraſſés que de l'abondance. L'auteur de la philo-

ſophie rurale paroît ſcandaliſé, à la même page, de ce que les laboureurs qui *n'approfondiſſent pas ſes principes par les calculs*, *ſont effrayés*. Mais ils le ſeroient encore bien davantage s'ils calculoient. Ils trembleroient tous d'eſſuyer le ſort de cette fille Romaine, accablée par les Sabins ſous les récompenſes de ſa trahiſon; ils redouteroient bien plus cette effroyable abondance, que la diſette la plus dévorante.

CHAPITRE XV.

Pourquoi il y a des pays où la liberté du commerce des grains & ses effets ne sont pas à craindre.

GENES, Malthe, la Barbarie, la Hollande, plusieurs pays du *nord*, *laissent*, dit-on, *les portes ouvertes à l'importation*, *& ne craignent point la disette.* On parle de la Provence, du Languedoc, dont les parlements réclament à grands cris la liberté; mais combien toutes ces citations sont-elles peu propres à étayer le système dont on veut qu'elles soient l'appui!

Genes & Malthe, dans leurs rochers, bornées à des citrons, à des fleurs, à des récoltes d'agrément, font bien sans doute d'appeler chez elles

bien ſans doute d'appeler chez elles l'importation ſous le titre d'exportation. C'eſt du bled qu'elles demandent à acheter, en feignant de vouloir en vendre. Elles ſont comme ce pauvre, qui ſollicitoit une place de marmiton dans une grande cuiſine : c'étoit pour en partager l'abondance, & non ſans doute pour l'augmenter.

Il en eſt de même de la Hollande : elle n'eſt qu'un entrepôt de commerce : elle vit du courtage univerſel. Si elle interdiſoit jamais dans ſes ports la ſortie d'une denrée quelconque, comment pourroit-elle ſe flatter de l'y voir entrer ?

L'auteur des *repréſentations*, en ſe moquant de nos terreurs quand nous voyons nos grains s'échapper de toutes parts, a grand ſoin d'obſerver, pag. 21, que *l'on a vu vendre le dernier ſeptier de bled à Amſterdam, ſans que le peuple prît l'alarme*. Je le crois bien. Ce

peuple en mange peu, & n'en recueille point. Il doit donc être très-indifférent sur toutes les manipulations qu'il lui voit subir. Il est de l'essence des choses en ce pays, que cette denrée y soit perpétuellement en action, qu'on l'y voie dans un mouvement continuel, sans quoi elle n'y arriveroit pas.

Mais nous, sommes-nous donc dans la même position?

Pour tirer toujours nos images de la même comparaison, les riverains du Rhône voient, tous les jours, son eau couler avec rapidité; ils s'inquietent peu de ce qu'elle devient, parce que c'est la fuite de celle qui passe aujourd'hui, qui nécessitera l'arrivée de celle qui passera demain; mais si les habitants du Valais voyoient toute la surface de leur lac prendre le même mouvement, céder à la même impulsion, ne seroient-ils pas dans les plus grandes alarmes? Nous sommes les Valaisans,

& les Hollandois ſont les voiſins du Rhône.

On doit en dire autant de la Provence, du Languedoc, du Dauphiné, &c. Les éloges donnés par les compagnies ſouveraines de ces provinces à la liberté, ne doivent pas tirer à conſéquence pour le reſte du royaume. La preuve en eſt d'abord, que d'autres compagnies ont demandé au roi tout le contraire dans d'autres provinces : les parlements de Paris & de Normandie ont fait des prieres & des aſſertions toutes oppoſées à celles des parlements d'Aix, de Toulouſe, de Grenoble : voilà donc autorité contre autorité. Les noms ici ne ſont donc plus rien.

Enſuite il n'eſt pas étonnant que ces dernieres cours aient tenu le langage qui ſemble démentir nos principes. Leurs reſſorts ſont préciſément dans le cas de tous les pays dont je viens

de parler. Ils produisent peu de bled. La plus grande partie de celui qui s'y consomme leur vient du dehors. Il est donc naturel qu'elles aient revendiqué à grands cris la liberté de l'importation.

Troisiémement, à l'égard de l'exportation, elle leur auroit été très-indifférente, sans un hasard singulier qui l'a rendue lucrative pour les districts situés sur le bord de la Méditerranée, & postés de maniere à en faire le commerce sans peine. Ce hasard, c'est la stérilité qui a frappé l'Italie trois ans de suite. Marseille, Cete, tous les ports de cette côte, & par conséquent les provinces dont ils sont l'entrepôt, ont été la ressource de cette contrée affligée. Ce sont vraiment elles qui ont nourri l'Italie, & le commerce y a réellement fait passer beaucoup d'argent.

Mais étoit-ce de leur crû que pro-

venoient les bleds que leurs négociants revendoient à Naples & à Parme ? Non, ſans doute ; c'étoient ceux du Limouſin, de l'Auvergne, du Berry, qu'ils y avoient achetés à bas prix.

Quand une fois ces réſervoirs ont été épuiſés, on a vu arriver préciſément ce que j'ai annoncé plus haut qui arriveroit toujours. L'opulence eſt reſtée ſur la frontiere, & la plus affreuſe miſere dans le centre. Le bled n'a trouvé ni chemin, ni forces pour remontrer, quoiqu'il en eût trouvé tant pour deſcendre. Ces ports, qui avoient ſervi de paſſages au commerce pour emporter les dépouilles des habitants de Brives & de Bourges, ont ſervi à alimenter Marſeille, Touloufe & leurs environs. La mer & le canal ont voituré les approviſionnements néceſſaires pour éloigner au moins la diſette ; mais elle s'eſt fixée dans ces montagnes, où la mer & les

canaux ne ſont d'aucune utilité. Elle a fait cruellement payer à ces laboureurs indiſcrets l'imprudence qu'ils avoient eue de préférer de l'argent avec lequel on meurt de faim, à la denrée avec laquelle on vit toujours.

Et ce n'eſt pas à eux ſeuls que s'eſt bornée cette triſte ſuite des enlevements exceſſifs. Lyon, accoutumée à tirer ſa conſommation de l'Auvergne, &c. a été fort ſurpriſe d'y trouver tous les greniers vuides. La diſette a donc été à Lyon : le pain y étoit encore cet hiver à un prix exorbitant, en 1771, & ſi la police n'étoit pas changée, il augmenteroit, ſans difficulté, juſqu'à un excès intolérable.

Cette différence de ſituations & d'intérêts donne la clef de la contradiction apparente qui exiſte entre les vœux des cours ſupérieures du royaume, & conſtate la néceſſité des réglements proportionnés à la conſtitution

physique & politique de chaque pays. Il en faut en Provence, pour favoriser l'importation, il en faut en Auvergne, pour la défendre.

A l'égard de la Barbarie, quel bien y fait donc la faculté d'en exporter les grains ? La culture y est-elle florissante ? Les peuples y sont-ils heureux & riches ? Le gouvernement y est-il doux ? Les maîtres songent-ils qu'un de leurs axiomes fondamentaux, c'est, d'une part, que la servitude détruit tout, anéantit tout; & de d'autre, que les peuples soumis au joug du pouvoir arbitraire, sont des vrais serfs ? Si la Barbarie est riche, peuplée, fortunée en tout sens, le pouvoir arbitraire, l'ignorance de l'ordre légal ne sont donc pas si funestes; & si elle n'est rien de tout cela, le bled peut donc croître au milieu de l'oppression; la liberté politique n'a donc point d'influence sur l'abondance des moissons ;

la terre cultivée par des mains esclaves, peut donc n'en être pas moins féconde.

Le fait est que les Barbaresques, sur des champs couverts des plus riches récoltes, croupissent dans la plus affreuse misere. La liberté des grains ne les garantit d'aucun des fléaux attachés à l'extrême indigence.

Il en est de même des Polonois, qui sont sans doute ces peuples du nord qu'on nous propose pour modele.

On nous soutient que la culture ne peut être florissante que quand le bled est cher, & on nous montre autour de la Vistule de vastes plaines, où la culture fleurit, & où le bled est à bon marché; c'est même sur ce bon marché que l'on fonde les ressources que l'on nous promet contre l'excès du bon prix; on nous apprend que la culture ne peut être fructueuse que sous des mains opulentes, & on nous fait voir,

dans ces palatinats désolés, une culture fructueuse exploitée pas des mains indigentes, par des mains de serfs qui ne possedent rien. On nous flate de devenir le grenier commun de l'Europe, les fournisseurs universels, & on nous indique des ports qui regorgent de grains à un prix qui, dit-on, ruineroit chez nous le laboureur & l'état sans ressource.

Enfin, pour dernier trait d'inconséquence, dans quel temps nous vante-t-on l'exemple & la richesse de la Pologne ? C'est lorsque ses villes en cendres sont en proie au plus affreux pillage, lorsque ses campagnes dévastées ne sont couvertes que des cadavres de leurs cultivateurs, lorsque la plus effroyable anarchie la désole : c'est alors que M. l'abbé *Baudeau* va y prendre possession d'un bénéfice. C'est alors que ce célébre économiste (*a*) écrit, de Grodno, une lettre cha-

(*a*) *Représentations*, page 259.

ritable

ritable, où il annonce du *beau froment à 20 livres de* Paris, *à quiconque en voudra, quitte de tout*, tiré de Dantzic & de Konigsberg. Il donne des adresses, moyennant lesquelles *on en aura tant qu'on voudra pour ce prix.* Et comme si ce bled étoit déjà arrivé, il se récrie, sur le champ, avec complaisance : *Voilà une bonne réponse aux frayeurs de nos citadins.*

Afin de rendre la réponse encore meilleure, il ajoute : *Si j'avois été plutôt ici, vous auriez actuellement ce même froment là, dans toute la France, & il n'auroit pas coûté plus de 15 à 16 l.* Mais, sage bienfaiteur de l'humanité, oubliez-vous donc que le bled de Dantzic arrivé dans nos ports à ce prix là, auroit forcé nos colons à ne pas vendre le leur plus cher ? Et depuis quatre ans vous combattez avec fureur, vous épuisez toutes vos ressources, pour démontrer que ce prix là sera la ruine

de notre agriculture & le ſignal du renverſement de notre patrie.

Ce n'eſt pas tout. M. le prévôt de Viduiski ajoute : il y a ici du grain qui ſe perdra, ou qui ſe boira en mauvaiſe biere, en mauvaiſe eau-de-vie, plus qu'il n'en faudroit pour nourrir, trois ans, le royaume de France.

Mais ſoyez donc d'accord avec vous-même. Quoi ! vous jurez que la liberté nous garantira des mauvais effets de trop d'abondance. Vous êtes prêt à ſceller de votre ſang, dites-vous, cette grande vérité, qu'avec la liberté le grain aura toujours un prix uniforme & invariable, que le cultivateur ſera toujours riche, & la denrée jamais avilie ; & vous m'apprenez vous-même, que dans un pays libre à cet égard, dans une contrée où la ſortie des grains n'éprouve aucune gêne, ils s'accumulent dans des moments de déſaſtre, de dépopulation, de ravages,

de ſtérilité en tout ſens, au point que les propriétaires en ſont ſurchargés & ne ſavent qu'en faire !

Après une lettre ſi ſage & des nouvelles ſi conſolantes, le miſſionnaire mitré encourage ſes apôtres à les prêcher dans tout l'univers. Il leur dit, avec un ſang froid majeſtueux : *dites ceci à tout le monde de ma part* : c'eſt la parodie de l'ordre : ITE ET EVANGELIZATE IN NOMINE MEO. Voilà juſqu'où le fanatiſme d'une ſecte, l'oubli des vrais principes de la raiſon & de l'humanité peuvent égarer même des eſprits eſtimables d'ailleurs, & comment on arrive à joindre l'excès du ridicule à celui de l'erreur.

CHAPITRE XVI.

Qu'il faut des réglements pour reſtreindre la liberté du commerce des grains.

LES partiſans de la liberté eux-mêmes, adminiſtrent donc des preuves convaincantes que la liberté eſt inutile, qu'elle n'aſſure ici l'opulence ni le bonheur d'un peuple, & que par conſéquent les ordonnances qui la reſtreignent, ne méritent pas les déclamations qu'ils ont oſé ſe permettre contre ces entraves de la cupidité.

La liberté indéfinie n'eſt point toujours utile : elle peut être dangereuſe, elle l'eſt, elle l'a été pour nous. La liberté n'a de bons effets qu'avec des reſtrictions. Or ces reſtrictions ſont des réglements ſages, des réglements combinés avec réflexion, des régle-

ments qui ne ſoient, ni fondés ſur la ridicule & chimérique évaluation du *prix moyen*, ni ſur le rapport arbitraire de l'avance locale ; mais ſur une connoiſſance approfondie des temps, des lieux, des vrais intérêts de chaque peuple & de chaque province ; connoiſſance que le miniſtere a, ou doit avoir, & qu'il doit ſe procurer à quelque prix que ce ſoit, s'il ne l'a pas, comme toutes les autres, ſans leſquelles il ne peut que faire le malheur des peuples, & par conſéquent le ſien.

C'eſt ici que l'enthouſiaſme des partiſans de la liberté redouble. Ils diſent que la manie *réglementaire* eſt cauſe de tous les maux qui nous accablent : au nombre des tyrans *réglementaires* qui ont opprimé le peuple en voulant le ſoulager, ils placent le le chancelier de *Lhopital*, qu'ils appellent un *petit génie*, *minutieux*,

ignorant ; au nombre des loix faites pour exciter le mépris & l'indignation de la postérité, il placera celle de 1567, dictée par ce chef de la magistrature, par ce digne organe de la majesté royale, par cet homme que son siecle n'a point assez connu, mais que les siecles suivants ont récompensé de cette injustice, & dont la mémoire n'auroit jamais trouvé que des admirateurs respectueux, s'il n'avoit jamais existé d'*économistes*.

Eh! d'où vient donc ce transport? Quoi! les réglements vous paroissent une contrainte toujours nuisible sans exception! D'abord cela n'est pas vrai. N'y eût-il que le cas de la peste, il est évident qu'ils peuvent être bons. Sans des loix séveres & des précautions rigides, ce cruel fléau ne s'arrêteroit jamais dans les pays où l'imprudence le laisse pénétrer. Sans une assiduité vigilante, sans l'observation

ſcrupuleuſe des réglements, il ſe reproduiroit ſans ceſſe de nouveau, & ne s'éteindroit un moment, que pour ſe rallumer avec plus de fureur.

Voilà donc au moins une conjoncture où les réglements ſont néceſſaires ; mais enſuite tout ce que nous venons de dire de la liberté, ne démontre-t-il pas qu'ils ſont au moins auſſi indiſpenſables dans la matiere du commerce des bleds ? La peſte ne tue qu'une portion des citoyens vivants ; & ceux qui n'en ſont point attaqués, ne s'en reſſentent pas.

Mais le défaut de police, dans la manutention des grains, les expoſe tous à périr ; & ceux même dont elle ne compromet pas ſenſiblement l'exiſtence, ne laiſſent pas que d'en ſouffrir. Elle entraîne des cruautés, des violences qui donnent des convulſions redoutables à tout le corps politique. Et les gémiſſements ſeuls des membres

que cette gangrene dévore, ne suffiroient-ils pas pour la faire abhorrer de tous ceux qu'une situation plus heureuse en garantit ?

Si la sagesse ne vous en donne pas des réglements, il faudra donc vous abandonner aux caprices de la cupidité. J'ai prouvé que les prétendus secours de l'intérêt averti par le besoin, étoient une ressource illusoire. S'il vous en procure de réels, il ne le fera qu'avec la certitude d'un gain énorme. Il ne connoîtra de mesures dans ses exactions, que celle de ses desirs ; & ces desirs illimités, comme la passion qui les produit, ne seront assouvis que quand il aura dévoré, & vous, & votre peuple, & le terrain même sur lequel il aura été admis à exercer ses ravages.

Mais les réglements n'ont produit que de mauvais effets ! Ouvrez l'histoire, vous verrez les plus grandes

chertés ſe rapporter juſte aux époques où il y a eu des loix promulguées pour les empêcher : donc ces loix ont produit ces chertés.

Quoi ! parce que des manœuvres criminelles, ou des ſtérilités ſubites, ont occaſionné un étranglement auquel il a fallu pourvoir, vous ſerez en droit d'en conclure que ce calmant, qui a appaiſé les douleurs, en a été la vraie cauſe !

Vous nous compilez une douzaine d'époques triées avec ſoin ſur douze ſiecles. Vous nous citez de ces chertés paſſageres, qui n'ont encore été que locales & viſiblement cauſées par le malheur des ſaiſons ; & vous en tirez des conſéquences triomphantes contre les réglements que vous trouvez à la même date ! Mais vous ne dites pas qu'ils ont fait diſparoître la cherté : vous ne dites pas que, ſans eux, elle auroit été peut-être plus exceſſive :

vous n'avez garde d'obſerver que ſans la liberté, le prix ordinaire eſt pourtant revenu, & vous criez toujours que la liberté eſt l'unique ſalut des empires.

Sans doute les réglements peuvent être inutiles & même dangereux; mais c'eſt lorſque la tête qui les a ſu rédiger, n'eſt pas ſecondée par des mains vigoureuſes qui ſachent les faire exécuter; c'eſt lorſqu'une molleſſe timide ou criminelle tolere la fraude au lieu de la punir, & que les chefs des prévaricateurs ſe trouvent chargés de pourſuivre la prévarication. Alors, certainement, tout tournera contre le peuple. La cherté, ſans contredit, ſera nourrie par la loi, & le remede deviendra un poiſon. Mais ce n'eſt pas ſur l'abus que je ſpécule dans la théorie, & il eſt toujours aiſé de le prévenir dans la pratique.

La police Turque auroit bientôt

déconcerté la cupidité Européenne. Une potence dans chaque marché, avec un ſeul exemple, mettroit promptement en fuite le monopole & ſes adhérents.

Ne croyez pas que je me ſois contredit, quand, dans un endroit de cet ouvrage, j'ai montré combien les enlevements forcés profitoient peu au peuple, pour qui cependant ils étoient faits, & que, dans un autre, j'ai prouvé qu'il y avoit des cas où ils étoient ſalutaires.

Ils ne le ſont pas, parce que bien rarement ils ont l'objet qu'ils devroient avoir ; parce que, plus rarement encore, ils ſont exécutés avec l'eſprit qui devroit en être le mobile ; mais ils le ſeront au moment où une rigueur inflexible en maîtriſera les inſtruments, & où le ſupplice, toujours préſent aux yeux des agents ſecondaires, inſpirera de l'effroi, même à leurs chefs.

En général les loix ſont le frein des paſſions, ou doivent l'être ; mais ce frein ne ſera reſpecté qu'autant qu'un châtiment infaillible ſera la ſuite de l'excès qui oſeroit le mépriſer.

CHAPITRE XVII.

Que pour qu'un empire ſoit dans le meilleur état poſſible, il faut que les ſubſiſtances y ſoient à bas prix, & que ce prix y ſoit invariable. Raiſon qui rend cette politique ſur-tout néceſſaire aujourd'hui en Europe.

LA conſéquence de tout ce qui précede eſt bien facile à tirer, ſi la cherté des grains eſt nuiſible & préjudiciable en tout ſens, ſi une adminiſtration fondée ſur ce principe eſt eſſentiellement funeſte & tyrannique, il s'enſuit que le ſeul moyen de la rendre douce & bienfaiſante, c'eſt de la diriger d'après le principe contraire. Il s'enſuit que le bas prix des ſubſiſtances de premiere néceſſité eſt non-ſeu-

lement l'opération la plus avantageuſe en politique, mais auſſi la plus indiſpenſable ; elle l'a été dans tous les temps.

Les Romains avoient ſenti cette grande vérité, au point qu'ils avoient rendu les ſubſiſtances preſque gratuites pour le peuple ; une grande portion des revenus publics s'épuiſoient préciſément à le nourrir aux frais de l'état. Mais ce peuple étoit dans une autre poſition que le nôtre ; il étoit ſouverain de l'empire ; les diſtributions de bled qu'on lui faiſoit, étoient le tribut que lui payoient ſes ſujets.

Il eſt aſſez naturel qu'un roi vive ſans rien faire ; & la canaille de Rome ayant joui long-temps des prérogatives de la royauté, y conſervant toujours quelques droits, ou du moins l'apparence de ces droits, même ſous les empereurs, il étoit dans l'ordre qu'elle vécût aux dépens des pro-

vinces autrefois aſſujetties par elle.

Les choſes ſont chez nous dans une autre poſition : auſſi je ne prétends pas que l'oiſiveté de la claſſe inférieure de la ſociété doive être entretenue par des largeſſes qui la diſpenſent du travail. Je dis ſeulement que le prix de la ſubſiſtance, qui lui fournit les forces néceſſaires pour continuer ſon travail, doit être bas & invariable. Bien loin que l'attention de l'autorité doive être de le hauſſer, elle ne doit au contraire s'appliquer qu'à le reſtreindre.

J'ai déjà montré pluſieurs des raiſons d'où dérive cette obligation, en voici une eſſentielle & tranchante dont j'ai déjà dit quelque choſe ci-deſſus ; elle eſt tirée du changement arrivé dans nos mœurs & dans notre conſtitution par l'extinction de la ſervitude perſonnelle.

Chez les anciens peuples qui avoient

des esclaves, comme je l'ai déjà observé, les variations dans le prix des nourritures, je dirois presque des fourrages humains, ne tomboient que sur les gens en état de les supporter. Par cela même elles étoient beaucoup plus rares, & toujours moins funestes; l'escave étoit sûr de sa subsistance, quoiqu'il arrivât. Son maître, moins pressé de la rétribution journaliere, l'occupoit chez lui, quand il ne trouvoit pas à le louer dehors. Il faisoit par ce moyen la loi aux propriétaires des denrées nécessaires à la vie, qui, ayant besoin de bras, étoient forcés, ou de les payer plus cher quand ils les appeloient, ou de vendre leurs productions à un prix plus modique, afin de ne pas rester eux-mêmes sans secours.

De là naissoit la juste proportion entre le travail & sa récompense.

Quand des conjonctures fâcheuses

renverſoient cet équilibre, & portoient à un excès paſſager, mais inévitable, le prix de la denrée, le maître de l'eſclavage ſouffroit, l'eſclave auſſi, ſi vous le voulez; le ratelier étoit un peu moins garni; le picotin ne ſe donnoit qu'à meſure raze, au lieu d'être comble. Mais enfin il y avoit du foin & de l'avoine à quelque prix que ce fût, & l'agent eſſentiel des travaux n'étoit point conſumé par la faim, en diſputant aux bêtes fauves les racines ſauvages dont elles ſont forcées de ſe nourrir, en échange du bonheur qu'elles ont d'être libres.

Il en eſt de même encore chez les nations qui ont eu la ſageſſe de conſerver la même police; mais nous, chez qui une politique très-fine, un ſyſtême d'ambition & de deſpotiſme très-adroit a fait conſacrer un affranchiſſement univerſel (*a*), il nous faut

(*a*) Voyez la *Théorie des Loix.*

un autre régime & d'autres principes.

La plus nombreuse portion de la société s'est trouvée, de ce moment, non pas rendue à elle-même, mais livrée essentiellement à la misere, au besoin dévorant, à la nécessité du travail le plus dur & le moins interrompu. L'indépendance de nos manouvriers n'a été qu'un surcroît de charges. Leur prétendue liberté les a soumis aux impôts, aux corvées personnelles, aux vexations de toute espece, déguisées sous tous les noms possibles. La superstition, l'industrie, la crainte, se sont établi sur eux des revenus qui absorbent la plus grande partie du salaire infiniment modique, auquel ils ont droit de prétendre. Ils se sont trouvés chargés seuls de leur entretien, de celui de leurs femmes & de leurs enfants, de leur nourriture, des frais de leurs maladies, du paiement des taxes publiques.

Pour ſubvenir à tant de dépenſes, ils n'ont eu d'autres reſſources que la ſolde journaliere de leur travail; ſolde amoindrie encore par des jours de fêtes ſans nombre, par des non-valeurs réitérées, par les variations des ſaiſons, par les révolutions du luxe, par tous les incidents qui troublent & dérangent la ſociété. Dès-lors leur exiſtence n'a plus été que précaire.

Les eſclaves avoient du moins celle d'eſclave; c'étoit une claſſe un peu au-deſſous de l'homme. Mais enfin elle étoit cela. Les manouvriers ne ſont rien, rien abſolument. Loin d'être ſûrs aujourd'hui de leur pain de demain, preſque toujours ils ont mangé hier celui d'aujourd'hui; ils paſſent leurs jours dans cette incertitude affreuſe, dans cette vie imaginaire, pour ainſi dire, & toujours dépendante du haſard, du caprice d'autrui; mais enfin,

nés dans cet état, ils le supportent; tandis qu'ils ne le voient point changer en un encore pire. Leur félicité consiste dans un moindre malheur.

Mais si vous venez tout d'un coup détruire la proportion qui ne leur assuroit qu'une longue infortune, & ne leur présenter que la perspective effrayante de mourir de faim, effet infaillible d'un haussement subit dans le prix des denrées, alors le découragement s'empare d'eux avec raison. Ils ne voient plus de ressource que le désespoir ou l'expatriation, & la misere ne les laisse pas long-temps balancer; il faut qu'en très-peu de temps ils se révoltent, qu'ils meurent, ou qu'ils fuient.

C'est ce qu'une expérience cruelle n'a que trop démontré. Les émotions arrivées en tant d'endroits n'ont pas eu de suite, mais la perte des hommes

n'en a pas été moindre. Le gouvernement s'est trop aveuglé, qu'il me soit permis de le dire, sur le nombre des émigrations qui ont porté la population au dehors, & sur celui des vuides que la faim & les maladies ont causés dans l'intérieur.

La foiblesse qui doit en résulter n'est peut-être pas encore bien sensible ; mais c'est la génération prochaine, qui en sera surprise & accablée. C'est quand les hommes qui vivent aujourd'hui seront éteints, que l'on s'appercevra qu'ils ne sont point remplacés. C'est alors que l'on redemandera compte aux principes des *économistes*, des millions de familles qu'ils ont assassinées. Les ombres de tant de malheureux immolés à leurs illusions, s'éleveront du sein de la terre qui les renferme, pour avertir la postérité de s'en défier. Peut-être aura-t-elle la

ſageſſe de proſcrire d'une voix unanime ce ſyſtême meurtrier. Peut-être conſacrera-t elle à jamais la maxime oppoſée, que les ſubſiſtances doivent être à bas prix.

CHAPITRE XVIII.

Ce que c'eſt que le bas prix des grains, qu'il ne nuit à rien & eſt favorable à tout.

ON dira que ce mot eſt vague, que le prix n'eſt bas & haut que rélativement. J'en conviens. Dans cette matiere, chaque peuple doit avoir ſon thermometre particulier, comme il a ſes loix & ſes uſages. C'eſt préciſément le point ſur lequel les *économiſtes* ſe ſont le plus terriblement mépris.

Ils ont vu les *Anglois* & les *Hollandois* proſpérer avec un régime, & ils en ont conclu que c'étoit celui qu'il falloit adopter pour nous. La conſéquence directement contraire auroit été beaucoup plus ſage : la politique

utile à Londres & à Amſterdam, n'eſt pas plus faite pour nous que le ponche & l'habitude de mâcher du tabac.

En général le prix du bled eſt bas, & par conſéquent au taux où il doit être, quand, ſuivant la proportion établie entre celui de toutes les autres denrées, le manouvrier peut ſuffire avec ſa paye journaliere à vivre avec ſa famille, ſans que le cultivateur, des mains de qui le bled ſort, riſque de ne pas retirer ſes avances, & un profit honnête.

Ce taux en France étoit, avant la fatale époque de 1764, quand le bled valoit de 12 à 18 liv. le ſeptier de Paris. Elle donnoit le pain à 1 ſol, à 6 liards la livre. D'après les proportions relatives établies entre tous les objets de conſommation, le manouvrier pouvoit vivre par tout, comme il vit, bien entendu, c'eſt-à-dire, un peu plus mal que les chevaux; parce que ces animaux

animaux ne paient ni leur bourrelier, ni leur maréchal, & que ce n'eſt pas ſur leur ration qu'on prend de quoi raccommoder le chariot auquel on les attache.

On me dira que ce prix eſt la ruine du laboureur : on me citera le tableau des dégradations, & la philoſophie rurale, &c. C'eſt le refrein éternel des partiſans de la liberté. Sans m'arrêter à débattre tous les états menteurs qu'ils ont produits, en voici un, fidele, certain, pris dans une province qui n'a ni l'abondance en partage, ni la ſtérilité à craindre. Je le tiens d'un gentilhomme, qui, depuis vingt ans, exploite ſes terres par lui-même. Voici ce que rend, ſur le pied de 15 l. le ſeptier de Paris, un arpent de terre à la ſolle en Artois, année commune, & ce que la culture en peut coûter.

		Dépenses au plus haut.		*Produit moyen.*
Froment	Labour à prix d'argent.	24 l.		200 gerbes produisant six septiers de Paris à 15 l. 90 l.
	Loyer.	24		Pailles à 12 l. le cent. 24
	Semence.	7	10	
	Impôts. L'état ne porte que 8 l. Nous en supposerons le double pour les pays d'élection.	16		
		71	10	114
Mars.	Moitié.	35	15	moitié 57
	La dîme & les moissonneurs, qui se paient en nature & qui font toutes les corvées, emportent 17 du cent. C'est-à-peu-près 23 livres à ajouter aux frais.	23		
		130	5	171

Ainſi, tandis que la dépenſe ne peut jamais excéder 130 liv., le produit ne peut gueres être au-deſſous de 171 liv. pour un homme qui feroit labourer à prix d'argent, qui n'auroit aucune eſpece d'embarras, qui ſe borneroit à faire ſemer & recueillir ſous ſes yeux, qui vendroit tout ce que la terre produit. Le bénéfice ſeroit, par arpent, de plus de 40 liv.

Il eſt vrai que je ne préleve ici rien pour l'engrais des terres, & que le fermier emploie à cet article une partie de ſes pailles. Mais auſſi les chevaux qui les conſomment, labourent, & lui épargent les 36 liv. que j'ai comptées pour cet objet. Ainſi le calcul eſt toujours juſte.

D'ailleurs la menue induſtrie de la baſſe-cour, du nourriſſage des beſtiaux fait un article très-conſidérable dans une ferme. C'étoit un proverbe connu & confirmé par l'aveu des fermiers

honnêtes & intelligents, que la basse-cour payoit le maître. Le reste du produit de la terre, les dépenses prélevées, étoient donc un gain pur pour le cultivateur. Il n'étoit pas rare en effet d'en voir qui s'enrichissoient, même sous l'anathême si abhorré des prohibitions.

Le bas prix ne leur est donc pas nuisible : ils peuvent donc, avec le bas prix, retirer 30 pour 100 de leurs avances. Quel est le commerce qui rendroit un aussi prodigieux intérêt ?

On me dira : mais si une récolte extraordinaire faisoit tomber le bled au-dessous de 12 livres, ils risquoient d'y perdre. Non encore. 1°. Il y avoit la ressource de l'exportation ; c'est alors qu'elle étoit sage, motivée, utile.

2°. La nourriture des bestiaux en devenoit plus étendue. C'est alors que les especes se régénéroient, pour ainsi dire. Le laboureur s'y appliquoit

davantage. L'abondance dont il se voyoit entouré, le rendoit plus prodigue envers les animaux qui remplissoient ses étables & redoubloient, par la multiplication des fumiers, une fécondité dont ils profitoient (1).

Avec une nourriture plus substantielle, ils peuploient davantage; ils avoient plus de force & plus de masse; ils offroient à l'état une ressource de plus contre la disette. Ils assuroient bien mieux l'équilibre dans le prix des grains, d'une province à l'autre, que cette liberté cruelle qui le détruit sans ressource. C'étoient,

(1) C'est une observation importante. La cherté du bled a fait abandonner la nourriture des bestiaux, & par conséquent diminuer les fumiers, d'où suivra nécessairement la diminution des récoltes. C'est ainsi que ce malheureux systême est funeste dans toutes ses parties, & qu'il desseche dans toutes ses racines l'abondance que ses inventeurs veulent, disent-ils, faire renaître.

pour ainsi dire, autant de greniers vivants, qui alloient chercher la consommation & le consommateur. C'est alors que la route étoit vraiment la même pour monter & pour descendre.

Si le bas prix étoit loin de ruiner l'exploitation, & de décourager les hommes utiles qui en faisoient leur métier, il favorisoit d'un autre côté les manufactures; il aidoit le développement de l'industrie. Il assuroit la supériorité en ce genre au peuple qui avoit le bonheur de le posséder. Pouvant épargner beaucoup sur la main-d'œuvre, cette nation assuroit d'autant par-là le débit de ses matieres premieres, & leur reproduction.

CHAPITRE XIX.

Réfutation d'une ſinguliere mépriſe ſur le ſens du mot richeſſe *& ſur la nature des objets auxquels il faut l'appliquer.*

C'Eſt ici le lieu de combattre une des erreurs fondamentales des économiſtes, de réfuter toutes ces déclamations hériſſées de calculs, de ſupputations & d'injures qu'ils ont tant multipliées ſur le mot de *richeſſes*. Les diſputes à ce ſujet ne ſont venues, comme preſque toutes les diſputes, que d'une équivoque. Elles ſont fondées ſur une ſubtilité.

Tout vient de la terre, ont-ils dit: l'induſtrie n'eſt rien : l'induſtrie eſt ſubordonnée à la culture. Le prix des étoffes manufacturées n'eſt que l'é-

quivalent du grain consommé par les manufacturiers : donc ces étoffes ne sont pas de vraies richesses ; donc il n'y a que ce grain, qu'elles représentent, qui mérite ce nom ; donc il n'y a que le peuple qui en dispose, qui puisse être vraiment opulent ; donc il n'y a que les terres qui soient un vrai trésor ; donc il n'y a que l'art qui les féconde, qui mérite d'être encouragé par un gouvernement éclairé.

On leur a répondu par l'exemple de Geneve & de la Hollande ; on leur a dit : voilà des peuples qui n'ont point de terres, & qui cependant sont riches. Voilà une nation qui ne recueille pas de grains, & cependant elle est opulente : donc on peut être riche sans terres & sans grains.

Qu'ont-ils repliqué ? *Qu'à* Geneve *& à* Amsterdam *on mangeoit du pain, que ce pain étoit venu quelque part, & que quand on parloit du pain de* Ge-

neve, *on parloit de celui de* Paris. Ce n'eſt pas là comme il faut raiſonner, ce ſemble, quand on veut perſuader.

Tout vient de la terre, ſans contredit. Le plus beau diamant en eſt ſorti, comme le plus chétif épi de millet. Dans ce ſens, l'axiome que vous ſoutenez eſt juſte & inconteſtable ; mais ſuit-il de-là que le diamant appauvriſſe celui qui le poſſede, que le maître des mines de Golconde ou des plaines du Bréſil, où ſe trouvent ces cailloux précieux, ne doive être regardé dans le monde que comme un malheureux mendiant, bien inférieur à un valet de charrue de Mondreville? C'eſt ce que je ne penſe pas tout-à-fait.

S'il n'y avoit qu'un ſeul homme ſur ce globe, ſa richeſſe ſans difficulté ſeroit d'avoir beaucoup de pommes, de marons, de noix, de grains de

toute eſpece, d'en accumuler le plus qu'il pourroit : c'eſt celle des ſinges, des écureuils, des hériſſons, & dit-on, des fourmis. Un rubis oriental ne vaudroit pas pour lui une châtaigne du Limouſin.

Mais placez trois hommes ſur ce terrain déſert, donnez leur à chacun des propriétés particulieres, avec des goûts différents des objets de ces propriétés. Que l'un ait la mine de pierres étincelantes; l'autre, le verger aux fruits à coquilles; & le troiſieme, les champs couverts de riz ou de maïs; tant que le premier n'aura point de rapport avec ſes voiſins, il ne ſera pas plus riche qu'eux, & même il le ſera moins, puiſqu'ils vivront avec leurs fruits & qu'il mourra de faim avec ſes bijoux. Mais que les poſſeſſeurs des noiſettes & du pilau ſoient curieux de faire des préſents à leurs femmes, ou aſſez éblouis

de l'éclat des cailloux, pour y ſuppoſer quelque vertu divine & cachée; que le deſir de s'en procurer devienne aſſez vif chez eux, pour leur perſuader que ce genre de productions eſt préférable à celles dont ils ont la jouiſſance; il eſt clair que, de ce moment, voilà le caillou qui devient richeſſes.

Le propriétaire en étoit embarraſſé auparavant, il va s'appercevoir qu'il a dans les mains un tréſor. Bientôt il aura plus de cocos & de manioc que ſes deux voiſins. Pour peu que ſa mine ſoit inépuiſable, & leurs femmes preſſantes, ou leur ſuperſtition durable, ils ne travailleront plus que pour ſe procurer de quoi lui payer ſes bagues & ſes amulettes.

Voilà exactement l'hiſtoire de tous les peuples: voilà le tableau fidele de ce qu'on appelle le commerce; voilà comment un objet ſtérile par

lui-même, très-impropre à fournir la ſubſiſtance, peut cependant devenir une véritable richeſſe, & nourrir ceux qui en ont la poſſeſſion.

Il en eſt des nations, entre elles, préciſément comme de chaque individu pris à part, & mis en relation les uns avec les autres pour des échanges. Il y en a qui ne ſont rien, mais qui ont des fermes, des métairies, des champs, où l'on travaille pour eux; dira-t-on qu'ils ne ſont pas riches, parce qu'ils ne vont pas eux-mêmes labourer la terre?

Il y a des nations, uniquement appliquées à l'induſtrie, & qui ne ſongent à ſe procurer le néceſſaire que par la vente des objets de luxe; direz-vous qu'elles ſont dans l'indigence, parce que c'eſt hors de chez elles que ſe provigne le vin qu'elles boivent, & le grain dont elles vivent? M. l'abbé *** a une belle croix d'or. Il

eſt prévôt mitré : il prêche, en France, l'égalité, la liberté, l'ordre eſſentiel, naturel & incréé. Cela n'enrichit pas autrement : mais il a en Pologne 500 payſans ſerfs, dont il prend la laine ſans ſcrupule, & dont il boit le ſang, en vertu d'un ordre très-peu naturel, & très-nouvellement créé. Il s'en fait à Paris 15000 liv. de rente. M. l'abbé *** ne ſeme point, il ne laboure point, & cependant il moiſſonne. N'y a-t-il pas des abbés *** parmi les peuples ?

Ceux à qui une induſtrie plus active a fait faire, dans les arts, des découvertes dont le reſte des hommes s'empreſſe de partager les fruits, ou qu'un climat plus heureux a rendus propriétaires d'un genre de tréſor moins ſujet aux accidents, moins pénible à arracher que les grains, ne ſont-ils pas, à l'égard des autres, ce que ſont les bourgeois, les rentiers aiſés dans la ſociété ?

Ce sont les marchands, chez qui les gens de la campagne viennent acheter leurs surtouts & leurs chemises ; ils apportent en échange ou du bled, ou de l'argent avec lequel on a du bled. Donc ces draps & ces chemises sont de véritables richesses.

Et remarquez que ce marchand détailleur, qui a un bon habit de drap fin, & sa femme qui porte des dentelles, prennent avec le fermier en houzettes & la fermiere en just de crépon, un ton de supériorité, justifié par le rang effectif qu'ils tiennent dans le monde.

Il en est précisément de même des nations. Celui qui négocie en superfluités lucratives, & qui gagne beaucoup d'argent, prend la même consistance dans l'ordre de la politique. La Pologne n'a que des bleds. C'est

un très-grand état, & il ne jouit pas à beaucoup près d'autant de considération personnelle que Venise en avoit autrefois, dans le temps de sa splendeur traficante, que la Hollande en conserve aujourd'hui, & plus encore l'Angleterre, qui doit beaucoup moins sa puissance, je le répete, à l'agriculture qu'au commerce.

Mais les états marchands, disent les économistes, sont dans la dépendance des états agricoles. A la bonne heure, si les états agricoles n'ont besoin de rien de ce que les états marchands colportent; à la bonne heure, encore une fois, s'il n'y avoit sur la terre qu'un royaume, qu'un pays, qu'un climat, qu'un genre de production; mais dès que l'on veut, en France, prendre du chocolat dans de la porcelaine, dès que l'on veut moucher de vilain tabac de Virginie dans de beaux mouchoirs de Masuli-

patan, & que, pour se procurer ces superfluités, devenues nécessaires, on est prêt à donner du bled, du vin, &c.; il est clair que ceux qui vont chercher les mouchoirs & la porcelaine, manqueront encore moins de bled, que ceux qui le font croître.

Il y a peut-être un point précis dans l'économie politique, passé lequel il vaut beaucoup mieux, pour une nation, se livrer au commerce qu'à la culture de son sol. C'est celui où d'autres peuples, plus favorisés de la nature, ou plus industrieux en ce dernier genre, seroient parvenus à exploiter leurs terres avec si peu de frais, qu'ils pussent fournir du bled à la nation dont je parle, à un plus bas prix que ne lui reviendroit celui qu'elle tire de ses propres champs.

Si, par exemple, il étoit vrai, comme le dit M. le prévôt de Vidniski, qu'on pût aujourd'hui avoir,

par toute la France, le bled de la Pologne à 12 ou 15 livres le septier de Paris, & que réellement à ce prix la culture n'indemnisât pas chez nous le laboureur de ses avances, il est évident qu'il faudroit, ou fermer soigneusement nos ports à l'importation, pour conserver au bled, dans l'intérieur du royaume, une valeur suffisante, ou quitter le métier de cultivateur, devenu trop commun; comme un mercier qui a tenu de petits peignes & de petits couteaux, s'adonne aux savonnettes & aux parasols, quand il voit trop de ses confreres se livrer au premier genre.

La politique du grand Colbert, que l'on a tant blâmée de nos jours, pourroit donc avoir été fort sage & fondée sur un calcul très-fin. Son systême pourroit, à bien des égards, être le véritable, le plus conforme à nos intérêts, du moins dans la situation ac-

tuelle des choses, dans l'état où se trouvent aujourd'hui tous les peuples de l'Europe les uns envers les autres.

Il est donc évident que l'industrie est *richesse* : ses fruits sont des fruits très réels. Ils ont, comme la manne du désert, la propriété de prendre, non pas tous les goûts que le possesseur desire, mais, ce qui vaut encore mieux, toutes les formes qu'il souhaite. Ils deviennent or d'abord, & ensuite pain, vin, eau-de-vie, filles, musique, enfin tout ce qui flatte les sens & satisfait les besoins. Ils augmentent très-solidement le trésor foncier d'une nation, & la masse de sa véritable opulence.

Qu'un horloger vende 500 livres à un Allemand, une pendule qui ne lui coûte que 250 liv. d'avances, il est clair qu'il reste en France 250 livres qui ont été produites par l'industrie : c'est précisément l'équivalent de dix

ſeptiers de bled à 25 livres, qui y auroient été recueillis ſur le terroir. Tant qu'il aura des ſeptiers à 25 livres, & des peuples plus jaloux de 250 livres en eſpeces que de ces meſures pleines de bled, l'horloger aura vraiment fait un marché avantageux, & contribué à augmenter la richeſſe effective du royaume. Cela eſt palpable, & ſi palpable, que je rougirois de paſſer plus de temps à le démontrer.

CHAPITRE XX.

Des mercenaires. Cruelle méprise des économistes à leur égard.

Dès-lors, que deviennent tous les sophismes économiques? Ils portent tous sur cette base : tous dérivent de ce principe, que les productions directes de la terre sont la seule vraie richesse, la seule qu'il faille travailler à augmenter. C'est de-là qu'ils ont conclu qu'on ne pouvoit trop en hausser la valeur vénale, parce que c'étoit multiplier les richesses ; que tout devoit être sacrifié à la classe des cultivateurs, puisque c'étoient les nourriciers de l'opulence publique. C'est de-là qu'ils ont conclu que le soutien des manufactures étoit très-indifférent à l'état.

C'eſt de-là qu'eſt parti M. l'abbé Roubaud, pour s'écrier à la page 368 de ſes repréſentations : « Voudroit-on » déterminer le taux des productions » par le taux des ſalaires ? Ce ſeroit » régler la cauſe par l'effet. Les ſalai- » res découlent des productions, & » non les productions des ſalaires. La » recette du mercenaire ne peut ja- » mais être qu'en raiſon de la dépenſe » des propriétaires, ou des cultiva- » teurs qui l'emploient ; & la dépenſe » de ceux-ci ne peut être qu'en rai- » ſon de la culture provenant du prix » de la denrée. La denrée a par elle- » même un prix néceſſaire, indépen- » dant des beſoins du conſommateur, » & correſpondant aux avances que » la culture exige, & au profit que » le cultivateur a droit de retirer de » ſon travail. La main-d'œuvre, au » contraire, n'a qu'un prix ſubor- » donné & relatif au prix déjà décidé

» de la denrée elle-même : car ce que » le mercénaire doit gagner, c'est sa » vie, c'est-à-dire une rétribution » proportionnée au prix des subsistan- » ces. Il est impossible de trouver une » autre mesure. Il faut donc que le » prix des subsistances existe avant le » prix de la rétribution, parce qu'il » faut que la mesure précede le me- » surage, ».

Quel étrange raisonnement ! Le boisseau auroit donc aussi existé avant le bled, l'aune avant la toile, la pinte avant les liqueurs ; car il faut que *la mesure précede le mesurage*. Eh ! ne voyez-vous pas qu'avant que de faire l'opération qui porte ce nom, avant que de limiter l'étendue d'une grandeur quelconque, il faut que cette grandeur existe. Certainement le travail du manœuvre est antérieur à la denrée dont il favorise la végétation. Il n'a pu & dû s'y engager que sous

la condition que ſon paiement lui procureroit ſa ſubſiſtance.

Si, par une confuſion abſolue des principes, par un renverſement abuſif de l'ordre naturel & des principes de la raiſon, il ſe trouve réduit à baiſſer le prix de ſon travail, tandis que celui des ſubſiſtances hauſſe; s'il arrive que la valeur du grain augmente, tandis que celle des fatigues qui le font croître diminue, c'eſt un mal & un très-grand mal, c'eſt une effroyable injuſtice.

C'eſt préciſément parce que le mercenaire doit gagner ſa vie, qu'il eſt d'une iniquité révoltante de vouloir qu'il dépende d'une eſtimation arbitraire que l'avarice mettra, entre la denrée qu'elle lui vend & les ſoins laborieux qu'il lui prodigue. Si elle veut doubler le prix de la denrée, il faut donc avant tout qu'elle double auſſi la rétribution des coopérateurs

qui forcent la terre à la reproduire. Dans cette variation, il faut absolument qu'une des deux parties fasse l'avance : à qui doit-elle être imposée, de celui qui a tout, ou de celui qui n'a rien?

Mais *la recette du mercenaire ne peut jamais être qu'en raison de la dépense des propriétaires ou des cultivateurs qui l'emploient, & la dépense de ceux-ci ne peut être qu'en raison de la culture provenant du prix de la denrée :* voilà précisément le principe fatal qui vous égare & qui nous a perdus. Vous n'avez vu que ces impitoyables cultivateurs, & la nécessité d'assurer leur fortune. Vous avez regardé leur opulence comme la source de la vie du mercenaire : & point du tout, c'est la vie du mercénaire qui doit faire leur opulence, en supposant qu'il faille en effet qu'ils soient riches.

Vous avez raisonné précisément comme

comme un homme qui voudroit qu'une riviere entretînt tous les ruiſſeaux dont elle eſt formée, au lieu que ce ſont les ruiſſeaux qui entretiennent la riviere. Si l'on vouloit faire gonfler celle-ci ſans employer les écluſes, y auroit-il d'autre moyen que d'augmenter la quantité d'eau dans les autres ?

D'ailleurs vous ſuppoſez ici que le mercenaire ne peut vivre qu'avec le cultivateur, & c'eſt toujours votre cruelle & pernicieuſe mépriſe ; mais il vit avec le bourgeois qui n'eſt point cultivateur, avec le marchand qui n'eſt point cultivateur, avec le rentier qui n'eſt point cultivateur, qui ont tous un genre de richeſſes indépendant de la terre, qui ne gagnent rien, ou plutôt qui perdent beaucoup à l'augmentation du prix de la denrée. Ne pouvant empêcher cette augmentation, parce que la denrée n'eſt pas dans leurs mains, ils s'oppoſent à celle du

prix des journées, qui dépend d'eux. Le manouvrier reſte ſuſpendu entre le cultivateur qui double ſon gain, & le reſte des aiſés qui s'obſtine à laiſſer les ſalaires ſur l'ancien pied : il périt néceſſairement avant que la balance qui vous paroît infaillible ſoit établie.

Vous dites, à votre page 369, *que le hauſſement des ſubſiſtances produit néceſſairement un ſurcroît de ſalaires?* J'ai fait voir que rien n'étoit plus faux. Si cette proportion ſe réaliſe enfin imperceptiblement, elle ne ſera parfaite qu'après une longue révolution d'années, après que des millions de familles auront été victimes de la lenteur avec laquelle elle ſe ſera opérée. Il faut donc, ou ne point faire varier le prix, tant des grains que de la main-d'œuvre, ou faire précéder l'augmentation du prix de la vente, par celle de la rétribution qui ſeule facilite l'achat. Mais il vaut mieux ne toucher à rien, & s'oppoſer

même, tant qu'on le peut, à toute eſpece de novation dans ce genre.

C'eſt du principe que tout vient de la terre, qu'eſt né le dédain qu'ont montré, pour les artiſans, toutes les compagnies protectrices de la liberté & du ſyſtême qui la prêche. C'eſt ſur cette idée qu'elles ſe ſont appuyées, pour dire en propres termes au gouvernement, *que ce ne ſeroit pas un mal, quand la cherté du grain réduiroit le nombre des artiſans qui peuplent les villes.* Cependant, quand ces ouvriers ſeroient des hommes à charge, ce ſont des hommes: il ne faut pas les tuer, & c'eſt ce que fait la cherté. Elle empêchera bien qu'il n'en vienne de nouveaux, mais elle ne chaſſera pas les anciens dans les villages: ils mourront à l'hôpital; enſuite la ſuppreſſion des ouvriers artiſtes n'a jamais repeuplé un royaume. L'Eſpagne a perdu toutes ſes manufactures, & elle

s'eſt dépeuplée. L'Aſie n'en a point, & on dit qu'elle s'eſt dépeuplée.

Toutes ces conſéquences & bien d'autres ſe ſentent de la fauſſeté de la Théorie qui les produit, elles ſont devenues infiniment funeſtes, par la confiance qu'elles ont malheureuſement inſpirée à l'adminiſtration, par les mépriſes terribles dans leſquelles elles l'ont engagée.

CHAPITRE XXI.

Que la petite culture eſt préférable à la grande : qu'il n'y a rien de plus ruineux pour l'état & la population, que la réunion de pluſieurs métairies en une ſeule ferme.

VOILA bien des erreurs ſur le débit du grain. Les économiſtes ont-ils plus conſulté la raiſon & la vérité quand ils ont parlé des moyens de le multiplier ? En ſe méprenant à chaque mot ſur la vente, ont-ils parlé plus ſagement de la culture ? C'eſt ce qu'il faut voir.

De temps preſque immémorial, dans les climats les plus heureux de la France, dans les provinces du midi & dans celles qui les avoiſinent, on a

conservé quelque chose de la maniere dont étoient administrées les propriétés dans les siecles fortunés, antérieurs à l'introduction de la domesticité. On y connoît peu cette régie destructive des grandes fermes, imaginée par le luxe, & accueillie par la passion aveugle d'anticiper les jouissances.

Les terres y sont cultivées par des especes d'esclaves volontaires, qui exploitent pour le compte du maître, & qui se paient de leurs travaux sur le rapport même de la culture. Le propriétaire fournit toutes les avances : ils tiennent compte de tout le produit, dont une part convenue leur appartient : ainsi leur solde se proportionne à leur industrie, ou à la fécondité de la terre. Ils n'ont jamais à se plaindre du maître ; c'est de leurs bras & de la providence, que leur sort dépend.

Ils n'ont à redouter ni la variété

de la valeur des denrées, ni l'intempérie des ſaiſons. Si la récolte eſt foible, le grain eſt plus cher : ſi elle eſt abondante, il eſt à meilleur marché ; mais ils en ramaſſent davantage. Leur ſituation eſt à-peu-près toujours la même. Elle eſt en général auſſi bonne qu'elle le peut être. Si les impôts, les corvées, & une foule d'autres fléaux très-indépendants de cette maniere de vivifier les campagnes, ne venoient les accabler, je crois qu'il n'y a point de payſan en Europe qui ne dût envier leur ſort.

Les maîtres & l'état y gagnent autant qu'eux. Tous les domaines ainſi morcellés ſont infiniment mieux entretenus. De petites métairies ſont cultivées avec plus de ſoins. La terre y eſt moins fatiguée ; elle occupe plus d'hommes ; le propriétaire payé en nature, ne craint point de banqueroutes & de non-valeurs. Son gage

eſt toujours ſous ſes yeux & ſous ſa main : s'il eſt trompé, il ne peut en accuſer que ſon mauvais choix ; mais quand il a un bon métayer, il voit croître ſes moiſſons & ſa fortune, ſans autre ſoin que de les recueillir, ſans autre embarras que d'en diſpoſer.

D'un autre côté, le nombre des mains que ce genre de culture exige, eſt un encouragement pour la population ; les ouvriers ſe multiplient, parce qu'ils trouvent plus ſûrement de l'ouvrage. Les pays qu'ils fertiliſent ſont inépuiſables en hommes & en argent.

C'eſt cependant cette eſpece d'adminiſtration à laquelle dans ces derniers temps pluſieurs écrivains ont déclaré la guerre ; ils l'ont flétrie, en lui appropriant le nom de petite culture (*a*).

(*a*) Ils ont varié ſur le ſens qu'ils donnoient

Si on les en croit, elle eſt mortelle pour les empires. C'eſt encore une des maximes fondamentales des nouveaux romans agronomiques, & ce n'eſt pas une des moins funeſtes.

Une groſſe entrepriſe de culture, je l'avoue, eſt plus lucrative pour l'entrepreneur ; mais elle eſt infiniment préjudiciable à tout le pays où elle s'établit, à l'état, & même au maître qu'elle ſemble d'abord enrichir en portant le bail de ſa ferme à un prix qu'il n'en a pas encore trouvé.

1°. Elle nuit au pays. Elle ruine les journaliers, elle ôte la concurrence. Dix petites métairies ſe diſputoient les ſecours des aides qu'il falloit ſoudoyer Leur rivalité préſervoit ces malheureux

---

à ce mot : ils déſignoient d'abord la culture faite avec des bœufs : mais depuis ils ne l'ont appliquée qu'à celle qui a des hommes pour inſtruments.

d'un deſpotiſme auquel le beſoin ne les livroit déjà que trop.

Mais dès qu'elles ſont confondues dans une ferme immenſe, le directeur locataire de ce domaine devient l'arbitre du canton : il y donne la loi : il y diſtribue ſeul l'ouvrage : il diſpoſe donc des prix de la main-d'œuvre ; & ce n'eſt peut-être pas une des moindres raiſons qui ont empêché les ſalaires d'augmenter dans l'Artois, la Picardie, & dans toutes les provinces riches en moiſſons, où les groſſes fermes ſont aſſez communes.

Enſuite il occupe bien moins de monde. Les dix manants, dont il a pris la place, avoient beſoin chacun d'un valet de charrue : ils payoient un berger à deux ou à trois ; il leur falloit une ſervante de baſſe-cour. S'ils n'avoient pas de domeſtiques, c'eſt que leurs enfants leur en tenoient lieu. Ils faiſoient vivre quarante perſonnes.

Aujourd'hui que c'eſt un ſeigneur qui leur ſuccede, les objets de travaux réunis exigent moins de mains : trois, quatre charrues exécutent en moins de temps ce que beaucoup de bras ne terminoient qu'à peine en bien des jours. Il faut donc que le manouvrier, dont on n'a plus beſoin, déſerte ou périſſe.

Les dix chaumieres qui logeoient chacun de ces colons ſéparés, avoient des granges, des étables, des dépendances, pauvres ſi l'on veut ; mais enfin il les falloit entretenir ; le maçon, le maréchal, le charpentir, le couvreur en chaume, une multitude d'ouvriers de toute eſpece ſubſiſtoient de ces petits gains réitérés ; ils conſommoient, ils aidoient à la circulation de l'argent, ils accumuloient leur bénéfice, ils achetoient des demi-arpents de terre, ils vivoient avec leurs familles.

Mais depuis que tout s'eſt fondu dans le château couvert en thuiles, bâti en bonnes pierres de taille, où loge un gentilhomme à bail, les réparations deviennent rares, ou ils ne ſont plus bons pour les faire. Ce ſont les artiſtes de la ville qu'on envoie chercher. Ceux du village ſont ruinés; ils combattent contre la miſere, s'ils ont quelque petit bien; qu'ils en aient ou non, ils finiſſent par ſuccomber, ou par aller s'établir ailleurs : & s'ils reſtent, l'influence deſtructive de la groſſe ferme les ruine doublement.

Les petits propriétaires n'ont point de chevaux : ils faiſoient labourer leurs petits champs à prix d'argent par les petits fermiers, pour qui ce bénéfice étoit une reſſource. L'agriculteur économiſte qui les remplace, dédaigne ce gain ſervile, ou il le refuſe par une politique adroite. Les malheureux voyant leurs domaines menacés de

rester en friches, sont forcés de le supplier, à genoux, de vouloir bien s'en charger. Il ne veut les prendre qu'en les louant, & il ne leur en donne que le prix qu'il veut : autre maniere d'accélérer leur perte.

C'est ainsi qu'une grosse entreprise de culture dévaste en tout sens un pays entier. C'est la verge d'Aaron devenue serpent ; elle engloutit toutes les possessions voisines, sans en devenir elle-même beaucoup plus considérable, ni plus utile à l'état. Il s'en faut de beaucoup que le gouvernement gagne à cette magnificence imposante, qui substitue de vastes bâtiments bien blanchis, bien décorés, aux taudis enfumés qui les ont précédés.

D'abord, la ruine du pays est la sienne : mais ensuite, est-il vrai que l'opulence du nouveau fermier, de cet Hercule agriculteur qui entreprend à lui seul les travaux de dix familles,

ſoit un bénéfice effectif ? Fait-il croître plus de denrées ? Tire-t-il davantage de la terre ? Non.

Il s'enrichit, il eſt vrai ; mais c'eſt préciſément par ces épargnes dont je viens de parler. Il entretient moins d'hommes, moins de chevaux, moins d'ouvriers de toute eſpece. Sa récolte eſt certainement moindre que toutes les petites récoltes partielles dont elle eſt compoſée : mais il ſe l'aſſure avec moins de frais. Voilà en quoi conſiſte ſon gain ; & c'eſt, comme on l'a vu par ce que je viens de dire, une perte très-réelle pour l'état.

D'un autre côté, il ſemble accroître la fortune des propriétaires : il ne marchande point ſur le prix ; il offre tout d'un coup généreuſement un prix beaucoup au-deſſus de celui que rendoit le colon, qu'il veut expulſer. Attendez un peu : voyez quel ſera le réſultat de ſa manœuvre.

Il eſt vrai qu'il a augmenté vos revenus. Il a incorporé enſemble pluſieurs petits domaines, dont les réparations vous ruinoient; il vous a procuré un double bénéfice; il a même pouſſé l'intelligence & l'attachement pour vous, juſqu'à vous engager à détruire toutes ces maſures difformes, ces terriers obſcurs, où ſe cachoient les familles laborieuſes dont il méditoit de s'aſſurer la place.

Vous démoliſſez, vous vendez les matériaux. Vous vous applaudiſſez d'une opération ſi bien conduite: & vous ne voyez pas que c'eſt une chaîne de plus dont il vous a chargé.

Ce manége réitéré pluſieurs fois dans le canton, lui compoſe une immenſe & lucrative exploitation: mais auſſi bientôt il ne craindra plus la concurrence. Ces métayers, ces anciens laboureurs chaſſés, malgré leurs larmes, de ce terrein qu'ils ont ſi

long-temps fertilisé, changent d'état. Ils s'expatrient, ils périssent de misere. Quel est alors le sort du propriétaire, dont la crédulité les a perdus ? Il est à la discrétion de son généreux fermier. Ses bâtiments sont détruits : les familles capables de donner de l'alarme au tyran agricole, ne subsistent plus. Il regne avec empire sur tous les domaines qu'il a envahis. Le propriétaire, au bout d'un bail ou tout au plus de deux, est tout étonné de s'entendre demander des diminutions, & , bien plus, de se voir obligé de les accorder ; sa prospérité n'a été que passagere. Son revenu revient quelquefois au-dessous de ce qu'il étoit avant cette période, & il a encore la dépendance de plus.

Voilà l'effet infaillible de ces gros atteliers en agriculture, tant vantés par les économistes. Quiconque a un peu parcouru les provinces, & sur-tout

celles où l'exploitation des terres à bled a prévalu ſur toutes les autres, doit en avoir vu des exemples. Il n'y a point de propriétaire un peu inſtruit, un peu attentif, qui ne puiſſe aiſément ſe convaincre de la vérité de ce que je dis.

Une grande preuve du danger de ces réunions indiſcretes, c'eſt la loi portée dans les Pays-Bas Autrichiens, pour les prévenir autant qu'il eſt poſſible. Dans cette province, les vrais principes de la culture ſont bien connus : la proſpérité, l'abondance dont on y jouit en ſont de sûrs garants. On vient d'y rendre une ordonnance qui double les impoſitions pour tout fermier dont l'exploitation excede un certain nombre d'arpents. Cette loi infiniment ſage eſt fondée ſur les conſidérations que je viens d'expoſer.

Une autre preuve de la même vérité, c'eſt ce qui vient de ſe paſſer en An-

gletere au sujet des manœuvres de ce genre. Voici ce qu'on lit dans le journal politique, du 10 Mars 1773.

« Depuis quelques années on avoit » mis en usage dans le comté de » Derby & dans plusieurs autres en» droits, un moyen de diminuer la » taxe que chaque paroisse est obligée » de payer pour l'entretien des pau» vres. On démolissoit toutes les chau» mieres où ils pouvoient se retirer, » mais on n'avoit pas prévu que c'étoit » chasser en même temps les ouvriers » & journaliers. Cette classe d'hommes » étoit devenue si rare, que les fer» miers ont demandé aux propriétaires » la permission de rebâtir des chau» mieres à leurs propres dépens pour » les engager à y revenir, à l'exclu» sion absolue des pauvres des districts » voisins qui seront renvoyés, suivant » une résolution prise dans les paroisses » de ce comté ».

Ces exemples assurément ne sont pas favorables aux assertions des économistes ; mais *ils ne reconnoissent pas l'autorité en cette matiere.*

S'il falloit encore d'autres raisons pour combattre leurs illusions, elles se présenteroient en foule. Par exemple, quand les campagnes sont partagées en une multitude de petites métairies, de borderies, comme on dit en Saintonge, &c. il est difficile que le bled soit cher. Tous les bourgeois ont à-peu-près leurs provisions : le colon peu en état de garder son grain, ne tarde pas à porter au marché son superflu. Chaque fois qu'il a besoin d'argent, sa ressource est dans son grenier. La vente est donc toujours à-peu près proportionnée aux achats, & cette circulation précieuse n'est point sujette aux engorgements.

Mais dès qu'une province est affermée à sept ou huit hommes adroits,

entreprenants, qui ont pour croupiers des millionnaires de Paris, ils ſont les maîtres d'affamer les marchés, en ceſſant d'y porter : ils ſont en état d'attendre l'occaſion de vendre cher, & c'eſt cette attente qui la fait naître.

CHAPITRE XXII.

Qu'il n'eſt pas vrai que la culture ne proſpere, comme le prétendent les économiſtes, que quand elle eſt exercée par des hommes riches.

ILS diront : il faut pourtant bien être riche pour donner à la culture la vigueur qui la rend fructueuſe. Or un homme qui a de gros fonds ne les emploiera qu'à une entrepriſe conſidérable, & cet homme qui a de gros fonds eſt un être précieux pour l'état : plus il les augmente, plus il accroît la richeſſe commune, &c.

Je ſais qu'il faut être riche pour exploiter un grand domaine, mais peu d'argent ſuffit pour un petit. Si j'ai une groſſe maſſe à porter, il me fau-

dra ſans doute un fort de la halle ; mais ſi ce qu'elle contient eſt diviſé en dix ou douze paquets, autant d'enfants me rendront le même ſervice.

D'ailleurs eſt-il bien vrai que les fortunes immenſes réunies ſur une ſeule tête, ſoient ſi avantageuſes au public ? Faut-il croire qu'en effet il n'y ait que les riches qui doivent être comptés pour quelque choſe par la politique ? Ces coloſſes d'argent en tout genre ne ſont-ils pas des fardeaux accablants pour un empire, au lieu d'être les reſſorts de ſa vivification ?

Je n'entends les économiſtes parler que d'augmenter les jouiſſances, d'accumuler les richeſſes : pleins d'une vénération très-peu philoſophique pour quiconque a une groſſe bourſe, ils ſe mettent à genoux devant cet être fortuné ; ils ne ſe relèvent que pour

prescrire au reste du monde de se soumettre à la même humiliation, pour soutenir que c'est le seul individu qui mérite des egards; bientôt ils lui bâtissent dans leurs livres, des temples où ils l'érigeront en divinité, & ne rougiront pas de lui sacrifier le genre humain rout entier.

Vous direz que je vous calomnie; que c'est au contraire le genre humain tout entier que vous voulez enrichir; que vous prétendez que tout le monde soit opulent, heureux, que tout le monde jouisse: & c'est en effet là le langage de vos livres. Il seroit très-édifiant, s'il ne portoit sur une supposition extravagante.

Dites-moi, je le répete & on ne peut pas trop le redire, connoissez-vous un moyen de faire des riches, sans faire des pauvres en même temps? Qu'est-ce que l'opulence? N'est-ce pas

la disproportion qui se trouve entre celui qui a beaucoup, & celui qui n'a rien ? Or y a-t-il dans la nature un secret pour opérer ce partage en faveur du premier, sans dépouiller le second ? Le trésor de celui-là ne sera-t-il pas composé de tout ce qui sera retranché sur la propriété de celui-ci ?

La providence n'a destiné la terre qu'à fournir la subsistance au nombre d'êtres à-peu-près qu'elle y place. Tant qu'ils possedent par indivis, il n'y a ni riches, ni pauvres ; c'est une communauté de privations, plutôt qu'une égalité de jouissances ; mais dès que le travail, l'industrie, tous les vices ou toutes les vertus de la société ont introduit l'usage des lots, des portes & des serrures, les richesses commencent, les privations se multiplient, & dans la suite elles ne peuvent

plus

plus s'accroître qu'en raiſon inverſe les unes des autres.

Le ſuperflu des Midas ne ſe forme que du néceſſaire de beaucoup d'Irus: un de nos voluptueux Créſus ne peut pas augmenter le nombre de ſes maîtreſſes que quelque honnête homme ne manque de femmes. Il ne peut pas ſe donner dans la capitale un nouveau carroſſe, qu'il n'y ait quelque charrue de détruite dans la province.

Tel eſt le véritable *ordre naturel & eſſentiel des ſociétés politiques* : ordre qui n'exigeoit pas, pour être établi, un ſi gros livre que celui de M. *D. L. R.* Lui & ſes aſſociés ſoutiennent que le merveilleux ſecret de la politique eſt de multiplier les jouiſſances : ſans doute pour ceux qui jouiſſent : mais ceux dont les privations deviendront les parties intégrantes de cet amas de

bonheur prostitué à un autre, seront-ils fort heureux ?

Il n'y a ni livres, ni travaux humains, qui soient capables de créer des richesses, si ce n'est la philosophie rurale & ses calculs ; mais ce n'est point de ces trésors là qu'il s'agit ici. Ce que nous appellons opulence n'est dans le fait qu'un déplacement de possessions : vous aviez de l'argent : vous le portez à un marchand de draps, beaucoup d'autres font la même chose, & il se trouve au bout de 20 ans avoir une fortune, mais ce sont vos especes qu'il a accumulées. Il n'a rien produit du nouveau, il n'a rien mis dans le monde qui n'y existât pas.

La terre même en ce sens ne produit pas de véritables richesses. Elle ne fait que donner un moyen de faire pencher la balance du côté de la nation qui en tire le plus de productions.

Nos bleds, nos vins, nos eaux-de-vie, passé notre consommation journaliere, ne sont richesses qu'autant qu'il se trouve des peuples qui en sont dépourvus. Ces denrees ont d'autres propriétés qui leur sont personnelles, & qui ne méritent pas davantage ce nom glorieux, tant qu'elles languissent dans leurs mains sans usage : elles l'acquierent dès qu'elles en sortent pour y en faire rentrer d'autres qui essuyoient ailleurs le même dédain, & qui s'ennoblissent par la même révolution.

Cessez donc de nous éblouir de vos théories sans fin, de vos tableaux de dégradations, de restaurations, de vos longs raisonnements sur l'agriculture, sur les jouissances, sur les richesses. Ce qui fait celle d'un peuple, c'est le besoin que les autres ont de ses productions en quelque genre que ce soit.

Si nous ne voulions plus de muſcade & de girofle, les Hollandois dont le commerce de l'épicerie fait l'opulence, ſe trouveroient pauvres avec des magaſins remplis. M. l'abbé Beaudeau nous a prouvé dans ſa lettre apoſtolique de Grodno, que les Polonois, avec aſſez de bled pour nourrir trois ans toute la France, étoient cependant très-pauvres.

La richeſſe d'une nation conſiſte à avoir beaucoup de productions d'une nature propre à lui procurer par échange, ou par une vente directe, une groſſe maſſe des propriétés des autres nations. Plus elle en accumule, plus elle ſera opulente ; il en eſt de même des particuliers. En deux mots, la richeſſe n'eſt que le ſuperflu qu'un individu entaſſe autour de lui ; & ce ſuperflu, comme je l'ai dit, ne pouvant réſulter que de la réunion de beaucoup de petites parts enlevées

à tous les autres, il eſt clair que le ſecret d'augmenter les richeſſes d'un peuple n'eſt que celui d'augmenter le nombre des malheureux. L'art de multiplier les jouiſſances eſt auſſi celui de néceſſiter les ſacrifices.

CHAPITRE XXIII.

Du ſyſtême des économiſtes en lui-même, & de la nature des preuves par leſquelles ils prétendent ſe juſtifier.

QUi croiroit que les inventeurs du ſyſtême que nous venons de réfuter ont prétendu, & peut-être cru de bonne foi qu'il avoit l'évidence pour ſoutien. C'eſt elle qu'ils ont conſenti à prendre pour juge. C'eſt à elle qu'ils en ont appellé de toutes les critiques qu'ils eſſuyoient. Se regardant comme conſacrés à un miniſtere ſpécial, & à repandre de toutes leurs forces la propagation des myſteres économiques; c'eſt l'évidence qu'ils ont oſé donner comme la caution de leur apoſtolat.

A les entendre, c'eſt elle ſeule à

qui il faut s'en rapporter. C'est là le pivot universel de la société & le grand mobile du monde. L'évidence a une force à laquelle rien ne résiste. Pour rendre les devoirs sacrés à tous les hommes, pour leur faire sentir la distinction du juste & de l'injuste absolu, il n'est question que de leur tourner les yeux vers l'évidence. L'évidence fait les loix; elle en rend l'équité sensible : l'évidence montre l'ordre, elle en fait voir l'utilité. Avec l'évidence il n'y a plus besoin sur la terre de législateur, de juges, de soldats, de bourreaux, & ce réformateur irréfragable existe dans leurs livres. Jamais peut-être il n'y a eu d'exemple plus sensible des surprises que l'enthousiasme peut faire éprouver à la raison.

Y a-t-il d'abord une évidence? existe-t-il, peut-il exister chez des êtres doués du funeste privilege de

raisonner, une sensation, une maniere d'être, qui mérite ce nom dans le sens que vous y attachez ? Pour que l'évidence devînt la régle commune de toutes les actions des hommes, il faudroit qu'elle se fît sentir à tous les hommes sur les mêmes objets, dans le même temps, & de la même façon. Si par malheur ce qui est évident pour moi ne l'étoit pas pour mon voisin, pourroit-il prendre, pour régle de sa conduite, les raisons qui justifient la mienne ?

Or, vous devez le savoir mieux que personne, il en est des esprits comme des yeux. L'horison intellectuel de chaque individu varie autant que l'horison matériel. Il n'y a dans le monde peut-être, ni deux vues, ni deux têtes qui aient la même mesure.

Si pourtant l'évidence est, je ne dis pas le seul moyen de conviction,

mais la ſeule regle de conduite que vous propoſiez aux hommes, mais la ſeule regle de procéder, comment vous flattez-vous que ce procédé pourra jamais être uniforme & conſéquent ? Chacun ne prétendra-t-il pas être en droit d'apprécier, d'après ſes propres lumieres, des principes pour leſquels vous ne lui demandez du reſpect, qu'autant qu'il en ſera convaincu ? De tous ces examens partiels, ne réſultera-t-il pas les plus étranges contradictions, les plus affreuſes diſputes, le plus épouvantable déſordre ?

Je ne veux point faire un paralele odieux; mais enfin, on peut comparer les choſes, ſans prétendre aſſimiler les hommes qui les ont produites. Que diſoient en leur temps Luther & Calvin ? Ils briſoient les liens ſacrés, dont la tradition & l'uſage avoient chargé les peuples. Ils ſe ſou-

levoient contre ces entraves antiques, fortifiées par le respect de plusieurs siecles. Ils réclamoient, comme vous, la raison & l'évidence, & l'ordre naturel & essentiel, qui ne permet point même à l'erreur autorisée, de prescrire contre la vérité. Ils annonçoient hautement, comme vous, la liberté la plus entiere dans les opinions, & en cela du moins ils étoient conséquents. Mais qu'en arriva t-il?

Deux choses: l'une, que faute d'une force coërcitive qui enchaînât les hommes éclairés par eux, & les contraignît de se borner à un seul sens, à une seule explication des mêmes mots. Le principe qui avoit illustré les fondateurs de la secte, devint nuisible à la secte même. Bientôt la réforme fut réformée; Zuingle, Ecolampade, & tant d'autres dédaignerent le chemin récemment tracé, & s'en frayerent un nouveau.

Le second inconvénient fut, que chacun d'eux, après avoir vu que la liberté lui avoit été utile, songea à l'ôter à ses successeurs. Après avoir développé des opinions, ils prétendirent avoir droit de prêcher des dogmes; & s'ils n'avoient point trop violemment abattu l'idole du despotisme spirituel, si dans leur premiere fureur ils ne l'avoient brisée en la précipitant de dessus ses autels, on les auroit bientôt vus en ramasser les morceaux, les ressouder avec adresse, en composer une nouvelle statue, qu'ils n'auroient pas tardé à réintégrer dans les sanctuaires, dont ils se seroient assurés exclusivement la desserte.

Mais pour leur malheur, ils avoient trop éclairé l'autorité laïque. Son premier soin avoit été de nettoyer l'aire des temples de ces débris sacrés; & quand ils les chercherent

pour les réunir, ils ne les trouverent plus.

Cette histoire est, en général, celle de toutes les sectes & de toutes les doctrines. Elle prouve combien l'évidence est insuffisante pour gouverner les hommes, pour tenir lieu de loix, ou pour en faire accepter. C'est une chose curieuse, que le chapitre de *l'ordre naturel & essentiel des sociétés politiques*, où cet objet est traité. Il ne faudroit pas d'autre preuve de la fausseté du systême.

L'auteur paroît voir évidemment tout ce qu'il dit, & il est très-évident qu'il n'y a que lui seul, ou les yeux modifiés, fascinés suivant les regles de la science, qui puissent le voir. Ainsi il n'y a pas un mot dans ce chapitre qui ne pût donner lieu à des discussions, & à des réfutations très-évidentes.

On n'y fait entrer en considéra-

tion, ni les passions qui influent avec tant de force sur la maniere d'envisager & d'apprécier les choses, ni les intérêts qui n'alterent, ne maîtrisent pas moins les jugements, ni la différence de l'aptitude à saisir la vérité, ni le défaut des occasions ou des moyens de s'instruire, qui mettront nécessairement une prodigieuse inégalité dans les idées & dans la façon de voir de ceux qu'il s'agit de convaincre. La plus insuffisante, la plus obscure des définitions depuis celles d'Aristote, est appellée la production d'un génie créateur.

Pour prouver *la force irrésistible de l'évidence*, *l'empire absolu* que ce mobile despotique prend sur nous, on cite le respect universel qu'obtiennent les vérités géométriques; comme s'il y avoit la moindre analogie entre les principes toujours variables, toujours incertains, toujours dépendants

du caprice & du hasard, qui forment ce qu'on appelle la politique, & ces axiomes constants, irréfragables, démontrés par le fait, qui composent la science du calcul

Jamais homme n'a eu d'intérêt à nier que deux fois deux fassent quatre. S'il existoit un individu assez extravagant pour en douter, ou d'assez mauvaise foi pour feindre d'en douter, avec des jetons on confondroit matériellement son incrédulité. Mais en est-il donc de même des spéculations métaphysiques, d'après lesquelles les hommes gouvernent ou sont gouvernés? Peut-on en dire autant de ces théories, ou abstraites, ou inconséquentes, toujours relatives à l'inclination de ceux qui les établissent, toujours approuvées par la portion d'êtres à qui elles sont favorables, toujours proscrites par ceux

dont elles reſtreignent les droits ou les prétentions ?

Sans doute, j'entends M. *D. L. R.* & je me ſoumets, quand il me dit que le quarré de trois eſt neuf, & que le cube de ce nombre eſt vingt-ſept : mais quand il vient m'aſſurer qu'il y a un ordre increé, en vertu duquel une puiſſance qu'il appelle légale, m'ôtera, s'il lui plaît, tout ce que j'ai ; qu'elle ne courra d'autres riſques en me vexant, que de violer cet ordre ; que ce n'eſt point à moi qu'elle manquera, mais au juſte abſolu ; & qu'en me préſentant ces beaux théorêmes, il me dit qu'il faut croire, parce que rien n'eſt plus évident : alors je ne l'entends plus, & je me révolte.

Je veux bien ſuppoſer qu'il eſt perſuadé, *qu'il a un diſcernement clair & diſtinct de la ſenſation qu'il éprouve*, & qu'il tâche de faire paſſer en moi ;

mais je n'en ſuis aucunement affecté. Je ſens que ſi je diſcerne quelque choſe clairement, c'eſt que ſon principe & ſa preuve ſont directement contraires à ma raiſon, au ſentiment profond qui vit dans mon cœur, à cet inſtinct naturel, que la ſociété même n'a pas détruit : inſtinct qui m'apprend que je ne dois donner rien pour rien ; que tous les établiſſements faits par les hommes ſont humains ; qu'ils doivent changer comme leurs auteurs ; & que s'il peut y en avoir d'invariables, ce ſont uniquement ceux qui, mettant le plus grand nombre des êtres raiſonnables dans une ſituation douce, réuniſſent par conſéquent le plus grand nombre des ſuffrages en leur faveur. Voilà ce qui me paroît évident à moi : M. *D. L. R.* en jugera autrement, & ce ſera une démonſtration évidente de la fauſſeté de ſa maxime.

En veut on une autre non moins ſenſible ? Il n'y a perſonne aujourd'hui en France qui n'ait les oreilles rebattues des éloges donnés au *tableau économique*. C'eſt l'elixir de la *ſcience*. C'eſt un petit tréſor portatif, qui eſt à l'ame ce que la thériaque eſt au corps. Quand la foi d'un *économiſte* vacille, quand une défiance ſubite le menace, qu'un vertige de réflexions le tourmente, une priſe de *tableau* chaſſe les vapeurs du bon ſens, raffermit les fibres du cerveau, & y ramene le proſélite ébranlé à la confiance heureuſe dans laquelle on apperçoit *évidemment* les choſes comme il faut les voir. Un ſpécifique auſſi actif doit ſans doute porter avec lui un caractere de force & de vigueur, capable d'annoncer les effets qu'il opere. On en peut juger en jetant les yeux ſur la copie fidelle de cet

enchiridion moderne qui ſe trouve ici deſſous.

L'auteur l'a enfanté d'abord, à ce qu'on nous a appris, après de violents efforts. Cette production eſt ſortie de ſon cerveau, comme Minerve de celui de Jupiter, toute armée. Cependant il l'a repriſe, remaniée, étendue, modifiée, expliquée dans un petit volume. M. * * * eſt venu, qui l'a interprétée en deux volumes aſſez épais. M. de M. * * * eſt ſurvenu qui l'a commentée à ſon tour en trois gros volumes, intitulés *philoſophie rurale*. Pour peu que le ſiecle eût été favorable, & la circonſtance heureuſe, on auroit bientôt vu le *tableau* chargé d'annotations, & perdu dans des *in-folio* énormes, où les ſcholiaſtes *économiſtes* auroient toujours prêché l'évidence & prodigué le galimathias.

Et voilà donc, Meſſieurs, ce que vous préſentez gravement dans un

ſiecle éclairé, à la *France*, *à l'Europe*, comme un objet digne de leurs adorations ? C'eſt-là, dites-vous, qu'eſt contenu tout le ſecret de l'économie politique ; c'eſt là le manuel des princes & des ſujets ; c'eſt là qu'on apprend ce que la terre peut rendre, ce qu'une nation peut payer d'impôts, ce qu'elle a de richeſſes ; enfin c'eſt l'archétype univerſel de la légiſlation en tout genre, & le guide infaillible de tout homme appellé à l'adminiſtration d'un grand empire.

Mais, dites-moi de bonne foi, connoiſſez-vous quelqu'un qui l'ait compris ? Vous, doctes commentateurs, qui avez compilé de longues explications pour le développer, l'avez-vous ſérieuſement entendu ? L'auteur lui-même ſait-il bien ce qu'il a voulu dire par ces étages de chiffres, au moyen deſquels la *reproduction nette* de proche en proche aboutit à *zero*,

emblême frappant du fruit que peuvent rapporter les recherches de quiconque auroit la patience de travailler à comprendre ce puérile amas de mots sans significations, & de lignes vuides de sens?

Il faut bien enfin dire la vérité. Le bon sens n'a été que trop long temps outragé par la superstition minutieuse avec laquelle on a prodigué des hommages à ce monument étrange. Il est venu trois cents ans trop tard. S'il s'étoit produit au treizieme ou au quatorzieme siecle, il auroit pu trouver alors des protecteurs, & acquérir depuis une consistance qui l'auroit garanti des critiques : mais le hasarder au milieu du dix-huitieme siecle, à l'époque à laquelle M. *Dupont* est surpris qu'on ait osé offrir pour modele les administrations orientales, c'est avoir étrangement présumé de la bonhommie des contemporains, & de

l'effet des manœuvres qui devoient en aſſurer le ſuccès.

Pour lui concilier une vénération plus reſpectueuſe, pour lui communiquer un peu de cet heureux vernis d'antiquité qui lui manque, on l'a comparé avec affectation à *l'y-king*, à l'explication qu'a donnée *Confucius* des figures myſtérieuſes qui compoſent cette partie du code ſacré des *Chinois*. J'avoue que jamais rien n'a tant reſſemblé à la production du délire *Européen*, que la folie du commentaire *Aſiatique*. Je le mets ici, comme l'autre, ſous les yeux du lecteur, afin qu'on puiſſe les comparer. On voit que dans tous les deux les lignes jouent le principal rôle : dans l'un, à la vérité, elles ſont tranſverſales, & paralleles dans l'autre ; dans le premier elles ſont ponctuées, & pleines dans le ſecond. Du reſte c'eſt abſolument la même choſe. Le docteur de

Peking a vu de la combinaiſon de ces lignes ſortir le myſtere de la formation des éléments, les principes les plus lumineux de la morale, comme le lettré de *Paris* a diſtingué entre ſes petits points la régénération des empires, & le ſecret de leur proſpérité ou de leur décadence.

Mais dans quel ſiecle ſommes-nous donc, ſi une pareille abſurdité, haſardée à mille ans & à mille lieues de nous, pouvoit donner de la conſiſtance & des droits au vertige qui voudroit la retracer ſous nos yeux? Quoi! une vieille extravagance *Chinoiſe* pourroit rendre reſpectable une extravagance *Européenne* moderne, qui n'auroit d'autre mérite que d'en approcher? Eh! mes compatriotes, François, philoſophes, négociants, artiſtes, hommes de tout état, de tout âge, ne dégradez pas à ce point une faculté qui vous a été donnée

Ciel.	ntagnes.	Eau.
42 Vents.	47 desMon.	48 Eau.
Tonnerre.	Eau.	Vents.
50 Feu.	55 nnerre.	56 Feu.
Vents.	[illegible]u.	Montagnes.
58 Eaux des Mon	63 Eau.	64 Feu.
Eaux des Mon	Feu.	Eau.

veaux. M. *D. L. R.* dit joliment (1) qu'elle eſt le *repos de l'eſprit.* Le tableau économique paroît en effet être le fruit d'un ſommeil & d'un rêve, mais il ne me procure pas, ni à tous ceux qui penſeront comme moi, la quiétude heureuſe qu'il fait naître chez vous. Ce ſeul argument, entre mille autres, démontreroit l'inſuffiſance de vos adages & de votre merveilleux principe.

Il eſt clair que la ſeule variété des eſprits, la ſeule différence des conceptions exclut ce que vous appellez l'évidence du rang des reſſorts propres au gouvernement Il lui faut une force coërcitive, qui ſubjugue du moins les actions, ſi les volontés lui échappent. Il peut être aidé par l'exhortation qui perſuade, mais il lui faut de plus une autorité ſenſible & méchanique qui ſubjugue.

(1) Ordre naturel, *ci-après.*

CHAPITRE

CHAPITRE XXIV.

De l'instruction. S'il est avantageux d'éclairer le peuple.

JE sais bien que vous répondrez à cette preuve accablante. Vous direz que vous convenez de l'inégalité des esprits, de la disproportion des têtes, mais que vous avez indiqué un moyen pour les mettre de niveau. C'est *l'instruction* dont vous vantez les avantages : vous la voulez indéfinie comme le commerce des bleds. Vous revenez sans cesse à cette proposition, qu'il faut *éclairer toujours le peuple*, & laisser une liberté absolue aux discussions.

D'abord, votre zele pour cette liberté est un peu suspect. C'est un artifice commun à toutes les sectes

naissantes, de prêcher les avantages de la tolérance. La raison en est simple. En cela, c'est leur existence qu'elles défendent. La proscription des nouveautés entraîneroit la leur ; & c'est bien moins la liberté commune qu'elles réclament, que la permission particuliere de se développer. L'ont-elles obtenue? elles changent bientôt de maximes : à peine affermies, elles deviennent intolérantes & persécutrices.

Cet esprit chez vous a été prématuré. Il s'y montre avant même que vos dogmes aient acquis la solidité qui pourroit le justifier. Votre conduite dément trop votre langage ; de même que l'impossibilité de croire à ce que vous appellez l'évidence, détruit les inductions que vous en tirez, de même aussi votre procédé envers vos adversaires annonce combien vous croyez au fond la liberté dan-

gereuse & incompatible avec l'établissement d'aucun dogme, sur-tout du vôtre.

Mais quand vous ne seriez ici qu'inconséquents, & que vous solliciteriez de bonne foi une indépendance qui borneroit vos progrès, pouvez-vous réellement la croire utile ? Vous dites que *l'évidence est à l'épreuve de l'examen* (1) ; vous assurez que la permission *de discuter même les droits du souverain, rend les sujets plus soumis; qu'ils obéissent alors à la raison*, &c. (2) Eh ! ne sentez-vous pas que vous hasardez là le plus funeste peut-être de tous les principes ; que vous mettez au jour un axiome capable de renverser tous les trônes, & de bouleverser tous les empires ?

Y a-t-il un gouvernement qui s'ac-

(1) *Ordre naturel*, &c. pag. 49.

(2) *Ephémérides*, 1769, tome 6, p. 178.

corde en tout avec la raiſon ? Y en a-t-il un du moins qui puiſſe paroître pourvu de cet avantage à tous les individus qui y ſont ſoumis ? La plus lumineuſe inſtruction du monde adoucira-t-elle la charge des ſujets, ſur qui porte par eſſence tout le fardeau ſocial ? Et engagera-t-elle ceux que la naiſſance, la protection, ou l'adreſſe en ont diſpenſés, à en aller prendre ſur eux une partie ?

Préviendra-t-elle d'ailleurs tous les abus ? Empêchera-t-elle un prince d'être foible, d'avoir des miniſtres avares ou vindicatifs ? Suffira-t-elle pour obliger l'autorité à ſe reſſerrer d'elle-même dans ſes bornes, & à ne jamais eſſayer de les franchir ?

A la moindre prévarication, ou à la premiere démarche innocente qui pourra être mal interprêtée, ſi les ſujets ſont autoriſés à en peſer les motifs, & à en apprécier les effets,

qu'en résultera-t-il ? De la faculté de sentir l'avantage des corrections, on passera sans intervalle à prétendre le droit de les exiger. Il s'élevera des disputes entre l'autorité qui ne voudra, ou ne pourra pas tout d'un coup réformer les abus, & l'impatience des raisonneurs. Les délais paroîtront à ceux-ci d'autant plus injustes, que leur état sera plus violent. Bientôt viendront les ligues, les troubles, & enfin les révoltes, les guerres civiles.

Ouvrez nos fastes, & osez nier ce que j'avance. *François premier* fut le *pere des lettres*. Les hommes s'instruisirent sous son regne : ils apprirent, pour la premiere fois, à parler de pouvoir & de liberté. Celui de ses petits-fils fut ensanglanté : leur trône fut ébranlé violemment pour quelques paragraphes, dans lesquels ses prédécesseurs n'avoient jamais trouvé d'em-

barras. Sa postérité ne s'en feroit pas inquiétée davantage, si elle n'avoit appris de lui à les lire.

Henri VIII fut un prince savant, mais sa fermeté sauva à ses peuples le danger de l'impulsion fatale que ce goût auroit pu donner aux esprits. *Jacques premier*, prince mou, presque stupide, avec une sorte de génie méchanique pour l'érudition, ramena l'étude chez les *Anglois*; il estima la science, il en développa l'amour dans sa nation. Sous son fils, l'île entiere ne fut qu'un champ de carnage, qui offrit enfin aux yeux de l'*Europe* étonnée, la plus étrange catastrophe dont l'histoire ait conservé le souvenir.

Vous me citerez la *Chine*, & *le Maître*, au *tom.* 3 *des Ephémérides* de 1767, pag. 33. Il avance, sous l'enveloppe mystique de la lettre A, que si le peuple Chinois est soumis, c'est qu'il est

fort instruit des devoirs réciproques du prince & des sujets. Cela n'est pas vrai. La soumission du peuple est due au bâton, & aux grands corps de gradués, à ces tribunaux judiciaires, composés de lettrés; liens plus accablants pour les peuples que le despotisme militaire; chaîne affreuse, dont le prince seul profite, & qui écrase toute la nation sous un joug d'autant plus terrible qu'il est légal, & qu'il n'y a point de remede.

Cet exemple n'attaque donc pas mon principe.

On pourroit en citer d'autres sans nombre pour l'appuyer. Ils ne seroient peut-être pas tous aussi funestes que ceux que l'on vient de voir, mais ils seroient aussi concluants. Soyez sûr que dès que chaque citoyen aura la prérogative de peser, dans son petit sanctuaire particulier, la conduite de ceux qui le gouver-

nent, d'exiger qu'on prenne pour principes de l'adminiſtration ceux qu'adoptera ſa raiſon, tout ſera perdu.

Quelqu'eſpece de limites que vous vouliez donner à cette liberté, il ne ſera jamais poſſible de l'empêcher de s'étendre juſqu'aux grands objets de la politique. D'un grain de bled, les ſpéculateurs en ce genre ne tardent pas à s'élever juſqu'au trône. Vous le prouvez bien ſenſiblement, vous qui, de la mouture, êtes tout d'un coup paſſés à l'examen des loix : vous qui, après avoir paru vous borner à peſer dans la balance économique des épis & de la farine, y avez tout d'un coup voulu évaluer les ſceptres, les couronnes, les vices & les vertus ! Mais enfin, je veux croire qu'on puiſſe donner un frein à cette avidité inquiete, & la forcer de ſe reſtreindre aux objets qu'on lui preſcrit; je

ſuppoſe que la liberté de l'inſtruction ſe bornera à faire pénétrer, dans les claſſes inférieures de la ſociété, ce qu'il faut de lumieres pour leur faire découvrir leurs devoirs, pour les engager à perfectionner les méthodes méchaniques qui font leur occupation & leur gagne-pain : quel avantage en réſultera-t-il, & pour eux & pour nous ?

Voilà tous nos payſans qui ſavent lire & écrire ; voilà tous nos cultivateurs, comme aujourd'hui nos cochers brillants & nos laquais du bel air, abſorbés dans l'examen d'une brochure, & transformés en beaux eſprits contemplateurs. Croyez-vous que les travaux de nos campagnes en ſeront mieux faits ? Vous flattez-vous que des mains accoutumées au toucher doux des feuilles d'un livre & à la légéreté de ce fardeau, retourneront ſans peine au poids accablant de la

houe, au maniement rude & pénible de la charrue? Ces fumiers qu'il faut tranſporter, ces étables qu'il faut vuider, ces beſtiaux qu'il faut panſer, ces voitures qu'il faut charger & décharger, ces champs qu'il faut retourner, ſemer, dépouiller avec les plus incroyables fatigues; tous ces objets trop néceſſaires, dont l'habitude & la groſſiéreté cachent le déſagrément aux hommes matériels qui s'y dévouent, ne dégoûteront-ils pas, ne rebuteront-ils pas ces hommes ſpirituels, à qui vos livres auront fait une autre exiſtence?

Vous ferez des livres exprès pour eux: je le veux. Les curés Manceaux vous compoſeront de beaux petits catéchiſmes économiques, où il ne ſera queſtion que de labourage, de fumiers, de plantations; rien de mieux. Mais quand vos campagnards auront lu ceux-là, où eſt votre certitude

qu'ils n'en voudront point lire d'autres? Si même ils n'en lisoient point, pourriez-vous dire qu'ils sont instruits? L'instruction ne consiste-t elle pas dans la discussion du pour & du contre? S'ils étoient condamnés à ne jamais lire, à ne jamais étudier que vos systêmes, pourriez-vous croire que vous leur avez ouvert l'esprit? Seroit-ce faire autre chose que leur mettre un bandeau de plus? Une science bornée dans ses recherches, n'équivaut-elle pas à l'ignorance, ou n'est-elle pas encore pis?

Il faut donc vous attendre à les voir avides de contradictions, de disputes, cherchant au milieu de ces éclats ténébreux la vérité qui semble s'y cacher, & qui, pour comble de malheur, ne s'y rencontre guere? Mais le temps qu'ils donneront à ces spéculations sublimes, ne sera-t il pas

perdu pour les occupations ordinaires ?

Croyez-moi, dans la ſociété chacun a ſon rôle, auquel il doit excluſivement s'attacher. Le ſeul, le véritable déſordre vient de la confuſion tolérée dans cette importante partie de la politique. Il ne faut pas qu'un commis de bureau s'aviſe de vouloir dreſſer des patentes qu'il ne doit que copier. Il ne faut pas non plus qu'un homme dévoué, par ſon état & ſa naiſſance, aux travaux utiles, mais fatiguants de la main, puiſſe donner trop d'eſſor aux facultés de ſon eſprit.

Qui labourera ſon champ, tandis qu'il étudiera une meilleure maniere de le labourer dans un livre ? Ses bras ne ſont vigoureux & dociles qu'en raiſon de ce que ſa tête eſt vuide, & ſon ame dans l'inaction. Le prône de ſon curé lui ſuffit. Toute eſpece de lumiere qui excédera

cette mesure, sera pour lui un germe de découragement ou de révolte, & pour la société un commencement de troubles.

L'exercice des vertus civiles n'y gagnera pas plus que la perfection des manœuvres champêtres. Malgré vos sublimes déclamations sur cet article, une triste expérience n'a que trop prouvé que les paysans les plus instruits étoient, en général, les plus querelleurs, les plus processifs.

Il y a peu de familles aisées dans les villages, où l'on n'ait l'ambition de mettre au college au moins un des enfants pour en faire un prêtre. On le destine à devenir curé: on se flatte qu'alors il sera utile à son pere, à sa mere, que la vieillesse aura mis hors d'état de continuer leur laborieuse profession; qu'il aidera ses sœurs & les retirera chez lui, si elles n'ont pas

trouvé d'établiſſement. On l'appelle l'*abbé* avant qu'il ait la tonſure.

Ce qui en réſulte, c'eſt qu'à peine M. l'*abbé* a t-il quelques phraſes de *Ciceron* dans la mémoire, qu'il ſe croit d'une nature ſupérieure à celle de ſes freres, & par conſéquent de tous les payſans de ſon hameau. Il devient le tyran & le fléau de ſa famille. Il n'y paroît que pour prendre un ton d'autorité inſultant, qui s'accroît avec ſes études, & qui ſe change trop ſouvent, dans un âge plus avancé, en une dureté vraiment ſcandaleuſe, en un mépris tout-à-fait criminel.

J'ai tant vu de ces exemples des funeſtes effets de l'éducation, que je la crois dangereuſe en tout ſens, du moins pour une certaine portion d'hommes. De même que je ne voudrois point d'un cocher ou d'un palfrenier qui connoîtroient *Racine* ou

Voltaire : de même auſſi j'aurois ſoin d'ôter ma ferme à un laboureur qui auroit lu les *Ephémérides*.

Vous avez, ſans y penſer, donné vous-même des preuves de l'influence pernicieuſe que peut avoir le développement des facultés intellectuelles dans l'eſpece d'hommes chez qui elles doivent reſter ou étouffées, ou du moins amorties. Vous citez, & avec éloge, au tome 8 de vos *Ephémérides citoyennes*, année 768, page 202, le trait d'un fermier qui trouve injuſte une permiſſion que le parlement lui accorde, & qui refuſe de s'en prévaloir, parce que, dit-il, *le parlement n'a pas le pouvoir de le délier des engagements qu'il a contractés envers ſon maître.*

Si ce fermier n'eſt pas un être fantaſtique, ſi ce n'eſt pas un enfant de la cervelle échauffée du rédacteur de

votre journal, ſavez-vous bien en bonne police le traitement qu'il méritoit? Il falloit le faire feſſer publiquement, avec un bel écriteau, pour apprendre au public, & à lui, à ne pas vouloir être plus juſte qu'un tribunal chargé de la diſpenſation de l'autorité ſuprême.

En *Aſie* on n'y auroit pas manqué. Le *vizir Azem* ou l'*Athemadoulet* auroient rabaiſſé, par une baſtonnade paternelle, ces bouillons d'une équité trop délicate. Ne voyez-vous pas que ce prétendu trait d'héroïſme n'en eſt un que de ſédition? Si votre ſcrupuleux fermier a pu ſe faire de ſa conſcience un petit tribunal privé, & y caſſer un arrêt du parlement tout à ſon avantage, comment croyez-vous donc qu'il auroit déclamé contre un jugement par lequel il auroit été condamné?

Croyez-moi, rien de trop : pour les trois quarts des hommes c'eſt aſſez de ſavoir obéir. Je conçois bien qu'il eſt de votre intérêt d'en faire des philoſophes, & des philoſophes *économiſtes*; mais, croyez-moi encore, de deux choſes l'une, ou quand ils ſeroient inſtruits, les diſciples quitteroient bientôt la beche & la charrue, pour diſputer avec leurs *maîtres* ſur la meilleure maniere de ſemer le grain, de le conſerver, de le moudre, & enſuite de gouverner ceux qui le ſement, qui le conſervent, qui le réduiſent en farine ; ou les *maîtres* revenant aux ſeules vraies maximes de la politique, iroient arracher de tous les villages cette plante empoiſonnée, qui rendroient furieux tous ceux qui en reſpireroient l'odeur; ils iroient dans les cabanes déchirer les livres dont ils les auroient remplies ; ils prêcheroient hautement à ces hommes devenus honteux de leur

nudité pour avoir touché à l'*arbre de vie*, que des recherches plus profondes ſont inutiles, & que l'évidence pour eux doit ſe réduire aux exhortations de leur paſteur.

FIN.

TABLE

DES CHAPITRES.

CHAP. I. *DU PAIN. Combien il a peu d'hommes qui en fassent usage,* 7

CHAP. II. *Que le pain est de toutes les productions la plus pénible à cultiver, à recueillir, à conserver. Combien le riz est préférable,* 17

CHAP. III. *Que l'usage du pain est contraire à la liberté & à la population,* 28

CHAP. IV *Du commerce des bleds. Que ce n'est point à tort que ceux qui s'en mêlent sont odieux,* 46

CHAP. V. *Que le commerce des bleds ne peut pas être dirigé d'après les mêmes regles que celui des autres denrées, & que la police a droit de faire quelquefois garnir les marchés, même par force,* 54

CHAP. VI. *Que la violence par laquelle la police force*

les propriétaires des grains à garnir les marchés, n'eſt ni contraire au droit naturel, ni nuiſible par ſes effets, 68

CHAP. VII. *De la liberté dans le commerce des grains. Qu'un de ſes premiers effets néceſſaires, de l'aveu des économiſtes, eſt de produire la cherté. Etranges variations de ces philoſophes à ce ſujet,* 80

CHAP. VIII. *Que la cherté du pain ruine & tue les journaliers,* 94

CHAP. IX. *Raiſon qui rend la cherté du grain pernicieuſe aux journaliers ; c'eſt que leur ſalaire n'augmente pas avec le prix du pain,* 108

CHAP. X. *Pourquoi, malgré la cherté, les ſalaires n'ont pas augmenté. Reflexions ſur les maux qu'a produit la ſuppreſſion de l'eſclavage pour la partie des hommes qui ne vit que du loyer de ſes bras,* 122

CHAP. XI. *Que la cherté du grain n'a pas enrichi le cultivateur lui-même, & qu'elle ruine ainſi ſans fruit tous les ordres de l'état,* 133

CHAP. XII. *Autre effet de la liberté du commerce des grains non moins préjudiciable que la cherté. Elle épuiſe le pays où on la tolere,* 148

CHAP. XIII. *Réfutation du ſyſtême qui ſuppoſe que*

la liberté portera du grain par-tout & de proche en proche, 159

CHAP. XIV. *Que les éloges donnés à la liberté du commerce des grains, ſont remplis de contradictions & d'exagérations inconcevables,* 170

CHAP. XV. *Pourquoi il y a des pays où la liberté & ſes effets ne ſont pas à craindre,* 183

CHAP. XVI. *Qu'il faut des régements pour reſtreindre la liberté du commerce des grains,* 196

CHAP. XVII. *Que pour qu'un empire ſoit dans le meilleur état poſſible, il faut que les ſubſiſtances y ſoient à bas prix & que ce prix y ſoit invariable. Raiſon qui rend cette politique ſur-tout néceſſaire aujourd'hui en Europe,* 205

CHAP. XVIII. *Ce que c'eſt que le bas prix des grains : qu'il ne nuit à rien & eſt favorable à tout,* 215

CHAP. XIX. *Réfutation d'une ſinguliere mépriſe ſur le ſens du mot* richeſſe, *& ſur la nature des objets auxquels il faut l'appliquer,* 223

CHAP. XX. *Des mercenaires. Cruelle mépriſe des économiſtes à leur égard,* 236

CHAP. XXI. *Que la petite culture eſt préférable à la grande. Qu'il n'y a rien de plus ruineux pour*

l'état & la population, que la réunion de plusieurs métairies en une seule ferme, 245

CHAP. XXII. *Qu'il n'est pas vrai que la culture ne prospere, comme le prétendent les économistes, que quand elle est exercée par des hommes riches,* 261

CHAP. XXIII. *Du système des économistes en lui-même, & de la nature des preuves par lesquelles ils prétendent le justifier,* 270

CHAP. XXIV. *De l'instruction. S'il est avantageux d'éclairer le peuple,* 289

Fin de la Table des Chapitres.